

Les Matières Grasses en Allemagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Décembre 1938, à 13 heures 30

PAR

R. SALADIN

JURY { *Président* : M. R. PICARD, *professeur*.
Suffragants { MM. NOGARO } *professeurs*.
PIROU }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques

1938

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Matières Grasses en Allemagne

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Décembre 1938, à 13 heures 30

PAR

R. SALADIN

JURY { *Président : M. R. PICARD, professeur.*
Suffragants { MM. NOGARO } *professeurs.*
PIROU }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques

1938



LES MATIÈRES GRASSES EN ALLEMAGNE

INTRODUCTION

C'est un vaste domaine que celui des Matières grasses et même en limitant notre étude aux produits du règne végétal et animal, à l'exclusion des huiles minérales, de nombreuses questions sollicitent l'attention. Les différents problèmes présentent une complexité qui permet sans doute une étude particulière de chacun d'eux, mais rend singulièrement malaisée la tâche d'exposer l'ensemble du sujet : La production est d'un caractère mondial, et dans les pays d'Europe les produits de l'agriculture nationale s'opposent aux matières premières exotiques. Quelle part convient-il de réserver à chacune de ces sources d'approvisionnement ? Question très actuelle, dont l'étude doit s'envisager en fonction de l'Economie particulière à chaque pays. A des débouchés très variés, correspondent des industries de transformation très nombreuses, dont l'approvisionnement pose de nouvelles questions, commandées par une situation très enchevêtrée.

Nous aurions voulu pouvoir faire ce travail d'ensemble à propos du marché français. Malheureusement les sources de renseignement n'abondent pas, les statistiques françaises sont d'une pauvreté reconnue, et nous avons dû abandonner un travail qui nous semblait infructueux. D'ailleurs, pour aborder l'étude d'une question aussi brûlante en raison de la diversité des nombreux intérêts en

présence, agricoles, industriels, coloniaux, etc...; il nous manquait l'indépendance et la liberté de jugement nécessaires. Nous avons encore à l'esprit une certaine étude sur les suifs, entreprise en France, avec autorité et impartialité, par des hommes éminents dont les efforts n'ont rencontré que critiques passionnées.

Nous avons alors entrepris l'étude du marché allemand. La documentation était ici abondante, mais la multiplicité des sources, d'ailleurs souvent contradictoires, constituait plutôt une difficulté. Les matières grasses avaient pris en Allemagne une importance considérable. Avant 1933 elles avaient déjà provoqué une crise agricole aiguë, coup de grâce pour l'ancien régime de Weimar. Sous le III^e Reich une pluie de sanctions s'était abattue sur l'industrie de l'Huilerie et de la Margarinerie ; la presse avait relaté ensuite les restrictions imposées à la consommation des corps gras. L'étranger circulant en Allemagne en 1935 constatait enfin avec surprise une véritable panique du consommateur, une psychose du beurre recherché avec obstination, circulant en cachette. La situation paraissait améliorée depuis, mais la question demeurait brûlante, sous un voile de discrétion.

Il fallait placer notre étude dans le cadre plus général de l'Economie allemande, et pour cela exposer, d'une part les caractères du nouveau climat économique de l'Allemagne, dans la mesure où l'évolution déjà très particulière de notre matière allait s'en trouver modifiée. S'imposait d'autre part une étude des conditions de l'agriculture allemande. Monsieur *Raymond Bertrand* nous avait précédé dans cette voie ; son ouvrage (1) épuisait la question agricole avec une compétence que nous ne saurions atteindre. Pour éviter les redites, il nous a fallu limiter cette partie de notre étude, négliger en particulier les questions essentielles de la Corporation alimentaire et des doctrines économiques du National Socialisme.

(1) *Le Corporatisme agricole et l'Organisation des Marchés en Allemagne* (Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris).

Un autre facteur non moins essentiel domine l'évolution du marché des matières grasses en Allemagne : l'énorme développement des intérêts allemands du Trust international *Uni Lever*. Formé par la fusion de puissantes sociétés anglaises et hollandaises, Levers Brothers LTD, — Ant Jurgens Ver. Fabr. N. V. — Wan Den Berghs Fabr. N. V., etc. Le Trust étend tout d'abord un réseau serré de sociétés subsidiaires et de filiales, qui lui assurent, en Europe principalement, une situation dominante dans toutes les branches de l'industrie des matières grasses. Il s'est assuré par ailleurs le contrôle des principales sources d'approvisionnement, par ses plantations aux Indes, au Congo-Belge, etc.; arme une puissante flotte baleinière, dispose de nombreux comptoirs de troc dans tous les pays exotiques où il draine les matières premières. Servi par des moyens financiers considérables, une vaste organisation commerciale, une publicité adroite, le trust est un concurrent redoutable pour l'industrie nationale de tous les pays. Spécialement dans le cas de l'Allemagne nous verrons également les conséquences de son activité contribuer au déséquilibre de l'économie agricole, et même déborder sur le plan politique. Le régime hitlérien saura maîtriser le trust, et... tirer parti de cette puissance, qui collabore aujourd'hui docilement à la politique allemande, subtile travail d'harmonisation qui constitue une leçon pour tous les pays où se pose aujourd'hui la question du *Trust Uni Lever*.

Nos sources documentaires ont été nombreuses. Nous indiquons à la fin de ce volume la liste des ouvrages et des publications consultés. Les milieux allemands sont d'une susceptibilité toute particulière pour tout ce qui concerne les détails de leur organisation dans le domaine des matières grasses, et nous les avons vus souvent éluder nos questions, ou les laisser sans réponse. Ce sont malgré tout des contacts personnels au cours de plusieurs séjours en Allemagne, qui nous ont procuré les quelques précisions que nous pouvons apporter sur notre sujet. Mais nous nous sommes fixés comme règle de ne mentionner aucune des personnalités allemandes qui ont bien voulu répondre à

notre curiosité. Nous les prions de trouver ici, l'expression de notre vive gratitude, que nous regrettons devoir laisser anonyme.

Il nous est par contre très agréable de remercier tout d'abord Mr. *Kuntze*, Gérant de la Chambre de Commerce allemande à Paris, ainsi que Mr. *Lefevre*, Conseiller Commercial près l'Ambassade de France à Berlin, dont la complaisance inépuisable nous a été véritablement précieuse. Pour l'important concours qu'ils nous ont apporté nous renouvelons nos remerciements à Mr. *René Lecomte*, Président du Syndicat des Fondeurs et Margariniers, à M. *Durand* de la Maison EM. Faure et C°, à Mr. *de la Roche Brochard*, Secrétaire Général du Syndicat de l'Huilerie française, à M. *Schuffert*, Secrétaire du Syndicat de l'Huilerie française, à Mr. *Conte*, Conseiller technique auprès du Ministère du Commerce, le Centre de Documentation du commerce extérieur, l'Agence Générale des Colonies, les Services d'information et le personnel de la Bibliothèque de la Chambre de Commerce de Paris.

PREMIERE PARTIE

Evolution économique de l'Allemagne depuis 1930

L'enchevêtrement des activités que nous allons étudier nous oblige à rappeler succinctement dans cette partie, le rôle joué par les matières grasses dans la crise dont l'Allemagne a été atteinte depuis 1930. Le III^e Reich qui a dénoué cette crise et ouvert une nouvelle période de prospérité, a imposé au pays un régime économique anti libéral, que nous ne discuterons pas, nous bornant à isoler les caractéristiques essentielles de la nouvelle politique, dont nous trouverons les développements au cours de notre étude.

La fin du régime de Weimar 1930 à Janvier 1933

Au début de la crise mondiale le Gouvernement *Bruning* pour développer les exportations, réduire les prix de revient, inaugure une politique de déflation ; les prix sont abaissés de 10 % par décret, les salaires amputés de 20 %. Les débuts du Système, sont marqués en 1931 par un excédent d'exportation de trois milliards (1,6 milliard en 1930), mais sous l'effet de la crise, des mesures prises à l'Etranger contre le dumping allemand, en 1932 le solde bénéficiaire retombe à 1 milliard.

Pour obvier à l'impossibilité de contracter de nouveaux emprunts extérieurs, porter remède à la crise bancaire de 1931, on s'efforce, par un ensemble de mesures de contrainte, de rapatrier tous les capitaux allemands, tandis que

les moratoires de transfert immobilisent en Allemagne les capitaux étrangers, dont les intérêts mêmes ne seront payés que par des exportations supplémentaires. On parvint à provoquer une baisse rapide des prix. Par contre le nombre des chômeurs passe de 3 à presque 6 millions ; l'indice d'activité de l'industrie de 90 à 61 ; la vie économique est paralysée.

La crise d'origine agricole ayant gagné le monde entier, le marché agricole allemand abrité par une imposante barrière douanière, est affecté à son tour en 1931. C'est par les matières premières de l'industrie des matières grasses, graines oléagineuses exotiques, huile de baleine, que la dépression a gagné les céréales, le beurre et s'est étendue par le jeu des substitutions à toute l'économie agricole. La situation s'est aggravée par le resserrement de la consommation intérieure, une récolte exceptionnelle en 1932 et la situation très endettée du monde agricole allemand.

Le processus décrit a été la règle pour la plupart des nations de l'Europe Occidentale. Un peu partout les pouvoirs publics sont intervenus en faveur de leur agriculture, pénalisant les graines oléagineuses (en France) ou les produits finis de l'industrie, la margarine plus particulièrement.

On s'est vite rendu compte en Allemagne que la question des matières grasses dominait tout le problème de la crise, mais la solution n'était pas simple. L'industrie allemande de l'Huilerie exportant jusqu'à 20 % de sa production, la consommation de margarine étant extrêmement importante, — il fallait ménager le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, de plus l'agriculture consommant en fourrage, non seulement les tourteaux produits par les Huileries allemandes mais des tourteaux d'importation dont le renchérissement ne pouvait être envisagé sans léser profondément les intérêts de l'élevage, un plan d'ensemble était nécessaire.

En décembre 1932, le Gouvernement se faisait autoriser par décret à limiter la fabrication de la margarine, à

imposer à l'industrie des incorporations de beurre, saindoux et suif. Un mois plus tard le parti National Socialiste arrivait au pouvoir. C'est à lui que devait revenir le mérite de régler cette délicate question. Déjà avant la guerre l'Allemagne, avait cherché à se rendre indépendante pour son approvisionnement en matières grasses. L'idée était en l'air, c'est dans cette voie que l'on allait s'engager.

Plan de graisses

1^{er} semestre 1933

Dans le nouveau gouvernement issu d'une coalition électorale, le portefeuille de l'Economie Nationale et de l'Agriculture (le titre était un symbole) n'est pas confié à un national socialiste, mais au Dr. *Hugenberg*, qui va s'attacher à régler en premier lieu l'épineuse question des matières grasses. L'ensemble des mesures législatives prises dans ce sens à l'époque, constitue ce que l'on a appelé le « Plan de Graines ».

ORDONNANCE DU 23 MARS 1933

1^o L'importation des graisses oléagineuses, des huiles végétales et animales, et des tourteaux, devenait un Monopole d'Etat : l'autorisation d'un organisme officiel, en l'espèce l'Office des Maïs devait être sollicitée avant toute importation. On allait pouvoir régler les entrées en s'inspirant des seuls besoins de l'économie nationale, aussi bien quant à la nature des matières premières (graines oléagineuses ou huile de baleine, graines riches en huile ou en tourteaux) qu'en ce qui concerne le choix des fournisseurs. Cette dernière considération avait déjà en avril 1930 inspiré la création de l'Office du Maïs, et permis à l'époque de tourner les engagements résultant des traités de commerce. A cette première fonction de l'Office d'Etat vont s'ajouter par la suite, des attributions nouvelles et autrement plus importantes, que nous signalerons au cours de notre étude.

2^o Le Gouvernement était autorisé à imposer l'incorporation du suif en stéarinerie et en savonnerie ; — à réglementer la fabrication de la margarine, l'usage des améliorants ; — à standardiser les qualités, régler les prix, les marges du commerce ; — à organiser la vente obligatoire de qualités bon marché, en faveur des classes nécessiteuses.

3° A dater du 1^{er} mai une taxe de consommation de 50 RM % K (Ausgleichabgabe) sera perçue sur les huiles et graisses comestibles d'origine végétale, les huiles de baleine, la margarine.

Par voie de conséquence ce renchérissement devait permettre la revalorisation du beurre et des graisses animales nationales. Le produit de la taxe devait être consacré... en premier lieu ! à réduire le prix des matières grasses en faveur des classes nécessiteuses.

4° La fabrication de la margarine, des huiles et graisses comestibles, ne devait pas dépasser 60 % des quantités fabriquées en 1932 (année de production maxima). Pour s'assurer de l'exécution de cette mesure radicale, qui amputait l'Huilerie allemande d'une grande partie de ses débouchés, il était prévu un contrôle très étroit par des agents du Ministère de l'Economie et de l'Agriculture.

5° Des dispositions antérieures avaient admis le principe des subventions à la culture des graines oléagineuses : obligation est faite aux Huileries d'utiliser un certain pourcentage de ces graines allemandes. La mesure pouvait paraître d'une portée assez limitée, la production allemande ne représentant pas 30.000 tonnes par an en 1932, c'est-à-dire moins de 2 % des besoins normaux de l'Huilerie.

En juin de la même année, les tourteaux étaient frappés d'une taxe de 60 RM à la tonne, qui doublait à peu près leur prix, et devait permettre un redressement du cours des céréales.

Cette législation caractérise une intervention assez prononcée des pouvoirs publics, en Allemagne les esprits y étaient habitués, à l'étranger, en France particulièrement, elle fut très commentée à l'époque (2).

Le Plan des Graisses restait en somme dans la ligne de la législation amorcée avant l'arrivée au pouvoir du National Socialisme. Il se complétait dans le domaine agricole

(2) Elle a servi même de prétexte pour réclamer une protection des oléagineux français, et nous a procuré la loi du 9 août 1933 frappant d'un droit de douane à leur entrée en France les importations ne provenant pas des colonies françaises qui jusque-là entraient en franchise. Un résultat assez déconcertant de cette législation, a été que l'industrie allemande se procure les oléagineux français à meilleur compte que l'industrie métropolitaine. Nos graines d'arachides et de palmistes ne sont achetées par l'Allemagne qu'à la parité mondiale tandis que sur le marché français elles s'assurent en outre tout le bénéfice de la protection douanière.

par la politique traditionnelle de stockage des excédents de céréales, ses conceptions traduisaient une remarquable continuité de la politique allemande et elles rencontrèrent l'assentiment unanime, sauf bien entendu celui de l'Industrie des Matières Grasses. Mais a-t-on fait remarquer, cette industrie se trouvait en majorité sous le contrôle du capital étranger dont on se souciait assez peu !

L'idée inspiratrice du Plan, assez abondamment commentée, consistait à faire de la place aux produits de l'agriculture allemande, beurre et graisses animales, fourrages. Dans l'approvisionnement en matières grasses, compte tenu des fourrages, les estimations allemandes assignaient pour 1932 une part de 40 % à l'agriculture allemande ; il s'agissait d'inverser au moins les rapports, et de porter à 60 % les débouchés des matières grasses nationales.

A la faveur de la nouvelle réglementation, les prix agricoles n'allaient pas tarder à se redresser, les stocks à se dégorger. Le Dr. *Hugenberg* ne devait pas récolter les fruits de ses travaux. Fin juin il cédait son portefeuille au national-socialiste *Darre*. Le Parti tenait maintenant le pouvoir sans partage et allait librement appliquer son programme, et pour commencer, amorcer l'organisation corporative de l'agriculture.

Le National-Socialisme triomphant.

Le programme du Dr. *Hugenberg* ne représentait guère qu'un interventionisme localisé et empirique, respectant le caractère libéral de l'économie allemande. Le National-Socialisme au contraire abordait le pouvoir avec des conceptions beaucoup plus vastes, une doctrine économique antilibérale, conséquence naturelle de ses tendances autoritaires. Il avait subi avec impatience six mois de contrainte et allait s'employer violemment au démarrage de l'économie allemande, en lui passant la camisole de l'Organisation Corporative et Hiérarchisée, instrument de direction de la production, qui complétait la main-mise de l'Etat sur toute activité nationale.

Nous allons rappeler les dispositions caractéristiques prises par le nouveau régime, dans les domaines de :

L'Organisation Corporative

Du Relèvement de l'Economie allemande

De la Politique commerciale

Ne nous limitant pas aux seules initiatives des nouveaux maîtres de l'Allemagne, nous évoquerons les difficultés qu'ils ont rencontrées dans chaque domaine, comme les réactions à caractère beaucoup plus général qui affecteront toute la politique du III^e Reich.

§ 1. — L'organisation corporative

Renchérissant sur les conceptions des partis agariens allemands, le National-Socialisme se proposait d'assurer l'indépendance alimentaire du pays. Pour cette tâche considérable et de longue haleine, il était prévu un véritable statut de l'agriculture dont la mise au point était confiée au *Reichsnährstand* (la corporation alimentaire ou R. N. S.) énorme machine dont les premiers fondements devaient apparaître dès le mois de septembre 1933, mais dont l'organisation extrêmement compliquée, se poursuit encore à l'heure actuelle.

Par ses nombreuses ramifications territoriales le rôle du R. N. S. était d'encadrer l'agriculture et ses industries annexes, meunerie, huilerie, sucrerie, etc. Représentant officiel de la Corporation, véritable ministère, il était chargé des intérêts généraux et sociaux de la profession. Dans un domaine plus positif il devait organiser les marchés, diriger la production et recevait à cet effet des pouvoirs très étendus. Bien entendu il impose l'influence du Parti, et se trouve sous l'autorité de fait du Ministre de l'Agriculture.

Comme agents d'exécution, pour chaque branche de l'économie agricole, des organes d'Etat étaient nécessaires. L'ancien Office du Maïs, qui depuis le début de l'année

fonctionnait également au bénéfice des oléagineux et des tourteaux, — premier terme d'une évolution en cours, — ne suffisait plus à cette nouvelle tâche ; deux nouveaux Offices héritèrent de ses attributions : celui des Céréales et Fourrages et celui des Corps Gras. La fin de l'année voyait la création des Offices pour les Œufs et pour les Produits animaux ; les Produits Laitiers étant confiés à l'Office des Corps Gras. Ainsi se trouvait au point l'organisation actuellement existante.

L'Office du Maïs n'exerçait que le contrôle des importations, à cette première attribution s'ajoute maintenant, pour les nouveaux organes, un rôle sur le marché intérieur qu'il faut discipliner, jusqu'à ce que les groupements professionnels, dont l'Office doit provoquer et faciliter la constitution selon les principes autoritaires et corporatifs, soient en mesure de se suffire. Alors l'Office se bornera à surveiller le marché, à y intervenir en cas de besoin, et surtout à ajuster *la demande à l'offre*.

Par la fixité imposée aux prix, la doctrine Nationale Socialiste leur retire tout caractère régulateur. Comme il faut adapter la production aux besoins, c'est l'Office, représentant de l'intérêt général, qui se trouve investi de cette fonction, dont il s'acquitte par des interventions sur le marché : constitution de stocks, marchés à livraisons échelonnées, etc. On est assez fier en Allemagne de cette entorse donnée aux conceptions désuètes de l'économie classique, et on ne tarit pas sur les avantages des nouveaux principes : suppression des risques de la production comme de la répartition, ce qui sert de justification à la réduction des bénéfices et du profit, légitime la compression des marges du commerce, pour le plus grand bien des consommateurs. Nous conviendrons bien volontiers de ces avantages, et admettrons même que dans la situation actuelle de l'économie allemande, caractérisée par un état de restrictions alimentaires supérieurement organisé, les inconvénients sont réduits au minimum. Mais que vaudrait un pareil principe dans une Economie qui ne serait ni dirigée ni fermée.

Toute une législation devait tracer les cadres de l'organisation des marchés agricoles et de leurs industries. Le R. N. S. et les Offices dans son sillage, allaient s'engager dans les multiples détails d'une organisation minutieuse et tracassière, œuvre gigantesque, marquée de nombreux déboires : la spéculation pourchassée sur un terrain, se réfugiant sur un autre, les autorités déplorant la disparition de l'esprit d'initiative, qui ne subsistait que pour tourner les règlements. Il fallait toujours plus approfondir le contrôle, et les difficultés renaissaient à chaque pas. Nul doute qu'à la longue, toute l'économie, et non plus seulement l'agriculture, se serait trouvée embrigadée dans l'organisation corporative, sans que ce résultat ait été primitivement cherché, mais un facteur indépendant allait précipiter l'évolution.

Le commerce extérieur par l'amenuisement continu de sa balance positive, causait de sérieux soucis. On avait contingenté et réduit les répartitions de devises jusqu'à 10 % des chiffres de base ; le solde continuait à décroître. Il devait même devenir négatif. Sans attendre ce plébiscite spontané, les importations de matières premières sont purement et simplement interdites, pour les textiles, les métaux non ferreux, les cuirs, peaux, et oléagineux, et pour empêcher les substitutions, le contrôle nouvellement créé est étendu à toutes les importations.

Le Dr. *Schacht*, directeur de la *Reichsbank*, était l'inspirateur de cette politique. Devenu Ministre de l'Economie, il devait en poursuivre la réalisation. Son œuvre de coordination est désignée sous le nom de Nouveau Plan ; elle va murer l'Allemagne en une économie fermée. Que son auteur fut outre Rhin, un des rares tenants de l'économie libérale est assez piquant.

Pour juger de l'opportunité des importations, doser leur degré d'urgence, des organes compétents sont nécessaires. Le mois d'août 1934 avec le Moratoire général de tous les transferts, voit la création de 21 nouveaux Offices d'Etat, correspondant à chaque branche de l'économie ; leur organisation est calquée sur celle des quatre Offices

déjà créés, que l'Agriculture conserve, et auxquels la nouvelle réglementation est étendue. C'est leur troisième attribution, la quatrième ne va pas tarder.

Parallèlement, pour comprimer les velléités incessantes de hausse des prix, s'élaborait en effet un nouveau contrôle ; il devait nécessiter la création de nouveaux organes, la nomination d'un Commissaire aux Prix, l'énergique bourgmestre *Goerdeler*. Au terme de l'évolution, cette organisation disparaissait, et ses fonctions étaient reprises par les Offices maintenant dotés de leur statut définitif. Insensiblement par la force des choses l'Organisation corporative hiérarchisée s'était étendue à toute l'économie. « C'est la loi des régimes totalitaires de devenir toujours plus concentré, plus autoritaire, plus personnel (3) ».

§ 2. — La politique de redressement de l'économie

L'intervention de l'Etat s'est manifestée au début par les procédés classiques de grands travaux, de dégrèvements fiscaux, favorisant l'agriculture, la construction privée, les dépenses de renouvellement de l'outillage, etc.

La concurrence de la période de crise avait causé bien des ruines ; elle est étroitement réglementée et, dans la plupart des industries, l'extension des moyens de production, la création de nouvelles entreprises sont interdites, afin d'assurer aux exploitations existantes, tout le bénéfice de la reprise, que le réembauchage et l'augmentation de la production vont provoquer. A cette première amélioration des prix de revient, s'ajoute la baisse du taux de l'escompte, provoquée par la politique financière de l'Etat. Conjuguée avec la stabilité des salaires, elle reconstitue rapidement la marge des profits.

(3) René Pinon : *Revue des Deux Mondes*.

Pour les produits agricoles, on pousse au relèvement des prix, l'effet de la hausse mondiale s'y ajoute mais, comme un enchérissement de la vie compromettrait l'équilibre des salaires, il faut compenser cette poussée par une réduction très sensible des bénéfices du commerce et des intermédiaires. Les organes de contrôle des prix ont été créés, d'autre part, pour contenir les prix des produits manufacturés, stimulés par l'augmentation de la demande.

Mais alors les contradictions s'accumulent : l'énorme machine de réglementation des marchés, doit permettre une réduction des importations, mais son fonctionnement grève lourdement l'économie ; les exportations ne se maintiennent que par le dumping, mais son financement exige des subventions de l'Etat (jusqu'à 200 millions de R. M. par an), remplacées par des « contributions volontaires » de l'industrie. La fabrication des matières premières synthétiques, les charges sociales plus ou moins spontanées, l'augmentation des impôts voilà qui compromet singulièrement l'équilibre des prix de revient ; on s'oppose à la hausse : les nouvelles charges vont donc s'imputer sur les profits dont on poursuivait jusque là, la reconstitution.

Dans cette économie fermée, avec l'épargne le profit constituait en effet le seul apport de capitaux pour l'initiative privée. L'impossibilité de recourir à des emprunts extérieurs l'énormité des besoins de l'état nécessitaient dès le début la mobilisation de toutes les disponibilités financières du marché, et exigeaient l'interdiction de toute émission privée. Cette politique devait permettre les conversions de la dette publique, les consolidations de la dette flottante, de nouveaux emprunts d'Etat enfin. A l'économie privée elle avait apporté la réduction du taux de l'intérêt mais elle limitait en même temps les possibilités de financement à l'utilisation des réserves, des amortissements, des économies, ainsi qu'aux liquidités provenant de la disparition progressive des stocks.

L'éminent technicien qui présidait aux destinées financières du III^e Reich, le Dr. *Schacht* avait magistralement favorisé cet auto financement par la limitation du taux des

dividendes, la réglementation des stocks, obligatoirement ramenés au minimum indispensable, à un mois de besoin. Mais ces ressources épuisées le marché financier restant toujours fermé aux besoins privés, comment assurer le financement des nouveaux procédés de fabrication imposés par les nouvelles matières premières synthétiques (carburants, textiles, caoutchouc, matières grasses) ainsi que le renouvellement d'un outillage qu'une activité intense a mis prématurément hors d'usage ? Autre difficulté, particulièrement brûlante qui reste sans solution.

Devant le nombre et l'importance des tâches qui se présentent, on a senti la nécessité de sérier les travaux par ordre d'importance, de convier la Nation à un nouvel effort de travail, d'abnégation et d'épargne. C'est ce que formule le Deuxième Plan de Quatre Ans à l'automne 1936.

C'est tout d'abord un programme pour l'agriculture en faveur de laquelle il prévoit des subventions pour l'extension et la bonification des surfaces cultivées, l'emploi intensif d'engrais, de machines, un nouveau développement des cultures intercalaires pour les fourrages. Pour l'industrie il formule la nécessité d'augmenter encore les exportations, d'intensifier encore l'activité. Il n'y a malheureusement pas d'autres possibilités pour réduire l'incidence des nouvelles charges.

Car le train de vie de l'Etat ne diminue pas bien au contraire ! La politique du réarmement et de prestige est un gouffre, les importantes plus-values fiscales des deux derniers exercices n'y suffisent pas ; un nouvel effort du contribuable est nécessaire. Et le cycle va recommencer : il faut balancer les répercussions inévitables de la hausse mondiale par des baisses de prix des produits de l'industrie nationale. Cette immobilité des prix, tellement vantée, exige un nouveau travail de Sisyphe imposant à l'Economie une allure de plus en plus accélérée. Mais que des frottements se produisent, qu'une crise internationale par la baisse des exportations vienne tarir la source indispensable des devises étrangères, qui peut prévoir les consé-

quences redoutables qui en résulteraient pour une Economie dont l'équilibre exige une activité exceptionnelle ?

§ 3. — Politique commerciale

Pour ses matières premières l'Allemagne de tous temps, était largement tributaire de l'Etranger ; sa balance commerciale s'équilibrait par des exportations de produits manufacturés et laissait en général un solde positif important. Ses principaux fournisseurs aussi bien les nations agricoles de l'Europe Centrale et Orientale, que la majorité des pays d'Outre Mer, lui vendaient beaucoup plus qu'ils ne pouvaient ou ne voulaient (Les Etats-Unis) lui acheter. En revanche des échanges avec les autres nations européennes, résultait un large excédent d'exportations.

La République de Weimar laissait une balance commerciale très entamée et la plupart des Nations étrangères étaient soulevées contre le dumping allemand, et bien résolues à se défendre. Au programme agricole du nouveau régime, à sa politique extérieure, allait correspondre une nouvelle politique commerciale. Pour assurer en tout état de causes son approvisionnement en matières premières, il fallait à l'Allemagne des fournisseurs rapprochés, et pour cela il suffisait de reprendre les projets de *Mittropa*, et de constituer sous l'hégémonie allemande, de la Baltique à la Mer Noire un bloc économique à l'intérieur duquel les échanges s'effectueraient en nature. Pour des cerveaux allemands le plan n'avait rien de bien original, les concessions ne devaient pas coûter pour en assurer l'exécution et une politique de prestige n'allait pas tarder à en amorcer les premières étapes.

A l'égard des autres Nations, on cesserait de quémander des concessions économiques, le volume des achats serait progressivement réduit au bénéfice des Nations associées, et un dumping économique saurait bien imposer au monde, les marchandises allemandes de technique supérieure. La pratique des accords commerciaux, avec le jeu automatique de la clause de la nation la plus favorisée,

était impraticable. Il fallait un nouvel instrument, l'Office d'Etat, qui allait permettre d'évincer les fournisseurs indésirables. Les nécessités de la politique extérieure et les conceptions de réglementation intérieure se confondaient donc bien sur ce point.

La situation précaire des finances allemandes devait contrarier la réalisation de ce programme et donner plus de poids aux réactions inévitables de l'Etranger. Lorsque les arriérés de leurs nouvelles créances commerciales envers l'Allemagne, se furent démesurément enflés, les Nations occidentales de l'Europe s'émurent, et imposèrent des clearings à leur débiteur, dont la liberté d'allure se trouverait singulièrement compromise à l'avenir. Les difficultés s'étaient accumulées. Il fallait céder à moindre frais et le Nouveau Plan avec son foisonnement d'Offices marque en même temps la fin de la première manche. L'Allemagne est touchée au point le plus sensible de son économie, sa balance commerciale devient négative. Sans doute beaucoup plus que du boycottage de ses marchandises exportées, il y a ici l'influence de causes propres à l'économie allemande : nécessité de reconstituer les stocks, achats spéculatifs caractéristiques de l'année 1934, et surtout la disparité entre les prix des matières premières mondiales qui sont en hausse, et ceux des produits manufacturés allemands obligés malgré leur prix de revient plus élevé, à s'aligner aux cours des marchandises concurrentes, favorisées par les dévaluations.

L'Allemagne doit renoncer à toute politique d'envergure ; il lui faut individualiser ses relations commerciales avec chaque pays, équilibrer minutieusement ses échanges. Les nouveaux traités commerciaux lui accordent généralement un solde en sa faveur, mais il doit être consacré à l'amortissement des anciennes dettes. Les excédents d'exportation allemands, deviennent de ce fait illusoires, et longtemps ils ne représenteront que des possibilités de transfert. Leur volume n'a pas cessé de croître sans dépasser encore l'importance du service des dettes extérieures.

L'excédent de la balance commerciale correspond donc à une balance passive de paiements.

Mais les tendances profondes de la politique allemande n'en sont pas modifiées pour cela. Avec acharnement elle poursuit le déplacement des anciens courants d'échange, ce qui l'oppose en luttes d'influence à ses rivaux commerciaux. Ces compétitions sont marquées de nombreuses péripéties. Pour supplanter les Etats-Unis dans l'approvisionnement en coton du marché allemand on pousse le Brésil à réduire ses plantations de café et à développer la culture du coton ; dans les pays Scandinaves c'est l'antagonisme avec l'Angleterre, qui met en jeu l'approvisionnement en matières grasses. En Europe Centrale et dans les Balkans la situation s'est entièrement retournée en faveur de l'Allemagne.

Les événements autrichiens du début de l'année 1938 ramènent l'attention sur cette dernière partie de l'Europe où la progression économique prépare la pénétration politique. Ce qui peut retarder encore la consolidation des positions allemandes, c'est qu'ici la capacité d'absorption en marchandises manufacturées est vite atteinte, alors que les besoins de l'Allemagne en produits agricoles restent encore très importants. Dès maintenant l'équilibre semble sérieusement menacé, aucun de ces pays essentiellement agricoles, n'étant en mesure de s'offrir un coûteux outillage ou des grands travaux, l'arriéré des soldes débiteurs allemands à une tendance fâcheuse à progresser bien rapidement. Voilà qui pourrait sérieusement refroidir les rapports de l'Allemagne avec des populations devenues à leur corps défendant, les derniers créanciers du III^e Reich.

DEUXIÈME PARTIE

Production des matières grasses agricoles



CHAPITRE PREMIER

LES FOURRAGES

Pour l'agriculture la production des matières grasses est essentiellement une question d'approvisionnement en fourrages. On l'a fort bien compris en Allemagne lors de l'élaboration du Plan de Graisses : le troupeau devait être considéré comme une vaste usine assurant la transformation des fourrages en viandes et graisses. Dans les achats extérieurs, à ces coûteux produits finis de l'agriculture étrangère, il fallait substituer des matières premières, les fourrages, qui remplaceraient les beurres, saindoux et lard, jusqu'à ce que leur production puisse être entièrement assurée par le pays.

Dès le début du Nouveau Régime, le programme est mis à exécution : la protection douanière est renforcée, l'augmentation du pouvoir d'achat stimule les marchés de la viande et des céréales. Par une taxation des tourteaux on accentue le déplacement de la demande en faveur des céréales. Leur récolte 1933-1934 encore plus exceptionnelle que la précédente, en des temps où le manque de devises se faisait si vivement sentir, aurait dû provoquer une réduction des importations de céréales, mais de nombreux facteurs allaient contrarier cet espoir.

En pommes de terre et en betteraves la récolte a été médiocre ; les foins et les pâturages ont souffert de la sécheresse ; les disponibilités en tourteaux ont diminué de 35 % par la réduction des importations, et le contingentement des Huileries. La politique d'engraissement à outrance, poursuivie sur le marché du porc (saindoux neutre) devait stimuler encore les demandes en céréales. Mais le

marché des céréales panifiables n'était plus libre ses prix étaient immobilisés, la spéculation et la demande se sont alors disputées les céréales fourragères, dont le marché s'est animé au point que des tensions risquaient de se produire sur les autres marchés déjà organisés. En fait, il n'y eut pas seulement tension, ce fut une véritable panique qui emporta tout le pays, et les autorités après avoir trop attendu eurent recours à des importations précipitées qui dépassèrent la mesure. Les organes de Contrôle intervinrent pour étendre de plus en plus aux fourrages, la réglementation appliquée aux céréales panifiables. Les Offices durent assurer les répartitions, fixer les contingents pour les tourteaux, imposer des prix obligatoires et lever même des droits de douane à la sortie, pour conserver dans le pays toutes les ressources disponibles.

L'orientation donnée au marché de la viande était également modifiée. On renonçait à la coûteuse politique du saindoux neutre, que l'insuffisance des approvisionnements en fourrages ne permettait plus de suivre. Le Plan des Graisses se révélait impraticable.

Avec l'année 1935 la situation devait encore empirer. La campagne précédente avait gaspillé les stocks, contribué au déséquilibre de la balance commerciale, aussi malgré le déficit de la nouvelle récolte (15 % pour les céréales) il ne fallait pas compter sur des importations. Heureusement pour les pommes de terre et les betteraves, la situation était redevenue normale, les foin s'étaient abondants. Les quantités disponibles seraient certes insuffisantes pour conserver le troupeau à son chiffre actuel, mais une stricte discipline et une grande économie, devaient permettre de tirer le meilleur parti possible de la situation. On allait vivre d'expédients, il n'était plus question de programme.

Dispositions dans le domaine de la répartition.

Les Offices vont multiplier leurs interventions, constituer des stocks qui permettront d'assurer des répartitions, régulariser les offres sur le marché du bétail (Mastverträge).

C'est l'approvisionnement des vaches laitières qu'il faut assurer en tous les cas. Malgré une augmentation des importations, les quantités de tourteaux disponibles, vont se réduire à 60 % des chiffres de 1932. La tension persistante va contraindre l'Office à se charger de tous les rôles : aux Huileries il renouvelle l'interdiction de disposer des tourteaux produits, c'est lui l'Office qui attribue des contingents à chaque commerçant, fait procéder à des répartitions périodiques. Au début la laiterie est simplement favorisée, mais très vite l'augmentation de la production de beurre primant toute autre considération, les tourteaux vont se trouver entièrement réservés aux vaches laitières, il sera même interdit d'en vendre à l'élevage pour l'engraissement.

Pour éviter que ces prescriptions ne soient tournées, les prix des tourteaux sont sensiblement relevés, par un doublement de la taxe de Monopole (4) ; seuls les producteurs de lait ou de beurre vont pouvoir se permettre l'emploi d'un fourrage aussi coûteux.

Pour réduire les déplacements de marchandises et faciliter l'approvisionnement, l'Office d'une manière générale pousse le cultivateur à consommer ses propres fourrages, se réservant d'intervenir au profit des exploitations importantes d'élevage qui ne disposent pas d'une base fourragère suffisante.

Toutes ces dispositions inspirées par les circonstances n'augmentaient en rien les quantités disponibles. Il fallait s'organiser et malheureusement pour une période assez prolongée, trouver de nouvelles ressources sur le sol national. Déjà dans ce domaine se précisait la loi qui va dominer l'économie allemande, la nécessité de créer des ersatz nationaux.

(4) En 1934 pour tenir compte de la récolte déficitaire on avait relevé le prix des céréales et abaissé celui des tourteaux, par un aménagement de la taxe de Monopole.

La production.

Il faut déterminer les cultures dont l'extension est à encourager ; les emblavements de blé seront réduits en faveur de l'orge ; l'orge d'hiver est préférable aux orges de printemps, par sa valeur comme fourrage (2 % de plus en protéine) et son rendement supérieur à l'hectare ; — pommes de terre et betteraves constituent des fourrages supérieurs aux légumineuses.

Les betteraves à sucre, débitées en tranches et convenablement séchées, vont remplacer l'orge dans l'alimentation des porcs. Fourrage excellent, elles sont d'une conservation et d'un transport aisé. Du même coup vont se trouver résolues les difficultés de l'industrie sucrière qui souffrait d'un manque de débouchés. Depuis 1930 la production des betteraves à sucre était limitée à un pourcentage déterminé. D'abord facultative, la production du fourrage à sucré est fixée en 1935 à 5 % des chiffres de base, (75 % pour la fabrication du sucre). Depuis 1936 elle devient obligatoire et se trouve portée à 10 %. L'industrie sucrière était hostile à une extension trop rapide des fourrages à sucre, redoutant de voir entamer son monopole de fabrication. Il semble qu'elle ait eu gain de cause sur ce point : Le contingent de fourrage est resté à 10 % ce qui représente à peine 330.000 tonnes par an, alors que le contingent global n'a pu atteindre 100 % qu'en 1938.

Il est fait une propagande très active pour assurer le développement des fourrages albumineux et des cultures intercalaires de fourrages. On peut admettre, en raison des efforts considérables déployés que ces nouvelles possibilités apportent une certaine amélioration à l'approvisionnement.

Ces cultures n'ont rien d'une nouvelle méthode d'exploitation. Le terme s'applique d'ailleurs aussi bien aux différentes plantations couvrant le sol à la même époque, qu'aux cultures variées alternant dans le temps, mais en une seule campagne agricole. C'est sous cette deuxième forme qu'on s'efforce de les généraliser en Allemagne. Malheureusement les chiffres communiqués dans la

presse à leur sujet sont incomplets ; sans doute on relève que pour 1937 les surfaces ainsi cultivées représentent 20 % des cultures annuelles mais comme nous ignorons quelle en était l'importance en 1933 il n'est pas possible d'apprécier le progrès réalisé (en 1935 le pourcentage était de 14 % et aurait représenté 3 fois plus qu'en 1927).

Ensilage.

Particulièrement dans le domaine des fourrages il revêt une importance particulière : permet les cultures intercalaires, confère une valeur fourragère à des déchets autrement sans emploi ; feuilles de tubercules et de légumineuses. Pour l'économie allemande c'est un facteur essentiel de la réglementation des marchés ; il supplée enfin au commerce extérieur qui jouait autrefois un rôle régulateur par des importations et des exportations alternées.

C'est ce qui explique la sollicitude des pouvoirs publics en faveur des constructions de silos. Sérieusement commencées en 1930, elles recevaient en 1934 un encouragement déjà très sensible, sous forme d'avances couvrant jusqu'à la moitié des frais de construction. Les subventions pour 1935 ont atteint 4 millions de R. M. et ont été renouvelées au cours des années suivantes. En 1934 on avait recensé pour 2,32 millions de m³ de silos, capacité estimée suffisante pour assurer l'alimentation en hiver de 500.000 vaches. Résultat déjà appréciable (5 % du troupeau laitier) mais il mesure l'importance de l'effort à fournir.

Les méthodes d'ensilage se sont renouvelées : avec la conservation en tranches desséchées adoptée pour les tubercules, on recourt pour les foin à une dessiccation ou à la conservation en saumure, pratiquée également pour les feuillages.

Le Plan de Quatre Ans devait apporter de nouveaux développements aux programmes de construction de silos. La question des fourrages malgré les progrès réalisés restait encore à l'ordre du jour. L'approvisionnement du bétail n'était pas assuré dans des conditions de régularité suffi-

santes, des tensions se produisaient toujours et l'état du troupeau en était affecté.

Pour n'avoir pas pu en 1935 recourir dans la mesure nécessaire aux importations de céréales, il a fallu se résigner à laisser décimer le troupeau. Après deux ans de labeur on s'est trouvé en 1937 avec un cheptel reconstitué, auquel ne suffisaient plus les ressources nationales, très entamées par deux années successives de récolte médiocre. Comme la balance le permettait on a augmenté les importations de céréales et de 300.000 tonnes en 1936 elles ont passé à 3.800.000 en 1937. Est-ce un échec ? Une étude du commerce extérieur va nous permettre d'en juger.

Commerce extérieur.

Traditionnellement l'Allemagne importait des quantités considérables de céréales, jusqu'à 3 millions de tonnes par an pour ses fourrages, sans tenir compte des besoins en céréales panifiables. A partir de 1931, les effets de la crise conjugués avec de belles récoltes conduisent à une réduction des entrées qui n'atteignent plus qu'un million de tonnes pour fourrages, les tourteaux présentant une évolution contraire sur laquelle nous revenons plus loin. Avec la nouvelle politique agricole, passée la période de liquidation des stocks en 1933, les fausses manœuvres de 1934, les importations auraient dû remonter et se fixer à un niveau intermédiaire entre les fortes entrées de la période 1927-1930 et les moyennes réduites de 1931 et 1932. En fait malgré les récoltes insuffisantes, en 1935 et 1936, par suite du manque de devises, les importations ont été les plus faibles que l'Allemagne eût jamais connues. La récolte 1936-1937 est restée faible. Il a fallu alors reconstituer les stocks pour assurer la soudure très compromise et faire face aux besoins d'un troupeau sensiblement augmenté.

Les difficultés financières ont dû jouer un rôle important, et les efforts considérables de rationalisation de l'agriculture ont été contrecarrés par une série noire de piètres récoltes. Il est probable que dans un proche avenir, l'Alle-

magne pourra se suffire d'importations fourragères réduites, tout en assurant normalement les besoins de son troupeau. Pour 1938 en tous les cas les résultats de la campagne 1937-1938 permettent d'augurer favorablement de la situation. Les résultats connus jusqu'à ce jour font ressortir à vrai dire de nouvelles augmentations aux importations et la sécheresse exceptionnelle du printemps 1938 ne peut qu'accentuer encore cette tendance qui conduit au déséquilibre de la balance commerciale.

Régime douanier des céréales.

Leur protection avait été assurée antérieurement ; les droits n'ont donc pas été augmentés en 1933 ; mais le relèvement des prix sur le marché allemand était insuffisant pour permettre le jeu d'une taxe de compensation. Par contre pour les pays à droit préférentiel, Hongrie, Bulgarie, Tchécoslovaquie et Roumanie, les prix de revient dédouanés s'établissaient sensiblement au-dessous des cours intérieurs. Au début on devait tourner la difficulté en laissant l'Office exercer un monopole de fait à l'importation. Dès 1934 le système se perfectionnait et jusqu'à la soudure les importations de l'Office bénéficiaient de la franchise des droits. C'était lui permettre de jouer son rôle sur le marché intérieur et lui assurer en même temps les ressources nécessaires à cette politique (5).

Tous les fournisseurs à régime préférentiel ont été systématiquement éliminés. Est-ce pour augmenter les bénéfices de l'Office ? quoi qu'il en soit l'Argentine livre en 1936 95 % du maïs et 50 % des céréales (contre respectivement 48 % et 15 % en 1930). En 1937 seulement les importations d'Europe centrale reprennent en raison de l'importance des besoins.

(5) A l'heure actuelle les prix de la marchandise, dédouanée au tarif général, s'établissent à un niveau très supérieur aux prix intérieurs ; l'Office dispose par contre d'une marge importante, n'acquittant que 1 R. M. de droit, au lieu de 20, 18, etc.

Les tourteaux.

Les mouvements d'entrée et de sortie correspondent en Allemagne à une situation assez complexe : d'une part dans les ports, plus particulièrement à Hambourg, les importateurs sont spécialisés dans des opérations de meulage, mélange, conditionnement de tourteaux exotiques aussi bien qu'allemands, dont la plus grande partie ne reste pas dans le pays. D'autre part, suivant les années, selon les besoins de l'agriculture, la nature des graines travaillées par l'Huilerie, il se présente pour certains tourteaux, des insuffisances d'approvisionnement qu'il faut combler par des importations, ou des excédents qui donnent lieu à exportation. Il y a donc un double courant d'affaires qui n'obéissent à aucune loi immuable, mais représentent en tous les cas une source appréciable de revenus pour le négoce allemand.

En 1930 les entrées comme les sorties ont atteint 450.000 tonnes. Il y avait balance en quantité, mais non en qualité bien entendu. L'année suivante si les importations se maintiennent, les exportations se trouvent amputées de 50 % par suite du resserrement des débouchés extérieurs et d'une plus grande capacité d'absorption du marché allemand. En effet, par l'effondrement de leurs prix, les tourteaux ont évincé les céréales allemandes dans une partie de leurs débouchés intérieurs. Cette pression s'est accentuée en 1932 : les importations atteignant 720.000 tonnes, les exportations se réduisant encore à 100.000, et les Huileries allemandes augmentant leur fabrication, la consommation s'est donc accrue de 30 % (500.000 tonnes). Nous avons exposé les mesures qui ont été prises en 1933 pour porter remède à cette situation, dont on faisait remonter la responsabilité aux Huileries allemandes, alors qu'elle était principalement la conséquence des ventes massives du Trust Uni Lever (6). Sous l'impulsion de l'Office, les impor-

(6) Le trust était et de très loin le principal fournisseur de l'Allemagne en tourteaux exotiques. Alors que pour 1934 les importations

tations en 1933 sont réduites de 30 %, les exportations continuent à décroître.

Les négociants hambourgeois vont maintenant pouvoir fermer boutique. Privés de tout approvisionnement extérieur, leurs exportations vont se réduire à l'extrême, d'abord interdites elles seront même frappées d'un droit de douane à la sortie. A part l'année 1935, où l'extrême pénurie de fourrage a obligé d'importer 300.000 tonnes, les achats extérieurs ne dépassent pas 100.000 tonnes dans les années les plus favorables (1937). Il est peu probable que cette situation se modifie sensiblement, même si contrairement à la tendance actuelle, la politique agricole voulait faire fonds sur les tourteaux afin d'assurer le relèvement du rendement en lait. L'Huilerie allemande n'utilisant guère plus de 50% de sa capacité totale, on chercherait de préférence une solution de ce côté, même s'il fallait envisager l'exportation de l'huile correspondante. C'est dans cette voie que l'Huilerie voudrait s'engager, la principale difficulté étant constituée bien entendu par le financement de l'opération.

Le renouvellement des anciens fournisseurs, entièrement réalisé depuis 1936, achève de modifier la physionomie du commerce extérieur allemand : l'Angleterre, la France et leurs Colonies, les Pays-Bas, les Philippines sont évincées pour le Danemark (35 % au lieu de 3 %), la Turquie 19 % et la Suède.

allemandes diminuaient de 400.000 tonnes le rapport lu à l'Assemblée Générale de la Société Uni Lever à Londres, signalait que les ventes de son seul Groupe à l'Allemagne, avaient diminué de la même quantité pour cette même année. Pour ses tourteaux exotiques Uni Lever devait voir le marché allemand lui échapper entièrement. On imagine les répercussions que cette situation avait pu causer, à l'époque sur le marché mondial .

CHAPITRE II

LE BEURRE ET LES FROMAGES

L'étude de ces corps gras, celle du beurre en particulier, est assez décevante, il ne s'en dégage aucun plan bien précis ; c'est un ensemble de mesures empiriques tournant essentiellement autour de cette idée directrice, assurer la meilleure utilisation possible du lait.

§ 1. — Le beurre

Les mesures prises au début de l'année 1933 envers la margarine amenèrent un déplacement de la demande en faveur du beurre, situation identique à celle des tourteaux vis-à-vis des céréales. Les prix du beurre se relevèrent rapidement et avec la reprise d'activité, l'augmentation de la consommation, la situation s'est vite assainie.

Les principales difficultés allaient se poser dans le domaine des relations avec les fournisseurs étrangers, envers lesquels on allait faire preuve d'une politique particulièrement libérale. On ne fixait pas de contingent, les droits de douanes restaient à 72 R. M. à leur niveau de 1932. Il était simplement convenu que les autorités allemandes constitueraient, avec chaque pays fournisseur, des commissions douanières qui ne devaient pas permettre que les prix franco frontière allemande, pour les marchandises importées, soient inférieurs aux prix allemands de plus d'une certaine marge.

Cette disposition devait caractériser la politique du Dr. *Hugenberg* pour les produits agricoles : elle tendait à accorder aux importateurs étrangers, sous forme d'un bénéfice

supplémentaire, une sorte de compensation pour la réduction de leurs débouchés allemands. Dans le cas du beurre l'originalité consistait en ce que le marché allait se défendre tout seul contre des importations excessives.

A partir du mois d'avril, alors que le beurre est en baisse sur le marché mondial, les prix allemands se relèvent sans cesse, on peut mesurer les bénéfices impressionnants abandonnés par l'Allemagne à ses fournisseurs (7). Le droit d'importer du beurre en Allemagne devenait une spéculation exceptionnelle et on conçoit de quelles concessions devait se monnayer ce droit, dans les négociations internationales : en manière de sanction la Lettonie et la Finlande se virent ainsi fermer le marché allemand à leurs exportations de beurre. Le Gouvernement Danois par contre, en ces temps de difficultés financières généralisées prélevait sa part dans les bénéfices que ses exportateurs étaient tenus de verser dans une caisse commune. Les achats spéculatifs ainsi écartés, les importations pour cette première année se sont réduites presque d'elles-mêmes de 68.000 à 59.000 tonnes.

Si l'Allemagne usait ainsi de ménagements dans la protection de ses marchés agricoles, c'est qu'elle désirait rester en bons termes avec certains de ses fournisseurs qui assuraient d'excellents débouchés à ses exportations : nous avons signalé également quelles étaient dans un but beaucoup plus général les nations que l'on désirait alors favoriser. Mais il y avait également une particularité technique aux conventions conclues antérieurement avec certains pays : la Suède, la Hollande, le Danemark, etc. Une clause prévoyait que les parties contractantes s'interdisaient toute mesure de nature à restreindre l'échange réciproque de leurs marchandises. Avant de poursuivre l'organisation de la production agricole, d'édifier la série de ses Offices d'Etat l'Allemagne devait donc obtenir de ceux de ses fournisseurs qu'elle désirait ménager d'être relevée de ses obligations. Cette politique de persuasion devait réussir. Toutes

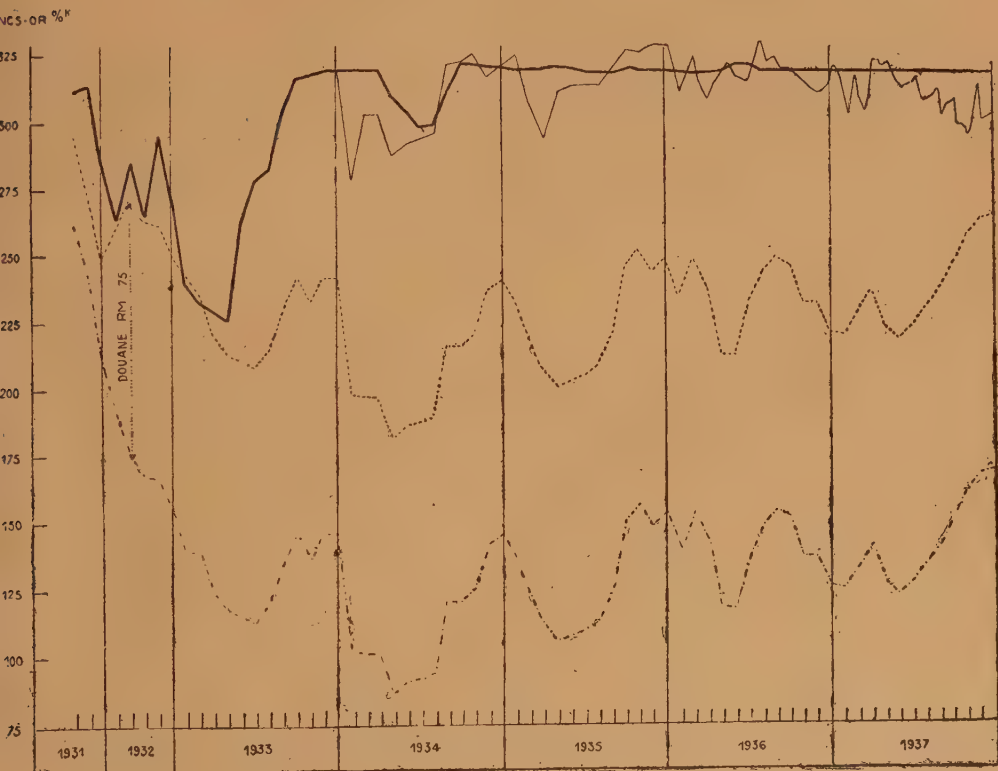
(7) Voir graphique I page 37.

GRAPHIQUE N° I

PRIX DU BEURRE

en francs or aux 100 kilos, d'après les statistiques
de l'Institut International d'Agriculture de Rome

- Prix de gros du beurre allemand à Hambourg. Qualité Markenbutter du Sleswig-Holstein.
- Prix du beurre danois d'exportation majoré du droit de douane et de la taxe allemande d'importation.
- Prix du beurre danois d'exportation avec droit de douane allemand seulement.
- - - - - Prix départ du beurre danois d'exportation.



les conventions conclues en fin d'année enregistraient l'accord des pays fournisseurs à une nouvelle extension du contrôle des Offices pour 1934.

Année 1934.

L'étude du marché est suffisamment au point pour permettre la mise en application de la nouvelle réglementation. On commence par la production laitière dont nous ne nous occuperons pas. Pour le beurre, à l'exemple de ce qui a été réalisé pour la margarine, l'Office standardise les qualités, ce qui constitue la première étape devenue classique de la politique des marchés dirigés.

C'est que la pénurie des fourrages s'est fait sentir, en particulier pour les tourteaux. Les cours des fourrages n'ont pas cessé de s'élever et les prix du beurre marquaient la même évolution. Un peu partout on signalait que les cours fixés par les commissaires aux prix n'étaient pas respectés. Les autorités ont dû sévir, et même très énergiquement pour contenir la hausse. Les prix élevés du lait comme du beurre avaient bien conduit à une sensible augmentation du troupeau laitier, la production était toujours en augmentation, mais le manque de fourrages, de tourteaux principalement, désorientait le cultivateur ; le rendement en baisse sensible traduisait cette situation. C'est principalement du côté de la demande, que provenaient les causes de tension, l'augmentation des revenus faisait affluer tous les jours de nouvelles demandes sur le marché et la production avait épuisé toutes ses ressources d'élasticité.

Dès le mois de janvier 1934, l'Office avait fixé le montant de la taxe, dont la perception à l'importation devait porter le prix des marchandises étrangères au niveau du marché intérieur. Longtemps l'Office allait faire preuve d'une certaine maladresse dans le maniement de cette taxe : il fallait assurer la protection du marché et supprimer les bénéfices exceptionnels des importateurs, en proportionnant l'importance de la taxe aux fluctuations du marché

mondial, les prix allemands étant fixes, la tâche se trouvait très simplifiée.

Mais en février sur le marché extérieur il y a brutale et profonde dépression des prix. L'Office ne bouge qu'en mars pour porter la taxe de 62 à 82 R. M. Nouvel effondrement extérieur (8), l'Office ne réagit plus, bien mieux il laisse la dépression gagner les prix intérieurs. A vrai dire à cette saison la baisse des prix eut été normale n'étaient les conceptions nationales socialistes, opposées aux variations de prix, même saisonnières. On peut alléguer que l'Office désirait calmer l'effervescence sur le marché intérieur, mais il ne fallait pas alors compromettre la stabilité des prix, ni laisser subsister la marge supplémentaire de bénéfices pour les importateurs. En juillet le marché mondial se redresse, et entraîne les prix allemands qui regagnent leur niveau antérieur, où ils se stabilisent, avec les mêmes velléités de dépasser les prix fixes.

Les importations ont légèrement progressé. Le conflit douanier avec la Finlande, les difficultés avec la Lettonie, l'Esthonie ont permis d'augmenter la part du Danemark, de la Suède, de la Hollande et même de la Pologne.

Année 1935.

La situation fourragère a encore empiré, mais les autorités ont acquis de l'expérience, et les répartitions s'effectuent avec une certaine méthode. L'effectif du troupeau s'est stabilisé, et la nouvelle augmentation de production a été obtenue par une extension sensible du nombre des vaches contrôlées. Pour ces dernières on relève une nouvelle baisse du rendement (3.086 litres au lieu de 3.509 par vache et par an) qui traduit l'insuffisance de l'approvisionnement en tourteaux. Le troupeau non contrôlé par contre enregistre une amélioration, l'année ayant été bonne en pâturages. Enfin, la consommation en lait frais étant en nouvelle baisse, tous les facteurs concourent à

(8) Voir graphique I page 37.

assurer une progression des quantités disponibles pour la fabrication du beurre.

Malgré ces éléments favorables, si la situation sur le marché du beurre reste mauvaise, caractérisée par une demande toujours supérieure à l'offre, la responsabilité en remonte aux pouvoirs publics. Le Plan de Graisses a fixé un rapport de prix en faveur du beurre. Comme la production de la margarine a été en même temps arbitrairement comprimée, tout le poids de la demande sensiblement grossie par la diminution du chômage, s'est porté sur le beurre. Tant que les prix ont pu jouer librement, par une hausse ininterrompue, ils ont poussé à intensifier la production et à restreindre la demande. Mais l'organisation des marchés nécessite un niveau de prix aussi constant que possible. Fin 1934 est donc intervenue une stabilisation définitive. Ce sont les conceptions économiques du Parti qui vont contribuer maintenant à entretenir les causes du déséquilibre. Refusant de laisser les prix jouer leur rôle régulateur et d'éliminer par la hausse une partie de la demande, les autorités s'obligent à une intervention continue. Comme l'élasticité de la production est limitée, qu'on supprime l'attrait des prix plus élevés, les efforts ne peuvent tendre qu'à ajuster la demande à l'insuffisance de la production, au moyen de restrictions imposées à tous. Il ne reste plus qu'à faire accepter cette nécessité en faisant appel à la discipline et principalement à la Propagande, qui ne néglige pas la force de cet argument : les riches devront se restreindre comme les autres, alors qu'autrefois les restrictions du fait des hausses de prix, ne pesaient que sur les plus pauvres.

Il faut réserver tout le lait possible à la fabrication du beurre ! telle est la nouvelle consigne. Les importations de beurre ne peuvent être augmentées faute de moyens de paiement ; celles du lait par contre ont presque triplé mais ne représentent encore que des chiffres insignifiants. On contigent la fabrication de la crème fouettée, à 60 %, — du lait concentré, — on interdit la fabrication du chocolat à la crème. Mais des mesures plus efficaces sont nécessaires :

en margarinerie le lait est remplacé par du petit lait, en fromagerie la fabrication des fromages gras est interdite en automne et en hiver: Tous les ans ces mesures, partiellement rapportées, seront remises en vigueur dans les périodes de baisse de production.

L'Office du beurre intervient de son côté pour stocker les excédents de production dans les périodes de pointes. Cette première année l'expérience s'est développée dans les régions de grosse production, Prusse Orientale, Poméranie, Mecklenbourg, Silésie. Les laiteries ont dû réserver 10 % de leur production à l'Office. L'an prochain la mesure sera étendue à tout le Reich.

Comme pour les fourrages, à côté des palliatifs, vont intervenir des réformes plus profondes. La production paysanne encore assez développée en Allemagne, — on l'évalue à 28 % en 1936 et elle est sans doute bien supérieure, — contrarie les efforts de l'Office. Pour une politique dirigée, les grandes laiteries représentent des instruments beaucoup plus dociles, avec les facilités du contrôle des bêtes les rendements sont plus élevés ; — dans la préparation du beurre la laiterie travaille à bien meilleur compte (9) il est facile d'y saisir les quantités que l'on désire soustraire au marché. Le paysan enfin, en Allemagne comme partout ailleurs, est buté dans sa routine et à tous les efforts de direction du marché, il oppose son inertie rusée et sa connaissance de tous les chemins clandestins par où le beurre, ira directement chez le consommateur. On va donc activer l'évolution en cours (en 1931 la production paysanne aurait représenté encore 45 %) et on dispose maintenant d'un moyen de pression d'une réelle efficacité : les distributions de tourteaux qui seront refusées aux récalcitrants pour favoriser le troupeau des laiteries.

(9) Il faudrait à l'agriculteur isolé 32 litres de lait pour un kilo de beurre et seulement 26,5 litres à la laiterie. On a ainsi calculé que pour 1934 la perte provenant de ce fait représente 27.000 tonnes de beurre.

Ici encore le rôle du Plan de Quatre ans sera de concrétiser les nouvelles tâches, de formuler en un plan d'ensemble le programme de travail : extension du contrôle à toutes les vaches laitières, réorganisation des laiteries, éducation du cultivateur, etc. Mais un enseignement s'est dégagé pour les dirigeants de l'économie allemande. On avait manqué de mesures envers l'industrie des corps gras ; il fallait lui restituer un rôle plus important dans l'approvisionnement du pays.

Le commerce extérieur reflète la mauvaise situation financière. Si l'Allemagne n'emprunte plus, ses dettes en comptes de compensation ne cessent de croître. Les effets du Nouveau Plan ne devant se faire sentir qu'avec un certain retard, en avril le total de ces emprunts indirects et forcés allait s'élever à 500 millions de R. M. situation qui ne laisse pas d'inquiéter les fournisseurs les plus fidèles. Les Pays-Bas et la Lettonie réduisent volontairement leurs exportations de beurre afin d'activer la liquidation de leurs créances, situation dont profitent le Danemark, l'Esthonie et la Finlande.

Dans l'ajustement de la taxe de compensation l'Office manque encore d'expérience. Sans doute les prix intérieurs ne sont plus affectés de ses erreurs de tactique le marché étant maintenant solidement tenu en mains, mais la rente des importateurs réapparaît : de février à avril on a trop tardé à relever la taxe, et l'augmentation, quand elle intervient, est insuffisante. A partir du mois d'août au contraire on s'est laissé surprendre par la hausse (10).

Années 1936 et 1937.

Le contrôle laitier s'est étendu sur la moitié des vaches laitières, ce qui, en deux ans représente une progression de plus de 25 %. Malgré cela la production du lait est en baisse en 1936 alors qu'en 1937 pour un troupeau à peine plus important, malgré les épidémies et la fièvre aphteuse

(10) Voir graphique I page 37.

qui sévit depuis l'été 1937, la production atteint son chiffre record.

Cette différence de résultats ne provient que des tourteaux dont la consommation a été plus importante en 1937 qu'en 1936, il semble qu'on ne veuille pas encore en convenir. Les deux années ont été favorisées de pâturages et d'une fenaison exceptionnels. Pour les tourteaux en 1936 les quantités disponibles se sont réduites au chiffre le plus bas enregistré en Allemagne ; moins de 1 million de tonnes (2 millions de tonnes en 1933) alors qu'en 1937 elles atteignent déjà 1.200.000 tonnes.

La production du beurre par contre n'a pas cessé de se développer. Légère pour 1936, l'augmentation est beaucoup plus importante en 1937, et s'est accompagnée d'une progression régulière des importations. En 1936 la consommation a pu atteindre les chiffres de 1930 année maximum, que 1937 a dépassé de 40 %. Sans doute il faut tenir compte de l'augmentation de la population, du retour de la Sarre ; il n'en reste pas moins que c'est un succès incontestable, d'autant plus marqué que les importations sont en même temps de 35 % inférieures à celles de 1930.

En dépit de ces améliorations considérables, la réglementation et le contrôle n'en restent pas moins aussi tendus. Jusqu'en 1936 mais déjà moins en 1937 c'est la même politique qui se poursuit, consistant à restreindre en faveur du beurre tous les usages du lait en fromagerie particulièrement. Une nouvelle disposition contraint même les laiteries à livrer une partie du lait frais écrémé. Malgré l'abondance relative en beurre, les tensions restent toujours latentes et, pour les prévenir, l'Office est toujours dans la nécessité de constituer des stocks. En 1937 dans les mois de pointes il prélève toujours à cet effet jusqu'à 15 % de la production. Nous l'avons signalé au début de cette étude, ce sont les principes économiques du National-Socialisme qui entretiennent sur le marché ces causes permanentes de déséquilibre. Quand nous étudierons plus loin les mesures prises dans le domaine de la circulation nous montrerons jusqu'où la réglementation a dû être poussée et maintenue

encore actuellement, pour contenir la demande dans des « limites raisonnables ». A cette situation il ne peut y avoir de remède tant que le marché ne sera pas saturé, nous en sommes loin encore heureusement pour la politique allemande.

La technique de l'Office dans ses rapports avec les marchés extérieurs, s'est perfectionnée et est maintenant au point. La taxe de compensation (des écarts avec le marché mondial) varie maintenant jusqu'à une fois par semaine, ce qui permet d'adapter exactement le prix de la marchandise étrangère au niveau des prix allemands (11). Ce résultat exigeait une connaissance préalable des différents marchés. Aujourd'hui l'expérience est venue, le système fonctionne dans de bonnes conditions, mais il aura fallu 3 ans pour cela et, si jusqu'en 1937, des bénéfices exceptionnels apparaissent encore pour les importateurs, l'Office s'applique à les faire disparaître immédiatement.

Conclusion.

En 1938, les perspectives sont favorables. La dernière récolte de foin sans atteindre les chiffres records des deux années antérieures, est très satisfaisante. La culture des betteraves sucrières est en nouveau progrès. La balance commerciale va permettre de maintenir les importations de tourteaux au niveau des chiffres de 1937. Le nombre des vaches contrôlées va marquer un nouveau développement, à une cadence plus accélérée. Tous les facteurs se conjuguent donc pour promettre une nouvelle augmentation de la production laitière.

Jusqu'à présent, les mesures prises en faveur de la fabrication du beurre, se ramènent essentiellement à des interventions dans le domaine de la répartition du lait et s'accompagnent d'une agrégation de plus en plus obligatoire des producteurs isolés, qui doivent se réunir en organisations coopératives de laiterie. De sérieux avantages, des

(11) Voir graphique I page 37.

économies appréciables en sont résultées pour l'économie nationale mais ces résultats ne constituent qu'une première étape.

Des voix autorisées s'élèvent en Allemagne réclamant une rationalisation encore plus poussée, une sélection du troupeau et des races laitières, en somme un nouvel effort de technique, pour une œuvre de longue haleine, dont les bénéfices escomptés seraient autrement plus importants. L'industrie laitière allemande verrait sa physionomie profondément modifiée. Par un accroissement du rendement, un équipement supérieur, elle s'engagerait dans la voie où l'ont précédée celles des nations européennes qui viennent en tête de l'industrie laitière du monde, pour la réputation de haute qualité de leur production. L'exemple du Danemark où ces résultats ont été réalisés par une discipline imposée aux producteurs, inspirera peut-être les dirigeants de la politique agricole allemande qui disposeront en tous les cas, avec l'organisation corporative, d'un outil perfectionné, susceptible de s'adapter à toutes les tâches qui lui seront fixées.

§ 2. — Les fromages

De 1933 jusqu'en 1936 les importations sont en régression continuelle ; elles se sont alors stabilisées à 50 % des chiffres de 1930 et, malgré l'augmentation de la consommation les achats extérieurs ne représentent plus que 10 % des besoins nationaux (31 % en 1930). Cette évolution traduit bien un effort considérable de la fromagerie allemande, qui a réussi à s'organiser à l'abri d'une protection douanière renforcée, et dont l'activité, dès le début a été stimulée par un niveau de prix très favorable. Il faut admettre en tous les cas que de belles perspectives se sont offertes aux entreprises, puisque le Trust étranger des Matières Grasses (*Uni Lever*), dès l'année 1934, s'est assuré le contrôle d'un

certain nombre de fromageries, dont les résultats seraient très satisfaisants (12).

La fabrication des fromages est généralement dans une dépendance assez étroite de la production du beurre, surtout si l'on fait abstraction des produits de marque. Ce caractère en Allemagne a été accentué, et il ne pouvait en être autrement, en raison de l'importance particulière attachée par les autorités, à la question du beurre. La fabrication des fromages gras et des fromages durs en a été plus particulièrement affectée. Nous avons eu l'occasion de signaler le contingentement de leur production, la réduction obligatoire de leur pourcentage en matières grasses, et même l'interdiction de toute fabrication en automne et en hiver, mesures toujours en vigueur à l'heure actuelle. L'industrie fromagère devait être aussi fortement encadrée que la laiterie. De plus en plus s'est accentué son caractère de régulateur du marché du lait, et de récupération des déchets et sous produits du beurre. Au printemps et en été son rôle est d'absorber les excédents de production, le reste du temps elle est mise en sommeil.

La politique suivie depuis 1933 se traduit très nettement par l'évolution du commerce extérieur. Pour un contingent de 50 % des importations de 1931-1932 l'ancien droit de douane de 20 R. M. % K était maintenu, et à un contingent supplémentaire de 20 % s'appliquait un nouveau droit de 50 R. M. % K. La Suisse et les Pays-Bas avaient un régime préférentiel : avec la première, les rapports ont été assez mouvementés, contestations et négociations se sont multipliées en même temps que les notes additionnelles et les conventions. Les rapports ne s'en sont pas moins tendus de plus en plus ; le résultat le plus clair a été que la part de ce fournisseur est passée de 9 % à zéro. Pour les Pays-Bas la situation s'était légèrement améliorée jusqu'en 1934, avec une part de 66 %, à cette date ce fournisseur entendant être payé les rapports avec l'Allemagne ont tourné à

(12) Wan Den Bergh Margarine A. G. Berlin rapport à l'Assemblée Générale en 1935.

l'aigre et les ventes, n'ont pas cessé de décroître pour ne plus représenter que 45 %. Comme les importations de France ont pratiquement cessé, la part des pays Scandinaves, du Danemark en particulier, a pu être augmentée. Pour l'Italie enfin ses ventes en poids dépassent même ses chiffres antérieurs les plus importants, la part a donc plus que doublé. En 1937 les rapports avec la Suisse sont améliorés, les Pays-Bas augmentent leurs livraisons, et l'Autriche prend la place de l'Italie.

CHAPITRE III

LES MATIÈRES GRASSES ANIMALES

L'étude des conditions de l'élevage va nous permettre de suivre l'évolution de la principale source de production des matières grasses animales d'origine agricole (13), nous passerons ensuite en revue les modifications intervenues dans les rapports de l'Allemagne avec ses fournisseurs étrangers.

§ 1. — Le bétail

Bien que le bétail représente dans la consommation nationale une importance sensiblement comparable à celle du beurre, dans le domaine de l'approvisionnement en fourrages, et pour des raisons psychologiques c'est la production du beurre qui a été favorisée. Pour le beurre tout se ramène en somme à une question de distribution mais sur le marché du bétail, les difficultés de la production et celles de la distribution se conjuguent pour entretenir un déséquilibre permanent. La situation y est aussi beaucoup plus complexe : le marché commandant à la viande et aux corps gras ainsi qu'à de nombreuses industries ; la production exigeant des prévisions à longue échéance et un ensemble de conditions qui si elles sont contrariées peuvent compromettre irrémédiablement les résultats de longs efforts. Dans les pays européens les conditions d'exploitation ont maintenu un caractère très individuel aux questions d'élevage et, en Allemagne la production paysanne est encore largement prédominante, circonstances qui ne devaient pas favoriser la politique de direction des marchés, mais qui ont

(13) Nous renvoyons aux matières grasses industrielles l'étude des huiles de baleine et de poisson.

permis dans une certaine mesure, d'amortir les conséquences néfastes de mesures trop précipitées.

Le marché du bétail n'a enregistré qu'avec un certain retard, la reprise dont l'agriculture allemande a bénéficié au début de l'année 1933, mais à partir du mois de juin et, principalement pour le porc, une hausse de prix se déclenche qui devait dépasser en fin d'année le niveau de 1931.

Année 1934.

L'importance de ses effectifs rendait le troupeau particulièrement vulnérable. Toute difficulté d'approvisionnement ou le renchérissement des fourrages devait donc conduire à une augmentation des abattages et par conséquent à une baisse des prix. Nous avons vu que la situation fourragère était tendue. Les autorités n'ont senti le danger que trop tard. La baisse du début avait fait place à un effondrement du marché. Tout le bénéfice du rétablissement réalisé en 1933 était donc perdu. Les prix ne devaient se redresser que dans le deuxième semestre à la suite de mesures générales trop tardives prises par les autorités : achats de fourrages en compensation, intervention sur le marché.

L'Office n'existait pas depuis six mois, il n'avait pu éviter un véritable désastre. Pour sa décharge il faut convenir qu'il manquait encore singulièrement de moyens et d'expérience. Son erreur avait été de négliger la question des fourrages parce qu'elle n'était pas de son ressort. Il se trouvait d'autre part trop loin du marché dont les réactions lui échappaient. On allait modifier tout cela. En attendant il fallait éviter que les abattages précipités ne compromissent l'avenir du troupeau.

Depuis la fin de l'année 1933 on fabriquait le saindoux neutre destiné à la Margarinerie. On espérait par ce nouveau débouché dégager le marché de la viande et permettre une hausse des cours. C'était la pièce maîtresse du Plan de Graisses. Le saindoux allemand allait remplacer les matières premières étrangères, dans la margarine : il suffisait d'augmenter les pourcentages d'incorporation de saindoux (de

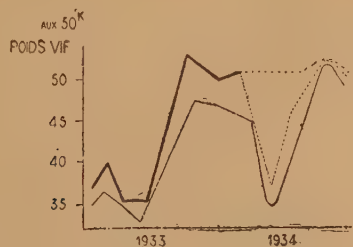
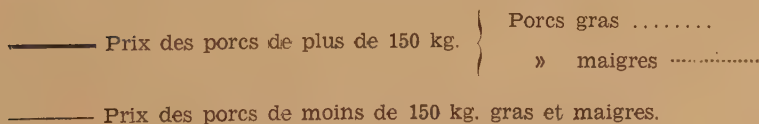
5 % ils devaient atteindre 15 % en juin 1934) par là on intéressait les éleveurs à engraisser leurs bêtes et on freinait les abattages.

La matière première de cette fabrication de saindoux est constituée par le porc à graisses (porc lourd de 300 kilos). A l'aide de subventions importantes versées par l'Etat on permettait à l'usine d'extraction de payer pour les porcs un prix élevé. C'était le principe déjà appliqué pour les graines oléagineuses allemandes. — Il s'est alors produit ceci : les prix des porcs lourds n'ont pas varié tandis qu'ils s'effondraient pour les autres catégories. Il y avait dédoublement du marché chaque compartiment devenant indépendant (voir graphique ci-contre). C'était la preuve que la politique d'incorporation était impuissante à retourner la tendance ; l'effort était pourtant sérieux. En juillet les abattages de porcs lourds devaient atteindre le chiffre de 70.000, c'est-à-dire une moyenne annuelle de 4 % du total des abattages de porcs.

GRAPHIQUE N° II

PRIX DES PORCS

aux 50 kilos de poids vif, d'après la Frankfurter Zeitung



La fabrication du saindoux neutre ne devait pas moins se poursuivre, mais jusqu'en novembre seulement, et avec des taux d'incorporation de plus en plus réduits. Une autre raison en effet condamnait l'expérience. La production du saindoux exigeait d'importantes quantités de fourrages, qu'il aurait fallu importer et la balance commerciale ne le permettait plus.

Pour les bovins il fallut se résigner au massacre, la mise en conserve de la viande bénéficiant de la garantie financière de l'Etat. Les abattages ont dépassé de plus de 16 % les chiffres de 1933 alors que, pour le porc, la progression n'a été que de 6 %.

L'augmentation des offres en graisses animales, conséquence de cette situation, rendait nécessaire un contrôle plus étroit. Il existait pour les importations, on l'étendit au marché intérieur.

Année 1935.

Après les épreuves de 1934 il aurait fallu une année de fourrages abondants ou des achats extérieurs importants ; or la récolte était mauvaise, les importations impossibles, la situation allait donc empirer. Mais on disposait maintenant de tout le nouvel appareil de direction du marché, il allait faire ses preuves et dans l'impossibilité d'améliorer la situation on s'efforcerait de limiter les dégâts.

L'Office des céréales inaugure sa politique d'intervention par des contrats d'élevage (Mastverträge) conclus avec des éleveurs de porcs. Il cède ses stocks de céréales et s'assure en échange des livraisons de porcs gras pour les mois de Mai, Juin, Juillet 1936. Les contrats ont porté sur 350.000 porcs (2 % des abattages annuels) et les bêtes devaient atteindre un poids minimum de 120 kilos. On voulait ainsi régulariser l'offre et on y réussit. Nous ferons remarquer que c'est l'Office des céréales qui s'est chargé effectivement de tous les détails de ces opérations et non l'Office des Produits animaux. Cette particularité implique une collaboration étroite entre les deux Offices, ce qui n'aurait sans

doute pas été possible un an plus tôt. L'année suivante d'ailleurs l'Office des céréales n'interviendra plus.

De son côté l'Office des produits animaux réglemente le marché : contrôle étroit des abattages et de toutes les transactions. Début octobre les abattages sont limités à un certain pourcentage des chiffres de 1934 ; le contingent, d'abord fixé à 80 %, est passé à 70 % dès le 15 octobre et à 60 % en novembre. Il est interdit d'abattre au-dessous d'un poids déterminé et les abattages privés n'échappent pas à la réglementation.

On s'est vite rendu compte que les prix fixes (maximum et minimum) pour la viande, conduisaient à un affaiblissement de la qualité ; le prix supérieur avait tendance à être considéré comme un prix minimum. Il devenait nécessaire de classer les bêtes d'après les qualités. Appliquée aux porcs d'abord, d'un contrôle assez facile, la réglementation s'est étendue aux bovins pour lesquels la nécessité d'une intervention se faisait particulièrement sentir. Les écarts pour les bêtes de meilleures qualités qui représentaient autrefois 30 à 40 % des prix des moins bonnes bêtes, s'étaient réduits à 2 et 3 %. Cette évolution était accompagnée, bien entendu, d'une baisse de la qualité sur le marché.

Ces mesures ne pouvaient empêcher une diminution des effectifs, et en fin d'année, les chiffres de recensement accusaient une nouvelle baisse. Pour les bovins les abattages ont été aussi importants qu'en 1934, mais avec un poids moyen sensiblement plus faible. Il y avait là un danger. Le pourcentage de graisses diminuant très vite avec le poids, l'abattage des sujets trop jeunes avait des conséquences immédiates sur l'approvisionnement en matières grasses. Le manque de tourteaux, en prolongeant la période d'engraissement incitait également les éleveurs à se défaire prématurément de leurs bêtes. Toutes ces difficultés nécessitaient des interventions incessantes dont certaines ont été exposées. Elles ont conduit d'autre part à augmenter les importations de bétail pour compenser l'insuffisance de l'approvisionnement.

L'attitude de certains fournisseurs, la Lithuanie (conflit douanier), la Hollande (peu désireuse d'augmenter son découvert), ont conduit à une évolution dans les achats de viandes et matières grasses. Au lieu d'importer des produits finis on aura recours de plus en plus à des achats de bétail sur pieds. Ainsi va se trouver favorisée la politique consistant à rechercher de préférence les achats de matières premières. Les importations de bétail en régression continuelle jusqu'en 1933 vont se relever sensiblement (14).

	1930	1933	1934	1935	1936	1937
	—	—	—	—	—	—
Porcs (1.000 tonnes)	—	—	2,4	11,2	53,8	63,4
Bovins »	70	18,6	42,2	65,5	113,	107,7

Ont bénéficié de ces nouveaux achats, avec le Danemark, les Pays Baltes, la Bulgarie et la Hongrie. Il y a là une évolution très logique dans la politique des importations, et il faut admettre que si dès le début l'Allemagne ne s'est pas engagée dans cette voie c'est en raison de l'opposition de ses fournisseurs habituels en viande, lard, saindoux, etc. A partir de 1936 d'ailleurs les commandes vont de plus en plus à de nouveaux fournisseurs, les Pays Balkaniques. C'est en effet depuis cette date que l'Allemagne développe ses achats dans cette partie de l'Europe.

Année 1936.

La reconstitution du troupeau entreprise dès la fin 1935 a pu se poursuivre régulièrement. Au recensement de Décembre des chiffres records ont été atteints, principalement pour le porc, dont l'élevage a été facilité par la récolte exceptionnelle de pommes de terre. Pour les bovins le redressement est moins rapide et les bêtes jeunes domi-

(14) En 1930 et 1933 nous n'indiquons en bovins que le solde resté dans le pays, en revanche pour les porcs les exportations étaient supérieures aux importations. Depuis 1934 les exportations sont inexistantes en bovins comme en porcs.

nent principalement. Le troupeau doit être encore ménagé. Il a donc fallu maintenir le contrôle, abaisser les contingents d'abattage jusqu'à 70 % en fin d'année. En même temps pour les porcs les contingents étaient relevés et on rendait une certaine liberté aux abattages privés. Le R.N.S. ayant précisé que le meilleur rendement pour les porcs est réalisé avec des poids de 120 kilos les prix ont été alignés sur la base de cette catégorie, mais la réduction qui affectait les bêtes plus lourdes était reportée en fin d'année afin de provoquer une augmentation des abattages.

Les contrats d'élevage ayant donné de bons résultats sont renouvelés et portent sur des quantités de plus en plus importantes. Cette intervention de l'Office tend à rétablir les anciennes conditions de l'élevage du porc qui reposait sur une division, dans le temps et dans l'espace, entre deux régions d'élevage intensif. L'Est pays de culture de la pomme de terre approvisionnait les marchés en hiver et au printemps. Le Nord-Ouest assurait l'engraissement avec des fourrages d'importation, tourteaux et céréales et ne livrait ses porcs qu'en été et à l'automne où il profitait de prix en général plus élevés. Dans cette dernière région les grandes entreprises (usines à porcs) s'étaient plus particulièrement développées, mais la plupart des éleveurs ne cultivant pas et avec les restrictions d'importation de fourrages, l'élevage du porc déclinait rapidement. L'intervention de l'Office s'est exercée tout particulièrement en faveur de cette région d'élevage industrialisé. Les distributions ont d'ailleurs consisté essentiellement en fourrages nationaux, tranches de pommes de terre et de betteraves desséchées. Le perfectionnement des méthodes apparaît très nettement; c'est d'ailleurs de plus en plus la caractéristique des interventions des Offices. On remarquera seulement que les conditions de la production telles que les avait déterminées l'initiative privée, tendent à se rétablir.

Pour les bovins le souci de ménager un troupeau encore jeune se traduit également, dans les importations

de viandes, en nouvelle augmentation (15) malgré la progression des achats de bétail.

Un rapprochement avec l'année 1934 va nous permettre de saisir les progrès réalisés dans l'organisation. Il avait fallu alors recourir à des mesures exceptionnelles et coûteuses : fabrication de saindoux neutre pour les porcs, mise en conserves pour les bovins, et malgré cela les prix avaient enregistré des fluctuations considérables. Rien de tel en 1936, les prix se maintiennent invariablement malgré l'importance du troupeau. Si maintenant nous évaluons les quantités de viandes disponibles, d'après les abattages seulement, nous relevons une baisse de près de 17 % qui montre l'importance des mesures prises pour la défense du troupeau ; en même temps l'incidence de l'augmentation du poids des bêtes n'est que de 3 % ce qui est encore bien faible.

Année 1937.

En fin d'année la situation des bovins est enfin satisfaisante mais la répartition des effectifs porcins n'est pas aussi heureuse. Il y a suffisamment de porcs à boucherie mais baisse sérieuse des jeunes porcs et des truies pleines. Les besoins immédiats sont bien assurés, mais des insuffisances d'approvisionnement risquent de se produire plus tard. Il faut encore une fois modifier les cours, faire varier les écarts de prix entre chaque catégorie, pour stimuler les éleveurs à renouveler le troupeau. La politique des Offices se révèle impuissante à suppléer à une insuffisance de fourrages de force. Les contrats d'élevage peuvent prévoir d'août à novembre 1938 des livraisons pour 1 million de porcs auxquels les fourrages sont assurés, mais la mesure est insuffisante (16). Aussi longtemps que les éleveurs ne sont pas sûrs de l'avenir on ne peut pas les contraindre à

(15) Les importations de 1936 dépassent celles de 1930, en outre à cette époque il y avait dans une certaine mesure des exportations qui sont inexistantes en 1936.

(16) La moyenne des abattages de porcs est de 23 millions par an.

renouveler leur troupeau. Il faut ramener la confiance d'où la nécessité de maintenir un certain temps les importations de céréales, afin de reconstituer les stocks privés qui règlent toujours l'intensité de l'élevage.

Les effectifs actuels du troupeau, rapprochés de la situation en 1933, font ressortir pour les bovins une augmentation de 4 % ce qui semble devoir suffire aux besoins. Pour les porcs les chiffres sont les mêmes qu'en 1933, après une année record en 1936 avec une augmentation de 8 %. Cet élevage du porc obéissait autrefois en Allemagne à ce que l'on appelait « le cycle des porcs ». Suivant les récoltes le troupeau progressait jusqu'à ce qu'une campagne médiocre réduise sensiblement ses effectifs et cette cadence alternait assez régulièrement. Avec la nouvelle réglementation, l'immobilité des prix, il n'est plus question de cycle. Les Offices règlent les distributions de céréales et les abattages, ils régularisent l'offre dans le temps, mais sur une seule campagne, et leurs interventions manquent de souplesse. Le besoin d'un régulateur plus au point se fait sentir, constatation qui promet de beaux jours aux cultivateurs allemands et de nouveaux raffinements dans la réglementation. Puisse-t-elle inspirer aux dirigeants de la politique agricole allemande de revenir tout simplement au libre jeu des lois économiques.

§ 2. — Les graisses importées

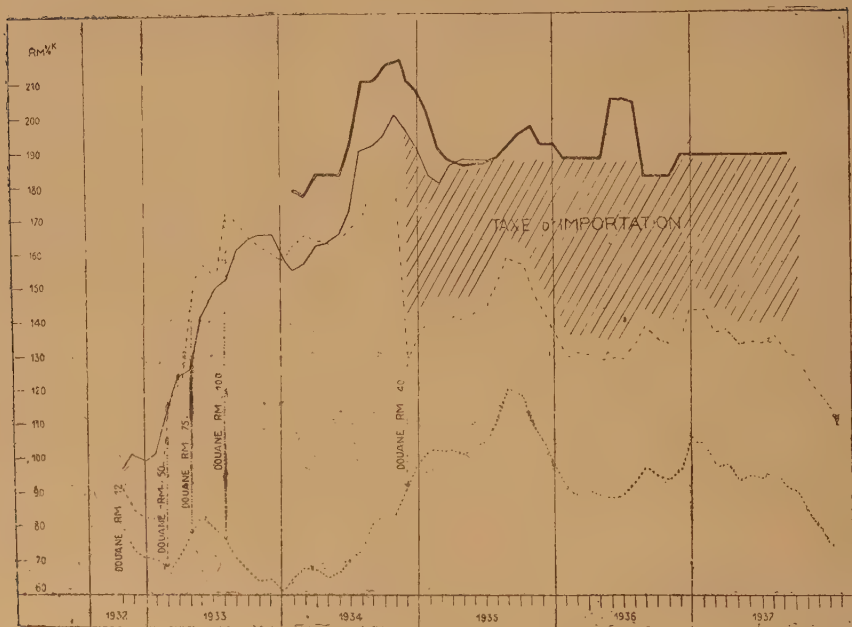
En 1930 les importations de graisses couvraient 25 % des besoins allemands, et depuis 1935 elles ne représentent pas 10 %. Dans aucun autre domaine de son approvisionnement l'Allemagne n'a obtenu une amélioration aussi sensible de la situation, en faveur de son agriculture. Les mesures prises se sont d'ailleurs révélées particulièrement efficaces, puisqu'en même temps la consommation intérieure est en progrès. Il nous faut montrer comment un résultat aussi satisfaisant a été obtenu l'Allemagne ayant réussi d'autre part à maintenir de bons rapports avec la majorité des anciens fournisseurs étrangers, excellents

GRAPHIQUE N° III

PRIX DU SAINDOUX

R. M. % K

- Prix de gros à Berlin du saindoux allemand.
- Prix de gros à Berlin du saindoux américain.
- - - Saindoux américain à Hambourg dédouané.
- » » » non dédouané.



clients par ailleurs et qu'il importait de ménager. C'est donc ici une situation identique à celle du beurre et du saindoux.

L'accord commercial avec le Danemark expirait en février 1933. Aussitôt on relevait les droits sur le bétail et le saindoux. Mais les prix agricoles poursuivaient leur baisse sur le marché mondial, alors qu'en Allemagne ils se redressaient à toute allure. L'Allemagne importait son saindoux en quantités assez considérables, principalement des Etats-Unis et la disparité des prix intérieurs et extérieurs néces-

sitait un remaniement incessant des droits d'entrée. De février à juillet, en trois étapes, ils devaient être portés de 12,50 R. M. % K à 100 R. M. Malgré ces relèvements importants durant tout le premier semestre la spéculation qui sévissait sur le marché allemand devait provoquer une augmentation sensible des importations tant la hausse des prix était rapide en Allemagne (17). Les rapports avec les Etats-Unis n'étaient pas des meilleurs mais on espérait encore en obtenir des concessions tarifaires. On s'abstint de contingentier les importations. Il fallait ici un Office qui agirait plus discrètement ; on travaillait justement à son organisation. Lorsque l'Office est entré en fonctions en fin d'année la seule politique douanière avait tout de même permis de contenir les importations à 70 % des chiffres de 1932. L'Office en 1934 allait faire mieux et les abaisser à 40 %.

Comme pour le beurre une taxe de compensation était prévue à l'importation des graisses afin de porter le prix de la marchandise importée au niveau bien supérieur du marché allemand. Au début de l'année il fallait liquider les stocks relativement importants. L'Office ne délivrait donc pas de licences d'importations ; la politique d'incorporation du saindoux à la margarine devait alors provoquer une rapide envolée des prix pour les marchandises allemandes. Les cours en marchandises étrangères suivaient, mais avec un certain décalage, des subventions officielles importantes étant réservées au saindoux allemand seulement (17). Les cours se sont donc établis très au-dessus de la parité résultant du droit de douane et de la taxe de compensation cumulés. L'Office ne contrôlait plus le marché. Comme on envisageait la suppression des incorporations de saindoux quand la nécessité d'importer s'est fait sentir, on a ramené le droit de douane de 100 à 40 R. M. Pour la marchandise étrangère déjà importée, les prix ont baissé rapidement, suivis par les cours en marchandise allemande (réduction

(17) Voir graphique III page 58.

des pourcentages d'incorporation de 15 à 5 %) et les deux cours se sont confondus avec la suppression des mélanges du saindoux à la margarine. La situation technique a permis de faire jouer aux importations un rôle passager de régulateur, mais la véritable raison de la réduction des droits, maintenue par la suite, réside dans le désir d'assurer à l'Office, par le jeu d'une taxe de compensation plus importante, les ressources nécessaires à l'organisation du marché de la viande.

Pour le bétail, la viande et les autres graisses animales, les augmentations des droits de douane ont été appliquées dans la même mesure et aux mêmes époques, toutes ces marchandises étant étroitement solidaires entre elles. A partir de 1934 le régime se différencie : bétail et viande conservent leurs droits protecteurs élevés (qu'ils ont d'ailleurs encore) avec des contingents prévoyant des tarifs réduits pour les bovins et, pour les porcs, le droit pour l'Office d'importer à un régime spécial (10 R. M. au lieu de 50). Les matières grasses suivent au contraire l'exemple du saindoux, et les droits pour eux ont été sensiblement abaissés. Mesure illusoire à la vérité puisqu'en même temps on augmentait le montant de la taxe de compensation. C'était toujours la même préoccupation dictée par le souci d'assurer des ressources financières à l'Office. L'évolution des prix, sauf la particularité des incorporations de saindoux, a été partout sensiblement la même. Nous nous sommes donc limités à cet exemple du saindoux.

En 1935, à une production intérieure très affaiblie allaient correspondre des importations de saindoux encore plus réduites (40 % des chiffres de 1932). Des crises aiguës devaient en résulter pour l'approvisionnement de la population. La même situation caractérisait d'ailleurs à l'époque tous les marchés des matières grasses en Allemagne mais le nouveau Plan exigeait les privations les plus pénibles afin de permettre le redressement de la balance commerciale (18).

(18) Le solde actif pour 1935 devait s'élever à 110 millions de R. M. en progrès de 400 millions sur 1934.

Suifs et graisses.

Les importations de suif comestible, déjà très faibles avant la nouvelle réglementation, ayant pratiquement cessé, les achats ne représentent plus que des matières premières de savonnerie. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les importations ont été beaucoup moins réduites. Déjà les fonderies allemands suffisent à peine aux besoins en suifs fins. Il a donc fallu maintenir un certain volume d'achats extérieurs. En 1933 les achats ont été même supérieurs à ceux de 1932, année de base. Des restrictions sensibles n'ont guère pesé que sur l'année 1935 (de 40 %) et dès 1936 les chiffres de base étaient dépassés à nouveau.

Les fournisseurs sont les mêmes en suifs et en saindoux. Déjà en 1934 des modifications s'observent dans les courants commerciaux. La part des Etats-Unis est en baisse (de 66 % en 1930 à 40 % en 1934 pour atteindre 3 % en 1935) ; elle s'est légèrement redressée ensuite. L'Argentine n'a profité de cette évolution que dans une mesure restreinte, les principaux bénéficiaires ayant été le Danemark avec 28 % au lieu de 15 % (en poids il y a baisse de 60 %) et les grands favoris, la Hongrie, la Yougoslavie et même le Brésil, qui totalisent 40 % des ventes en 1936 alors qu'en 1930 leur part était inexistante.

Lard.

Les Pays-Bas bénéficiaient d'un droit préférentiel qu'ils ont conservé. Lors du renouvellement de la Convention, en avril 1933, on devait instituer un régime approprié à la nouvelle politique allemande : contingent de 60 % des importations 1931-1932 (disposition toujours en vigueur), qui se combinait avec un double droit de 20 R. M. si les importations restaient dans les limites du contingent et de 36 R. M. si elles le dépassaient. Lorsque les cours du lard, après une hausse accentuée, se sont stabilisés, cette dernière taxe a été portée à 60 R. M. Sur un contingent de 12.000 tonnes 11.500 revenaient aux Pays-Bas et une commission

douanière devait s'assurer que les prix franco frontière allemande ne seraient pas inférieurs de plus de 0,40 R. M. au kilo, à la parité du cours de la Bourse de Berlin.

Nous avons déjà signalé à propos du beurre l'originalité de cette disposition qui consacrait, au profit des importateurs étrangers, le principe de bénéfices exorbitants, à la condition de ne pas compromettre l'équilibre du marché allemand. Politique intéressée qui offrait, sous cette forme, une compensation à la réduction des débouchés sur le marché allemand. Comme pour le beurre, les importateurs de lard hollandais se sont assurés des bénéfices exceptionnels qui se sont maintenus jusqu'en février 1934, où le lard passant sous la surveillance de l'Office, des droits de compensation ont été alors fixés.

Le marché du lard devait rester assez longtemps sans pouvoir être stabilisé. Il allait subir en les amplifiant les soubressauts du marché de la viande ; la courbe de ses prix prend l'allure d'une véritable sinusoïde. A partir du 2^e semestre 1935 seulement les cours se relèvent progressivement et se stabilisent au début de 1936. L'Office devait mettre plus de deux ans à équilibrer le marché ce qui, avec les fausses manœuvres inévitables en pareil cas, devait multiplier les occasions d'une rente pour les importateurs.

La situation privilégiée des Pays-Bas ne s'est pas maintenue. Avec le refroidissement des relations, dès 1935, la part de ce pays est en diminution régulière ; elle ne représente plus que 50 % en 1937. Ici encore ce sont les fournisseurs d'Europe Centrale et des Balkans qui ont profité de cette évolution.

CHAPITRE IV

LES OLÉAGINEUX ALLEMANDS

Le Gouvernement Schleicher avait déjà posé le principe de subventions en faveur de la culture des oléagineux. Le Plan de Graisses reprit l'idée. Au cultivateur il garantît un prix d'achat représentant à l'époque le triple de la parité des graines exotiques. Aux huileries, pour leur permettre de payer ces prix d'achat, il assure une bonification de 50 R. M. % K. d'huile. Avec la hausse mondiale le bénéfice du cultivateur allemand devait se réduire mais son prix de vente représente toujours le double de la parité internationale.

Les Huileries étaient obligées de triturer un pourcentage déterminé de graines indigènes (20) mais les frais de transport renchérrissaient considérablement le prix de revient. Pour rendre l'opération encore plus attrayante une nouvelle disposition exemptait le tourteau allemand (fabriqué avec des graines allemandes) de la taxe de Monopole, nouvelle subvention correspondant, pour le lin, à 10 R. M. % K. d'huile. L'année 1934, avec la pénurie de matières premières devait enlever toute préoccupation quant au placement de la récolte. En 1935 il fallut même prendre des mesures pour assurer une répartition équitable entre les Huileries. Enfin en 1936 on supprimait pour les tourteaux l'exemption de la taxe de monopole, la subvention était également réduite mais on maintenait un taux légèrement plus favorable pour les petites et moyennes huileries. L'opération restait en tous les cas avantageuse. Par comparaison avec les prix de revient de l'huile de graines exotiques elle laissait les bénéfices suivants :

(20) La législation française par une disposition analogue, assure la protection de sa production coloniale.

1933 pour l'huile de lin	20 R. M. %
1934 » »	18
1935 » »	13,50
1936 » »	10
1937 » »	9

les frais de transport étant supportés par les Huileries.

Des subventions proportionnellement aussi importantes avec le même régime s'appliquaient au colza et aux graines de navette et de chanvre. Les résultats d'une politique aussi généreuse ne pouvaient être que brillants. Évaluée en huile la production passait de 10.000 à 50.000 tonnes entre 1933 et 1937 ; elle correspondait alors à 8 % des huiles traitées par l'Huilerie mais nécessitait 100.000 hectares de culture. C'est dire que les possibilités d'extension sont pratiquement dépassées.

Aussi s'efforce-t-on de trouver de nouvelles matières premières : les *fâines* dès 1936 sont récoltées. On mobilise dans ce but les enfants des écoles, le service du travail. Des primes et des subventions sont également allouées. En fait malgré les nombreux peuplements de hêtres (21) la récolte n'atteint que 30.000 tonnes c'est-à-dire 1.000 tonnes d'huile par an.

Pour les *pépins de raisins*, la même année, des expériences ont été entreprises dans la région de Wiesbaden. On imposait en 1937 aux vignerons l'obligation de recueillir les pépins aussitôt terminées les opérations du pressoir. Le faible rendement en huile ne devait pas assurer 1.000 tonnes d'huile par an.

Tous ces efforts sont louables mais qu'en fin de compte on en soit réduit à recourir à des matières premières aussi pauvres en huile prouve seulement la gravité de la crise d'approvisionnement allemande et les résultats financiers (55 millions de R. M. en subventions de 1933 à 1937) ne sont pas pour atténuer cette impression.

(21) Ne portent de récolte que les sujets de 80 à 120 ans, pratiquement un arbre sur deux.

CONCLUSIONS DE LA II^e PARTIE

Au moment du Plan de Graisses on se proposait, pour les matières grasses, de ramener la dépendance envers l'étranger de 60 à 40 %, c'est-à-dire d'inverser dans la proportion contraire la part de l'agriculture allemande. Dans quelle mesure ces résultats ont-ils été atteints ?

L'Institut Fur Konjunkturforschung aboutit aux calculs qui suivent :

Pourcentages des corps gras Nationaux Calculs de l'I. F. K.		Nos calculs (22) sans les fourrages
Fourrages étrangers déduits	Sans tenir compte des fourrages	
1930		48,45 %
1932 36 %	47 %	»
1933 42	52	52,60
1934 41	53	55,75
1935 50	57	56,84
1936		58,30
1937		59,50

Les résultats sont donc très encourageants. S'ils ont été atteints beaucoup plus vite qu'il n'eut été souhaitable c'est qu'il y eut la contrainte d'une nécessité impérieuse, représentée par un solde insuffisant de la balance commerciale. Une évolution que les pouvoirs publics eux-mêmes n'envisageaient pas si rapide, ne pouvait s'effectuer sans conséquences préjudiciables pour l'économie agricole. Nous avons dit faillite du Plan de Graisses. A vrai dire il conviendrait plutôt de dire que ses conceptions, n'ayant pas été respectées, il s'en est suivi l'écroulement de tout l'ensemble. On a voulu réduire à la fois les importations de matières grasses et celles de fourrages ; le résultat a été l'affaiblissement de la valeur du troupeau et un rationnement de la population.

(22) Voir tableau IV page 67.

Avec la reprise des importations de fourrages en 1937 on semble s'orienter vers une politique moins absolue. C'est toujours l'accroissement de la production agricole qui reste au premier plan mais à un rythme moins précipité. On accepte l'éventualité de compenser les irrégularités de la production par des achats extérieurs. Evolution qui nécessite bien entendu des moyens de paiement réduisant la part consacrée au Réarmement. Traduit-elle également des conceptions plus favorables aux importations des matières premières de l'industrie des matières grasses ?

TROISIÈME PARTIE

Les matières grasses industrielles

Le rôle de l'Industrie des matières grasses est assez complexe. De ses multiples attributions, la première en date, consiste à procurer à l'économie nationale les corps gras nécessaires aux usages techniques ; savons, articles de nettoyage, huiles pour peintures, vernis, etc. L'évolution économique du xix^e siècle allait lui conférer une tâche autrement plus importante en Europe, tout particulièrement. D'une part l'agriculture s'orientait vers la production de marchandises de rendement élevé, beurre, viande, et recherchait sur les marchés extérieurs les matières premières bon marché, dont les fourrages. La concentration industrielle d'autre part faisait affluer dans les villes une nombreuse population ouvrière. La consommation de corps gras se développait sans arrêt avec les nouvelles conditions d'existence. La production agricole devenait insuffisante et à l'armée de nouveaux consommateurs, privés de toute base personnelle de production, il fallait de nouvelles marchandises d'un prix de revient moins élevé. L'industrie s'est merveilleusement adaptée à cette situation. A la population des villes elle a procuré les huiles de graines et la margarine, à l'agriculture elle a apporté un nouveau fourrage d'un rendement supérieur et à bon marché. Entre la production agricole et la production industrielle il s'est effectué une division du travail des plus fécondes pour l'économie de chaque nation. Les beurres, les graisses animales, les huiles d'olives ont élargi leurs anciens débouchés ; les huiles de graines et la margarine sont venues combler les creux de la production. L'agriculture est épaulée par l'industrie qui consomme une partie de ses sous-produits, négligés jusque-là et leur confère une valeur éco-

nomique appréciable. Mais nous n'avons pas encore épuisé les fonctions de l'industrie des corps gras. Les nécessités de l'armement moderne exigeant pour la fabrication des explosifs des quantités toujours plus importantes de glycérine, l'industrie s'est trouvée devant une nouvelle tâche que seule elle pouvait assumer et qui l'élève au rang des activités indispensables à la Défense Nationale.

Quels principes président à la répartition des débouchés entre les deux sources de production ? Dans chaque pays il s'est établi un équilibre sur des bases particulières, conditionnées par les caractères propres à chaque économie. Les solutions sont donc nombreuses et il n'est pas possible de dégager une loi générale. Le Danemark, gros producteur de beurre, consomme sa margarine et exporte son beurre. L'Angleterre absorbe une forte production nationale d'huiles de graines et importe des quantités considérables de beurre. Nous allons rechercher comment se présente la question en Allemagne.

Durement affectée par la guerre mondiale la consommation en corps gras s'est rapidement relevée et marque jusqu'en 1932 une progression ininterrompue pour s'abaisser ensuite. Depuis 1936 le mouvement ascendant reprend mais en 1937 la consommation est encore inférieure à celle de 1932. Nous avons esquissé l'évolution dans le tableau ci-dessous, avec la part respective de l'industrie et de l'agriculture.

(23) Indice de consommation		Débouchés de l'Industrie, pourcentage de la consommation	Débouchés de l'agriculture allemande pourcentage de la consommation
1913	100	25 %	
1925	110	39 %	
1930	145	38 %	
1932	148	42 %	50 %
1937	145	35 %	57 %

(23) Il n'est tenu compte que de la consommation en beurre, sain doux, lard, margariné et huiles comestibles.

Le relèvement agricole s'est donc effectué par prélèvement de 3 % sur les débouchés industriels et de 4 % sur les importations. On doit convenir que l'industrie avait singulièrement manqué de mesure et qu'elle a pleinement mérité la brutale réaction de 1933. Mais quelles sont les causes de ces excès pendant la période d'après guerre et jusqu'en 1932 ?

Profitant de la dévaluation allemande, des bouleversements économiques qu'elle a provoqués, le Trust Uni Lever a réalisé insensiblement depuis la guerre l'investissement du marché jusqu'à contrôler, en 1930, 75 % de la production allemande en matières grasses. On a senti le danger de cette énorme concentration industrielle au profit du capital étranger. L'industrie allemande s'est groupée pour la défense de son indépendance économique. A son tour elle s'est lancée, comme toute l'Allemagne, dans une politique d'investissements grâce aux crédits étrangers si libéralement consentis ; augmentation de capacité des huileries, nouvelles installations, etc.

Comme depuis 1929 les débouchés extérieurs n'ont pas cessé de diminuer il a bien fallu peser sur le marché intérieur. Le Gouvernement prodiguait bien ses encouragements platoniques aux industriels indépendants mais, soucieux avant tout de ménager le pouvoir d'achat de la population ouvrière, il ne voyait pas d'un mauvais œil une concurrence qui contribuait à faire baisser le prix de la vie. Lors de la déflation par contre, la politique des Trusts tendant à immobiliser les prix et à contrecarrer ses efforts, une nouvelle législation, des juridictions spéciales allaient sévir contre les abus des concentrations et des ententes économiques.

C'est donc encore l'influence du Trust que nous retrouvons à l'origine. Sans doute par une publicité adroite il a su flatter le goût du consommateur et déterminer un courant favorable à l'écoulement de ses produits, mais il faut tenir compte des circonstances économiques qui ont réduit la force de résistance des entreprises allemandes. L'action de ces dernières a souffert d'un manque de cohé-

sion et de discipline, malheureusement fatal en pareil cas. Les autorités n'ont pas compris la nécessité d'une intervention. Dès le début il eut fallu opposer une digue à la progression du Trust, seconder énergiquement les efforts de l'industrie allemande. Cet exemple devrait inspirer non seulement les autorités et les industriels mais l'opinion publique de tous les pays où les Trusts étrangers sont en mesure d'exercer un jour un rôle analogue à celui du Trust Uni Lever sur les marchés allemands (24).

Après avoir dégagé les causes de la crise des corps gras en Allemagne nous allons étudier maintenant les développements de la nouvelle politique dans les différents domaines de l'approvisionnement et de la production industrielle.

(24) La remarque s'applique particulièrement en France où le Trust Uni Lever s'assure tous les jours de nouvelles positions, renforcées d'ailleurs par les ressources financières maintenant sans emploi qu'il retire d'Allemagne.

CHAPITRE I

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Si nous écartons les huiles de baleine, les matières premières de l'industrie sont d'origine agricole comme les produits que nous avons étudiés jusqu'ici. Au même titre que ces marchandises exotiques les produits de l'agriculture nationale pourraient donc trouver des débouchés auprès de l'industrie des matières grasses mais les conditions naturelles interviennent alors pour déterminer des prix de revient différents et imposer ainsi un choix à l'industrie. Dans la plupart des nations européennes, ne constituent des matières premières destinées à l'industrie que certaines graisses animales et le lait (appoint dans la fabrication de la margarine), tous les autres corps gras nationaux qui ne nécessitent pas de transformation industrielle sont consommés directement.

Les graines oléagineuses représentent des matières premières essentiellement exotiques. Leur production nécessite un ensemble de facteurs qui ne se trouvent que rarement réunis dans les pays tempérés ; latitude, climat particulier, main-d'œuvre incomparablement bon marché. L'agriculture européenne est incapable de soutenir la concurrence de leurs bas prix de revient. C'est la raison pour laquelle elles ne sont cultivées en Europe que dans une mesure extrêmement restreinte et c'est ce qui confère un caractère artificiel aux efforts tentés par l'Allemagne pour développer ces cultures sur son propre sol. Elles n'assurent qu'une faible partie des besoins et leur extension se heurte à l'insuffisance des surfaces disponibles (25). L'expérience alle-

(25) On se heurte à la même difficulté que pour les fourrages, l'Allemagne ne dispose pas d'un territoire suffisant pour assurer les besoins de sa population en céréales et en corps gras. Cette situation ne

mande dans ce domaine relève donc plutôt de la politique des succédanés, d'un rendement déjà bien aléatoire en matière industrielle.

§ 1. — Les graines oléagineuses

Les matières premières de l'Huilerie sont constituées par les graines oléagineuses. Puisqu'on réduisait en Allemagne les débouchés de toutes les industries des matières grasses on aurait compris qu'on s'efforçât de comprimer en premier lieu toutes les sources d'approvisionnement en *produits mi finis* (huiles brutes), afin de maintenir la plus grande activité possible à l'Huilerie qui faisait vivre 13.000 ouvriers. En fait si en 1933 et 1934 on a semblé vouloir s'engager dans cette voie, le principe a été négligé par la suite plusieurs facteurs contraires étant intervenus.

Au début du régime hitlérien, à l'exception des Pays-Bas, tous les autres fournisseurs refusaient des paiements autres qu'en devises. L'Argentine elle-même, fidèle fournisseur, ne devait s'y résigner qu'en Novembre 1935, imitée à la même époque par le Mandchoucko. Avec la généralisation des comptes de cléaring (qui règlent 85 à 90% du commerce extérieur allemand), après une éclipse passagère les achats allaient reprendre avec tous les anciens fournisseurs. Mais l'incidence des récoltes allemandes va maintenant se conjuguer aux restrictions d'importation.

Indices, pour les graines ramenées en huiles,

	base 100 en 1932					
	1932	1933	1934	1935	1936	1937
Importations :	100	92,2	100,4	61	86	80,4
Récoltes allemandes	1	1,5	0,5	2,6	5,15	7

lui est nullement particulière. Toutes les nations européennes sont dans le même cas pour ce qui concerne leur territoire métropolitain. Nous retrouverons la question coloniale dans notre IV^e partie.

Comme conséquences les importations des autres matières premières (les huiles) sont proportionnellement moins atteintes. Les exportations par contre déclinent très sensiblement depuis 1935.

L'approvisionnement des Huileries ne correspondait pas d'ailleurs aux seules importations. Les stocks laissés par l'exercice 1932 et grossis en 1933 et 1934 devaient permettre de supporter les restrictions de 1935. L'Office avait tout d'abord suivi une politique assez libérale mais une véritable psychose régnait alors en Allemagne. Craignant à juste titre de futures restrictions les industriels constituaient des stocks de matières premières. Les Huileries de leur côté précipitèrent leurs achats durant tout le premier trimestre 1934 et contribuèrent à compromettre l'équilibre de la balance commerciale. En Mai l'Office interdisait tout nouvel achat de graines mais autorisait l'exécution des contrats antérieurement conclus. Si les entrées évaluées en huile devaient même dépasser celles de l'année 1933, en fait les 3/4 des importations s'étaient effectuées dans le premier semestre. A cette augmentation en huile correspondait en réalité une diminution des achats en graines et ainsi se traduisait la politique de l'Office, favorisant les importations d'oléagineux riches en huile au détriment du tourteau. La suspension des achats ne devait être rapportée qu'en Septembre et, passagèrement, pour se prolonger ensuite jusque dans les premiers mois de 1935. Seules les livraisons de coprah et de palmistes pour les Pays-Bas étaient exemptes de toute limitation, la Hollande acceptant les paiements en comptes de compensation.

Les fournisseurs.

Leurs parts respectives présentent des variations commandées principalement par les conditions de paiement. Pour l'Angleterre et ses colonies, après le premier traité de commerce, dès 1935, le pourcentage se redresse tandis que la même année, pour les Pays-Bas, c'est l'évolution contraire qui s'amorce. Si, jusqu'en 1936, les ventes du Mand-

choucko sont en régression continue, c'est la hausse des prix du soya qui est seule en cause, les contrats de livraison n'ayant pu s'exécuter. En 1936, pour 700.000 tonnes prévues, 530.000 sont importées ; en 1937, avec la baisse des prix, les achats sont au contraire en progrès.

Mais nous retrouvons également ici le trait caractéristique de la politique allemande s'efforçant de trouver de nouveaux fournisseurs en Europe centrale. C'est la puissante Société I. G. Farbenindustrie qui s'est efforcée, par des contrats d'ensemencement, de trouver une contrepartie à ses ventes d'engrais et d'aniline. Avec la Hongrie et la Roumanie les premières conventions datent de 1933. L'année suivante, avec la Bulgarie, il est prévu l'ensemencement de 300.000 km² en graines de soya. Les résultats de cette politique sont encore modestes. Ces nouveaux fournisseurs, avec le Brésil assurent aujourd'hui 3 % des ventes totales à l'Allemagne (1 % en 1930) et la Hongrie même ne montre guère d'enthousiasme ; son chiffre est invariablement constant depuis huit ans (2.700 tonnes). Il y a, dans la mise en œuvre de ce plan, une volonté bien arrêtée qui ne se laisse pas rebuter par les difficultés encore considérables d'une entreprise à longue haleine et il convient de s'incliner devant pareille ténacité.

Relevons enfin la disparition progressive des importations en provenance des colonies françaises, même pour les palmistes originaires des anciens territoires allemands d'Afrique. Il est vrai que ces oléagineux trouvent maintenant un débouché plus sûr en France.

§ 2. — Autres importations

Malgré l'insuffisance des débouchés laissés à l'huilerie, les importations d'huiles végétales ont persisté et dans l'ensemble ont été même moins affectées par les restrictions.

Indice des importations, base 100 en 1932

1933	1934	1935	1936	1937
<u>76%</u>	<u>82,7%</u>	<u>82,7%</u>	<u>102,8%</u>	<u>90%</u>

En effet l'Allemagne se procurait ces marchandises en compensation et a toujours trouvé des fournisseurs pour les lui livrer. En période de pénurie accentuée il était aussi plus expéditif de recourir à des importations immédiates. Par ailleurs ces huiles représentaient des matières premières pour l'industrie, les huiles de palme principalement, recherchées de tous temps par la Savonnerie allemande et que bien entendu les fournisseurs exotiques étaient seuls à pouvoir livrer. Pour l'Huilerie allemande il n'en paraît pas moins souhaitable de voir ces importations diminuer et remplacées par des achats de graines oléagineuses.

Huile de baleine.

C'est la vedette des matières premières, sa presse n'est pas des meilleures en 1933 auprès des pouvoirs publics. A juste titre on lui attribue les excès du marché des corps gras en 1932 mais, pour la même raison, l'insuffisance des devises, de bouc émissaire elle va passer au rang de panacée, suprême ressource d'une économie aux abois. La Norvège, principal fournisseur de cette précieuse matière première, ayant accepté le paiement en compensation, vite en 1935 on négocie d'importants achats, et les importations présentent l'évolution suivante :

Indices, base 100 en 1932

1933	1934	1935	1936	1937
<u>83%</u>	<u>71%</u>	<u>113%</u>	<u>62%</u>	<u>72%</u>

C'est l'industrie des constructions maritimes qui a surtout profité de ces transactions. En échange des livraisons

d'huiles, les chantiers allemands ont commencé par effectuer les travaux de réfection de la flotte baleinière norvégienne, remplacés ensuite par des commandes de constructions nouvelles. En 1936, avec l'extension des accords de compensation, on a réduit les achats (les prix étaient d'ailleurs moins favorables) afin d'augmenter dans la même mesure l'approvisionnement en graines oléagineuses et l'activité des huileries par conséquent.

Mais l'Allemagne désirait assurer elle-même son propre approvisionnement en huiles de baleine. Dans la réalisation de ce programme la Norvège allait apporter une collaboration pour le moins inattendue. Un premier embryon de flotte allemande était constitué dès l'année 1936 et allait prendre part à l'expédition norvégienne pendant la campagne 1936-1937 avec une bouillerie et huit bateaux de pêche. Participation portée en 1937-1938 à quatre bouilleries et à trente bateaux de pêche, deux bouilleries et quatorze bateaux norvégiens travaillant en outre, à façon, pour le compte de l'industrie allemande.

Les résultats de ces deux premières campagnes ont été en 1936 : 30.000 tonnes d'huile, en 1937 : 90.000 tonnes d'huile et 6.000 tonnes de farine de poissons. Ainsi se trouvent assurés dorénavant et déjà les 2/3 des besoins allemands en huiles de baleine, les farines de poissons constituant d'autre part une nouvelle source fourragère.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Dans toutes les branches d'activités économiques, lorsque les intéressés reconnaissent la nécessité de restreindre par des conventions les effets d'une concurrence désordonnée, les progrès de la réglementation sont marqués par une suite d'étapes dont l'enchaînement est rigoureux. On commence par fixer les usages commerciaux, conditions de paiement, de livraisons, etc. On en vient ensuite à des conventions de prix, de contingents, pour aboutir enfin à une centralisation des achats et des ventes. Si toutes les ententes ne traduisent pas cette évolution et ne parviennent pas aux degrés supérieurs, la progression n'en est pas moins classique et les régimes autoritaires s'en sont inspirés pour la réglementation professionnelle des industries. Mais en régime libéral les ententes se caractérisent toutes par la même impuissance à organiser une instance supérieure pour arbitrer les conflits et faire respecter le contrat commun et cette cause de faiblesse les rend éphémères. C'est ici au contraire que se révèle la supériorité des régimes autoritaires.

L'Allemagne de Weimar était déjà le pays des ententes industrielles (Kartell), leur étude avait provoqué la naissance de toute une littérature spécialisée. De bonne heure (22 novembre 1923) une véritable législation avait minutieusement organisé les juridictions cartellaires (Kartellgericht) mais s'était appliquée plus particulièrement à limiter les abus économiques des coalitions de producteurs et des Trusts. Le régime national socialiste trouvait donc un terrain déjà préparé ; il n'y avait plus qu'à reconnaître aux autorités (26 juillet 1933) le droit de provoquer la constitution d'ententes, de les rendre même obligatoires et tout

naturellement les cartels allaient s'intégrer dans le régime corporatif en construction. Leur rôle allait consister à décharger les Offices d'Etat de tous le détail de réglementation des marchés. Pour s'assurer de leur docilité il suffisait de se réserver le choix des personnalités appelées à tenir les leviers de commande et à faire prévaloir dans leur organisation le système autoritaire.

La contrainte est évidente mais on s'applique à la masquer, on évite de recourir aux ententes obligatoires. Il est préférable d'assurer la discipline par les mêmes méthodes qu'en régime libéral mais avec combien plus d'efficacité. Les recours sont en effet fréquents devant les juridictions d'arbitrage et ces tribunaux spéciaux n'hésitent pas à sanctionner sévèrement toutes les infractions aux statuts de l'entente. Le contrôle est organisé d'une façon magistrale, il est exercé par les organes corporatifs qui constituent la hiérarchie supérieure et, non seulement un droit de regard est prévu sur la comptabilité des entreprises, mais pour faciliter l'étude et la comparaison des prix de revient ; la *présentation des comptes est uniformisée*.

Pour achever l'analogie avec un régime de liberté les formes d'ententes présentent une extrême variété ; on retrouve les différentes catégories que nous avons distinguées plus haut. Il est vrai que leur dénomination est parfaitement arbitraire et ne correspond souvent pas à leur véritable fonction. Dans notre matière la même diversité de forme s'observe pour les ententes. Elles se rattachent à l'organisation corporative de l'industrie mais dépendent du Reichnährstand pour la réglementation des marchés, ce qui ne laisse pas de compliquer une situation déjà très enchevêtrée.

Rappelons que l'industrie allemande est représentée dans la Confédération Générale de l'Industrie où l'on trouve, à côté de la Fédération des chambres de Commerce, (organisation territoriale) la Fédération des Corporations d'Empire (Industrie, Banque, Assurance, etc.). Chaque corporation se divise en Groupements Economiques (Industrie de l'alimentation, Industrie chimique, etc.) subdivisés

en Sections (Huiles et graisses, Savons et articles de nettoyage, etc.), et même en sous-sections (Huileries, Margarineries).

Dans l'industrie des matières grasses différentes Ententes se sont constituées. Nous les retrouverons au cours de notre étude mais nous exposerons dès maintenant les caractères de leur évolution.

Union nationale de l'industrie de la savonnerie.

D'initiative privée par ses origines, elle s'est transformée, dès l'année 1934, en Entente obligatoire, une des premières en date et c'est sous cette forme qu'elle se présente encore aujourd'hui.

Lors de sa création en 1933, on avait laissé subsister une certaine dissidence, de petits fabricants en Prusse Orientale principalement. Les autorités espéraient tenir ainsi l'Union en haleine et dans les débuts du nouveau régime cette même politique en faveur des petits producteurs avait été assez généralement observée avec partout les mêmes résultats décevants (26).

Pour la savonnerie l'expérience ne faisait que commencer ; les dissidents allaient compromettre les efforts de l'Union et, par leur refus de s'entendre, rendre nécessaire l'intervention des autorités. Le 9 janvier 1934 cette intervention se manifestait sous une forme assez brutale ; une ordonnance contraignait tous les savonniers non encore affiliés à entrer dans l'Union. On avait respecté les marchés antérieurement conclus par les anciens dissidents et cette tolérance avait provoqué de tels abus qu'il fallut, dès le mois de mai, revenir sur cette faveur par voie législative. Une autre preuve de la longanimité des pouvoirs publics, de leur répugnance à recourir à ce moyen de l'entente obligatoire, apparaissait dans le fait que l'Union n'avait été imposée que pour 6 mois. On se flattait d'obtenir insensi-

(26) M. Bertrand relève le même fait pour la Meunerie (Le Corporatisme agricole).

blement sa transformation en Entente volontaire. Espoir pareillement déçu et l'Union, prolongée de six mois en six mois, subsiste encore à l'heure actuelle comme Entente obligatoire.

Déjà en 1933, l'Union avait fixé un prix de vente unique pour toute l'Allemagne. Dès le mois de septembre le système se perfectionnait par la création de 11 sous-groupes, chargés de fixer un prix unique applicable à chaque région correspondante. La réglementation ne visait au début que les fabrications de grandes séries ; avec le temps bien entendu elle devait s'étendre jusqu'aux articles de marque. Les conditions de paiement, de livraison, étaient pareillement uniformisées. Pour réduire les frais de distribution et l'immobilisation des marchandises en stocks, on standardisait la présentation en limitant par exemple, pour la vente du savon en morceaux, le nombre des briquetages autorisés (27).

Le rôle de l'Union semble assez mince. Son autorité ne paraissant pas suffisamment assise on n'a pas cru pouvoir lui confier la répartition des contingents de fabrication ni le contrôle de l'approvisionnement en matières premières qui en est le corollaire. C'est l'Office des Matières grasses industrielles qui doit assumer cette fonction, particulièrement absorbante, puisque les contingents sont mensuels et qu'ils s'appliquent à près de 800 établissements répartis sur tout le territoire. C'est même semble-t-il la raison essentielle de la création de cet Office.

**Union économique de l'industrie de la margarine
et des graisses comestibles artificielles.**

Ord. du 23 Juillet 1934.

Pour limiter la concurrence et organiser la profession la constitution d'une Entente s'était assez rapidement imposée à l'industrie de la Savonnerie. Tel ne semblait pas être

(27) Disposition qui peut paraître d'une portée assez réduite, mais en France où la généralité des fabricants reconnaît la nécessité de la mesure, elle n'est encore que très imparfaitement appliquée.

le cas en margarinerie : les prix étaient fixés par les autorités, des contingents avaient été appliqués dès le début de l'année 1933 et le nombre beaucoup plus restreint des entreprises (150 seulement) rendait le contrôle de l'Office suffisant. Mais l'organisation de la production, comme de la distribution, exigeait un nouvel organe. L'Office des Corps Gras et des Produits laitiers ne suffisait plus à une tâche qui prenait de plus en plus d'ampleur. Enfin l'intérêt considérable que présentait l'industrie de la margarine pour l'ensemble de l'économie nécessitait une intervention administrative pour organiser la profession. Pour répondre à l'impulsion des autorités, des ententes se formaient bien dans toutes les branches de l'activité industrielle. Au terme d'une évolution assez rapide elles allaient constituer les organes secondaires de la réglementation des marchés. On n'a pas voulu, pour la Margarinerie, s'en remettre à une organisation aussi empirique. Dès le début il fallait un organe parfaitement au point. Une ordonnance a donc paru nécessaire.

L'Union n'était pas une Entente obligatoire comme pour la Savonnerie. Dès le début les industriels margari- niers avaient fait preuve de la plus grande docilité, d'un empressement évident à entrer dans les vues des autorités. Pour grouper toutes ces bonnes volontés il fallait doter la profession d'un nouveau statut et le type d'entente ainsi réalisée allait en même temps constituer un modèle pour la réalisation des futurs groupements professionnels.

Tous les pouvoirs sont pratiquement concentrés entre les mains du Président (désigné par le Ministre de l'Agriculture) et du Conseil d'Administration. L'Assemblée générale n'a pas d'autre attribution que d'entériner le rapport annuel et les comptes de l'exercice. Les recours devant les juridictions arbitrales sont très amplement réglés, on sent l'importance particulière de la question.

L'Union fixe les contingents de fabrication d'après les instructions des autorités, mais l'essentiel de sa tâche est de régler la distribution et d'assurer l'approvisionnement de tous les marchés. Pour lui permettre d'organiser la production dans des conditions rationnelles, des pouvoirs exorbitants, allant jusqu'à imposer la fermeture d'établissements, lui sont conférés. La législation avait bien prévu l'exercice de

ce droit par les autorités, c'était la première délégation d'un privilège vraiment redoutable.

Industrie de l'huilerie.

Nous avons vu, pour la Savonnerie et la Margarinerie, s'affirmer ouvertement l'influence administrative, et même législative. Dans l'organisation professionnelle de l'Huilerie allemande, si l'initiative privée semble constituer l'unique facteur de l'évolution, l'intervention des autorités ne s'est pas moins exercée, mais assez discrètement, et seulement pour orienter les efforts des intéressés dans le sens désiré. Cette évolution semble d'ailleurs avoir été de règle pour la plupart des ententes industrielles en Allemagne.

Dans l'Huilerie les ententes ont été nombreuses. D'abord *l'Union de l'Huilerie allemande*, organe syndical, préfiguration de l'organisation corporative en construction, dans laquelle elle viendra s'intégrer ultérieurement pour devenir la Sous-Section de *l'Industrie de l'Huilerie*. Par ses attributions de réglementation des usages professionnels, le rôle de cette Entente peut être rapproché de celui de l'Union pour la Savonnerie. — Il faut également mentionner les ententes entre producteurs pour la vente des huiles et des tourteaux de soya d'abord, de lin ensuite. Ententes libres par lesquelles l'industrie s'imposait elle-même des contingents de fabrication afin d'éviter un avilissement excessif des prix. Ces ententes marquèrent les débuts du nouveau régime des matières grasses. Avec la raréfaction des matières premières elles devinrent vite sans objet, de nouvelles tâches allaient se présenter.

En novembre 1934 se constituait *l'Huilerie allemande* (G. M. B. H.) qui devenait, deux mois plus tard, la *Société des Matières premières de l'Huilerie*. Cette société privée se proposait au début de traiter des affaires de compensation avec l'Etranger pour l'approvisionnement de toutes les Huileries allemandes ; c'était à l'époque la préoccupation dominante de tous les milieux industriels. La présidence de la société était confiée à M. A. Willemsen, déjà président de

L'Union des Huileries allemandes, ce qui bien entendu ne constituait pas une simple coïncidence. Le rôle de la société allait rapidement grandir jusqu'à embrasser pratiquement toutes les questions d'approvisionnements. Fonctionnant comme Comptoir d'Achat en commun elle allait devenir en même temps l'organe exécutif des décisions des Offices en matières de contingents.

Fêche à la baleine.

Le principe des Ententes a également prévalu dans ce domaine. Un consortium s'est formé pour représenter l'ensemble de l'Industrie allemande et le capital de la société est constitué par tous les industriels intéressés, proportionnellement à leur importance respective. C'est le consortium qui, les premières années, traite à façon avec les entreprises norvégiennes ; c'est lui qui fait construire et exploite maintenant la flotte Sudmer. Bien qu'intéressé au Consortium où sa participation a sans doute été exigée, le groupe Uni Lever se constitue en outre une flotte personnelle.

Suif.

L'Union des fondeurs de suif fin était l'organe syndical de la profession. Après une certaine activité en 1933, son rôle est devenu assez effacé. L'Union a été dissoute et ses fonctions ont été reprises par les organes corporatifs.

CHAPITRE III

LES CONDITIONS DE LA PRODUCTION

Par une étude de chacune des branches de l'industrie des matières grasses nous allons maintenant rechercher les effets de la nouvelle législation, comme de la crise des approvisionnements, montrer le rôle des nouveaux organes d'état, des ententes professionnelles ; exposer enfin le résultat des efforts développés dans le domaine des succédanés. Pour la commodité de notre exposé nous allons distinguer deux groupes d'industries : Au premier stade les producteurs de matières premières, huiles brutes et raffinées, suif et au deuxième stade les industries de transformation, Margarineries, Savonneries, Vernis, etc.

SECTION I^{re}

LES PRODUCTEURS DE MATIÈRES PREMIÈRES

La distinction que nous venons d'établir est parfaitement arbitraire et ne correspond pas forcément à une spécialisation. Quand bien même ce serait le cas, l'autonomie des entreprises ne serait souvent qu'apparente et se trouverait corrigée par une concentration juridique réunissant des établissements différents en une seule exploitation. C'est d'ailleurs le cas aussi bien pour les industries dites productrices entre elles (Huileries et Raffineries) qu'entre celles-ci et les utilisateurs. Cette observation capitale n'a pourtant pas été faite, et dans les débuts, la réglementation ne s'est appliquée, le cas de la margarinerie excepté, qu'au 1^{er} stade envers les producteurs, c'est par eux que nous commencerons donc notre étude.

§ 1. — Les huileries

L'industrie est concentrée dans les ports maritimes et sur les grandes voies navigables de l'intérieur. Autour de Cologne et de Mannheim sur le Rhin, à Brême et sur la Weser, à Hambourg et Harbourg-Wilhelmsbourg et de là dans les ports de l'Elbe, autour de Magdebourg, sur les canaux jusqu'à Stettin. Cinquante pour cent des exploitations sont concentrées en Prusse, 18 % sur le territoire de Bade et ensuite au Wurtemberg, en Saxe et en Bavière ce qui représente 90 % de l'activité totale.

Déjà en 1928 la répartition de la production traduisait un profond déséquilibre et le tableau ci-dessous (28) montre que cette tendance s'était encore accentuée jusqu'en 1932. La progression de la grande industrie s'était effectuée aux dépens des exploitations de moyenne importance qui, en 4 ans, avaient perdu 50 % de leurs débouchés. Comme le Trust Uni Lever contrôlait 75 % des grandes exploitations on conçoit la gravité de la menace qui pesait en 1933 sur toute l'industrie encore indépendante.

	1928			1932		
	Pourcentage de Production	Entreprises		Pourcentage de Production	Entreprise	
		Nomb.	Pourcent.		Nomb.	Pourcent.
I ^e Uni Lever et Grandes Huileries	90,96 %	23	4 %	95,72 %	25	3,5
II ^e Moyennes Huileries	8,53	531	96 %	3,88	697	96,5
III ^e Petites Huileries	0,38			0,30		
IV ^e Très petites	0,13			0,10		
	100 %	554	100 %	100 %	722	100

Le National Socialisme se trouvait, lors de sa prise du pouvoir, en présence d'une double tâche ; non seulement

(28) D'après les statistiques du Reich.

il lui fallait venir en aide à l'agriculture mais l'industrie indépendante était en péril et au plus vite il importait de desserrer l'étreinte du Trust. La législation du début de l'année 1933 répondait bien à ce programme :

Nous avons déjà exposé les effets de l'intervention en faveur de l'agriculture : Plan de Graisses, contingentement de la production des corps gras pour les usages comestibles à 50 % de l'activité industrielle de 1932. Du Trust on ne soufflait mot mais, en sus des 50 %, un contingent de 10 % était prévu en faveur des petits producteurs. Le gouvernement s'était bien réservé la répartition de ces 10 % mais comme ils ne portaient que sur les huiles comestibles ils ne représentaient que 154.000 tonnes de graines, c'est-à-dire 7 % de l'activité totale de l'huilerie en 1932.

Nous avons distingué jusqu'à présent quatre catégories de producteurs mais individualisons la part du Trust ce qui donne 5 catégories. N'ayant pu obtenir en Allemagne de précisions sur l'importance effective du Trust nous sommes obligés de procéder à des évaluations en nous basant sur toutes les indications que nous avons pu recueillir. On attribuait en 1930 75 % de la production allemande aux entreprises contrôlées par le Trust (29). Ce pourcentage a dû augmenter tout d'abord mais par la suite, l'industrie indépendante ayant fait preuve de plus de combativité et deux huileries libres ayant été construites (représentant ensemble un capital de 3 millions de R. M.), nous avons admis un recul pour le Trust et ramené sa part à près de 72 % seulement de la production allemande en 1932 qui constitue maintenant l'année de base pour l'industrie de l'Huilerie. En complétant ce renseignement avec les indications de la Statistique annuelle du Reich nous allons pouvoir suivre,

(29) D'après la *Seifensieder Zeitung*, *Bulletin des Matières grasses* 1930, n°3.

ET CONTINGENTS DE PRODUCTION PAR CATEGORIES D'EXPLOITATION AVEC LA PART DU TRUST UNI LEVER

Uni Lever	1928	1932	1933	1934
	Indice Parts de la d'activité production	Indice Parts de la d'activité production	Indice Parts de la d'activité production	Indice Contingents d'activité
I. Huileries travaillant plus de 20.000 tonnes par an	86,37 85,3 0,38 0,13	106 95,72 71,79 23,93 3,88 0,30 0,10	97 71,28 23,72 4,47 0,39 0,14	71,75 65,32 74,28 22,54 11,22 0,74 0,18
II. Huileries travaillant de 400 à 20.000 tonnes par an				
III. Huileries travaillant de 20 à 400 tonnes par an				
IV. Huileries travaillant moins de 20 tonnes par an				
	100	100	100	100
Allemagne. (Indice d'activité)				
Industries des biens de consommation	100	74	80	89,60
Indice général	100	54	61,50	80,90

Uni Lever	1935	1936	1937
	Indice Contingents d'activité	Indice Contingents d'activité	Indice Contingents d'activité
I. Huileries travaillant plus de 20.000 tonnes par an	55,12 63,48	64,40 64,78	64,06 64,74
II. Huileries travaillant de 400 à 20.000 tonnes par an	81,57 21,16	92 21,70	93,23 21,80
III. Huileries travaillant de 20 à 400 tonnes par an	98,50 14,19	98,50 12,51	98,50 12,45
IV. Huileries travaillant moins de 20 tonnes par an	100 0,94 0,23	100 0,82 0,19	100 0,82 0,19
	100	100	100
Allemagne. (Indice d'activité)			
Industries des biens de consommation	85,60	95,60	97-110
Indice général	95,30	107,80	109-126

Indice d'activité, voir la note n° 30, page 91.

pour les 5 catégories d'entreprises, les conséquences de la nouvelle politique (30), année par année.

Contingents, indices d'activité.

En 1933 le contingent réservé de 10 % semble avoir été réparti entre un grand nombre d'huileries et quelle que fut leur importance. Des chiffres, en tous les cas, il ne se dégage rien de bien net. La nouvelle législation ne s'étant appliquée que pendant huit mois et la baisse d'activité n'étant que de 3 %. La plupart des huileries d'ailleurs s'étaient efforcées de compenser la réduction d'activité imposée en huiles comestibles par une augmentation de travail en huiles industrielles.

La tactique des autorités est modifiée en 1934, et avant de venir en aide aux Huileries de la catégorie I, on assure aux petites et moyennes exploitations une activité maxima. Le groupe II, le plus touché en 1932, est maintenant le plus favorisé. Pour le Trust et le groupe I nous remarquons la répercussion très sensible de la suspension des achats pendant la majeure partie de l'année.

En 1935, pour les catégories II, III, IV, l'activité réalisée en 1934 ayant été jugée satisfaisante, la production des exploitations intéressées est stabilisée au même niveau qui restera dorénavant constant. L'indice d'activité du Trust fait ressortir par contre l'importance de la raréfaction des matières premières. Les usines du groupe en ont été réduites à travailler 3 jours par semaine et même moins. Bien entendu il n'y eut, pour elles, aucun secours à espérer des autorités, si ce n'est une aide en faveur de leur personnel ouvriers contraint au short time.

Dans les catégories III et IV le nombre des entreprises serait en nouvelle progression très sensible d'après les statistiques du Reich. La Législation pourtant interdit non seu-

(30) Voir tableau n° V page 90. Pour l'indice d'activité nous avons pris comme bases les périodes d'activité maxima c'est-à-dire : Catégorie I et Uni Lever l'année 1932, Catégorie II 1928, III et IV 1934. Pour l'Allemagne c'est 1928 qui constitue la base.

lement l'ouverture de nouvelles exploitations mais même la remise en service d'huileries existantes. Pourquoi cette anomalie ? L'augmentation du nombre des entreprises s'explique d'abord en partie par le retour de la Sarre. D'autre part le contrôle de l'Office, exigeant un recensement plus rigoureux des exploitations, contribue à faire apparaître nombre d'entre elles, ignorées jusque là, par la Statistique.

L'assistance aux catégories II, III, IV ayant épuisé la totalité du contingent supplémentaire de 10 %, les huileries indépendantes du groupe I auraient été réduites à des conditions d'exploitation aussi critiques que celles des usines du Trust. Mais cette situation s'étant manifestée dès la fin de l'année 1934 les autorités ont pu réagir et imposer la fermeture de 5 grandes huileries (36 % de la capacité des entreprises du groupe I). Bien entendu le choix s'est arrêté sur les exploitations fonctionnant dans les moins bonnes conditions. Les contingents ainsi dégagés, ont alors été répartis au moyen de contrats de façon entre les huileries de la même catégorie dont l'indice d'activité devenait de ce fait sensiblement plus élevé que celui du Trust et cet avantage devait se maintenir par la suite.

Les achats ayant pu reprendre en 1936 et 1937 l'activité générale s'est améliorée mais, pour Uni Lever, elle est encore bien insuffisante. Pourtant en matière de contingents rien ne sera modifié aux mesures déjà prises, le Trust ne trouvera un allègement que dans l'amélioration de son outillage (31). Pour l'industrie indépendante, elle travaille dans de bonnes conditions ; son contingent global est passé de 28 à 35 % et son activité dans les cas les plus défavorables est comparable à celle de l'industrie allemande (biens de consommations seulement) dont l'indice lui est à peine supérieur maintenant.

L'assistance de l'Etat s'est également manifestée, nous l'avons vu dans le domaine des oléagineux allemands qui allaient représenter pour les Huileries une nouvelle source

(31) Voir page 96 au paragraphe Equipement des huileries.

de profits, très appréciable en raison des subventions dont bénéficiait cette fabrication. Les subventions ont profité tout d'abord aux petites huileries de l'intérieur dont le rôle économique consiste justement à absorber de tous temps la production d'oléagineux indigènes. Avec le développement des cultures toutes les huileries allemandes participent maintenant aux distributions d'oléagineux ; le lin étant entièrement absorbé par les groupes II, III, IV ; le groupe I triture une part importante du colza et des navettes.

L'approvisionnement.

La répartition des contingents réglée, d'autres difficultés allaient apparaître qui, s'ajoutant au bouleversement des conditions d'exploitation devaient compliquer à l'extrême les questions d'approvisionnement. Le contingent restait sans effet sur les fabrications d'huiles industrielles comme sur celles d'huiles comestibles destinées à l'exportation ; c'était le point faible du système. Les huiles étant sensiblement interchangeable, les possibilités d'exportation limitées, chaque producteur allait s'efforcer d'écouler sur le marché intérieur et pour des usages industriels une production ainsi que des stocks devenus trop importants pour les seuls débouchés comestibles. Une lutte de prix, particulièrement sévère, devait marquer cette course aux débouchés. Nous en trouvons l'écho dans les comptes rendus des sociétés allemandes pour l'exercice 1933.

Il fallait mettre fin à une compétition sans profit et des ententes entre fabricants allaient s'ajouter aux mesures officielles pour réglementer la vente et la fabrication du soya et du lin d'abord et s'étendre finalement à tous les produits de l'huilerie. Ce fut l'œuvre de plusieurs années, et, une fois réalisée, elle aurait permis indirectement de contenir l'approvisionnement de toute l'industrie dans les limites raisonnables et en même temps équitables. Mais ce résultat devait être atteint par une autre voie. L'Office des Matières grasses canalisait déjà les demandes de matières premières. Cependant toute l'année 1933, il devait rester

impuissant à limiter les achats de l'Huilerie nullement affectés par le rétrécissement du marché intérieur. Sans doute il fallait compenser la réduction des importations d'huiles végétales, d'huile de baleine, faire face à une sensible augmentation des exportations, mais les demandes pour les besoins industriels intérieurs constituaient les principaux facteurs de déséquilibre. Pour obstruer cette brèche un nouvel organe l'*Office des Matières Grasses Industrielles*, allait entrer en fonctions en 1934 en vue de permettre le contrôle intégral de toutes les importations. Partant des Huileries et des industries appartenant au premier stade de la production, son rôle allait consister à contingenter toutes les utilisations de matières grasses industrielles. Les industriels producteurs étaient en réalité les seuls en cause et il ne s'agissait encore que de chiffrer les besoins essentiels. Mais, indirectement, s'amorçait ainsi la réglementation des industries de transformation et, encore une fois, se vérifiait la loi inéluctable ; on était engagé dans le cercle sans fin de l'intervention.

L'exagération des achats en 1933 allait amener la suspension de l'approvisionnement du pays en matières grasses pendant la majeure partie de l'année 1934 sauf pour le coprah et le palmiste. La mesure était dictée à vrai dire par l'insuffisance des devises et la généralisation des accords de compensation, en 1935, devait faire disparaître ces nouvelles entraves qui affectaient considérablement les Huileries. Malgré cela les quantités triturées en 1934 devaient rester inférieures aux importations c'est-à-dire que les stocks avaient encore augmenté. Si la politique des approvisionnements dénote dès lors une telle maîtrise c'est qu'elle était inspirée par des professionnels, courtiers et industriels, qui apportaient les secours de leur expérience dans les réunions de l'Office où ils étaient appelés à siéger. Cette collaboration des intéressés et des organes d'état devait se concrétiser par la suite avec la constitution de la Société des Matières Premières de l'Huilerie (32) dont le rôle allait rapi-

(32) Voir ci-dessus page 84.

dement grandir. Au début de l'année 1935 l'Office allait comprimer encore les importations. A la nouvelle société incombait le soin d'assurer un approvisionnement régulier des usines en prélevant, indistinctement, sur tous les stocks de matières premières disponibles. L'Office d'ailleurs traitait les achats pour son propre compte et une certaine liberté ne devait être rendue au marché qu'en fin d'année et pour peu de temps d'ailleurs, la Société des Matières Premières, devenue Comptoir d'Achat, se substituant alors à l'Office pour régler aussi bien les achats, les questions d'approvisionnements que la répartition des contingents. En plus des anciennes attributions de l'Office, le Comptoir d'Achat, en raison de son caractère professionnel, allait pouvoir assumer une nouvelle fonction économique en matière de prix de revient. Nous y reviendrons ultérieurement.

Matières premières pour usages industriels et comestibles.

Le résultat assez inattendu de la nouvelle législation avait été, en 1933 et 1934, un développement de la fabrication des matières premières comestibles qui s'étaient assurées une partie des débouchés des matières premières industrielles. C'était, nous l'avons vu, la politique des huileries rendue d'ailleurs nécessaire par la composition même des stocks. Mais les Offices devaient en même temps accentuer cette évolution. Dans la nécessité de réduire la consommation nationale il fallait choisir et sacrifier les besoins les moins impérieux c'est-à-dire les usages industriels. Cette tendance constituait une contradiction flagrante avec les buts de la politique agricole. L'agriculture produisant essentiellement des corps gras comestibles c'était exactement la politique contraire qu'il convenait d'appliquer à l'industrie mais les programmes n'étaient plus en cause ; une cruelle nécessité s'imposait.

Indicés d'activité de l'huilerie

Base 100 en 1932

Matières premières comestibles		Matières premières industrielles
1933	102	70
1934	115	62
1935	71	59,5
1936	80,5	91
1937	88,8	87,2

Les usages industriels devaient être à ce point éprouvés qu'il fallut en 1936, pour reconstituer les stocks essentiels, maintenir en compensation, des restrictions aux usages comestibles. La situation en 1937 était redevenue plus équilibrée mais l'approvisionnement laissait encore bien à désirer. Pour bien apprécier la situation, il faut d'ailleurs tenir compte que si 1932 était une année de crise, 1937 constituait une période de prospérité.

Cette évolution de la consommation aux dépens des huiles industrielles, allait créer des inégalités dans la situation des différentes Huileries. Sans doute la distinction d'huiles comestibles, par opposition aux huiles industrielles, ne correspondait pas nécessairement à une spécialisation des exploitations et l'existence en Allemagne d'une industrie du Raffinage, indépendante de l'Huilerie et spécialisée dans le traitement des huiles de toute provenance, pouvait dans une certaine mesure, remédier à cette situation. Mais les huiles ne sont interchangeables que dans certaines limites et les Huileries disposant d'un outillage approprié aux débouchés comestibles, étaient avantagées.

Equipement des huileries.

Pour de nouvelles raisons d'ailleurs, cette question de l'outillage allait revêtir une importance particulière.

Les huileries allemandes ont dû travailler dans de mauvaises conditions ; aux difficultés causées par la réduction d'activité sont venues s'ajouter les complications de l'ap-

provisionnement. Les matières premières arrivaient irrégulièrement, sans souci des programmes de fabrication et des possibilités de l'outillage. Tels oléagineux allaient faire défaut, tels autres se trouver sans emploi. Les chiffres ne traduisent ni cette situation ni le bouleversement des conditions de l'exploitation dans les premiers temps du nouveau régime. L'Huilerie en a été affectée au point que la plupart des entreprises n'ont pas réalisé de bénéfices en 1933.

Se sont trouvées favorisées les grandes huileries puissamment outillées auxquelles la variété de leurs installations permettaient de traiter une gamme étendue de matières premières. Dans ce domaine le Trust Uni Lever pouvait reprendre l'avantage, il n'y a pas manqué. Les contingents dont nous avons déjà discutés s'appliquent aux achats de matières premières et non à l'activité des huileries. Mais de nombreuses exploitations, surtout dans les débuts, ayant dû recourir à des contrats de façon pour assurer la transformation des matières premières que leur outillage ne permettait pas de travailler, les usines du Trust ont retrouvé un regain d'activité très appréciable principalement pour le palmiste et le coprah, seuls oléagineux qu'il était possible aux Huileries allemandes de se procurer librement en 1934.

Mais les nouvelles conditions d'exploitation, la nécessité d'assurer le maximum de souplesse aux fabrications et de réaliser de meilleurs rendements allaient exiger de *nouveaux investissements* pour perfectionner encore, dans les grandes Huileries la rationalisation poussée déjà si loin. Ce programme, d'une réalisation extrêmement coûteuse, dépassait les moyens financiers de la grande majorité des Huileries allemandes et la nouvelle législation en limitait d'ailleurs l'intérêt. Par des dégrèvements fiscaux on favorisait bien le renouvellement et l'extension de l'outillage (Kurzlebige) mais les industriels ne s'assuraient pas forcément un bénéfice puisqu'on leur imposait l'obligation de conserver intégralement leur personnel ouvrier. Le Trust Uni Lever, pour cette raison se refusait à consacrer ses

importantes liquidités à de nouvelles installations et procédait à des remboursements de capital.

Le Trust travaillait dans de mauvaises conditions. Ses contingents de fabrication ne représentaient, en 1935, que la moitié de la capacité de ses usines. Mais il lui était interdit de fermer des Huileries, afin de concentrer la production dans quelques établissements seulement. Il y avait intérêt, dans ce cas, à permettre le licenciement d'une partie de la main-d'œuvre (dont le réembauchage était d'ailleurs assuré). On supprimait ainsi les secours de chômage partiel et l'on assurait d'importantes commandes à l'industrie des constructions mécaniques tandis que le Trust, par de nouveaux aménagements, allait pouvoir réduire ses prix de revient.

Nous ne disposons pas malheureusement d'indications précises sur la nature des négociations intervenues à l'époque entre le Trust et les Autorités allemandes, pour convenir de la réalisation d'un pareil programme, et allons nous borner à rapprocher les observations suivantes. En 1935 les effectifs ouvriers des grandes Huileries allemandes accusent une diminution de plus de 20 % (Uni Lever et catégorie I). Cinq huileries de la catégorie I sont arrêtées, ce qui ne correspond qu'à la moitié de la baisse de main-d'œuvre enregistrée. Il faut donc admettre que la différence, soit 10 %, représente les licenciements effectués par Uni Lever. Par ailleurs si nous totalisons, pour deux seulement des principales sociétés du Trust (33) les sommes consacrées aux nouvelles installations nous obtenons de 1934 à 1937 l'énorme somme de près de 10 millions de R. M.

Ainsi se trouve complété l'ensemble des mesures prises par les autorités pour assurer à toute l'industrie de l'Huilerie des conditions d'activité très acceptables. Les méthodes sont d'une originalité incontestable. La fermeture d'établissements par voie administrative constitue sans doute un procédé particulièrement brutal mais cet assainissement s'im-

(33) Thörl Vereinigte Harburger Oelfabriken et Bremen Besigheimer Oelfabriken.

posait pour éviter un déséquilibre du marché. Il convient de relever par ailleurs le souci d'éviter les répercussions sociales d'une période d'adaptation. Sans doute, dans un régime d'économie libérale, les mêmes résultats auraient été atteints mais après une période assez prolongée de ruines et de misères. C'est à l'avantage du régime actuel de l'Allemagne d'avoir su éviter cet écueil.

§ 2. — Les raffineries

Les opérations de traitement des huiles brutes : raffinage, désodorisation, hydrogénation, etc., s'effectuent dans des exploitations industrielles désignées sous le nom générique de Raffineries. En Allemagne, beaucoup d'huileries, même importantes, ne disposent pas d'installations de raffinage et cèdent leurs huiles brutes aux raffineries spécialisées dans ce genre d'opérations. Cette division du travail n'est pas obligatoire (34) ; elle a malheureusement facilité en Allemagne la rapide progression du Trust Uni Lever auquel il a suffi, pour être maître du marché de s'assurer le contrôle de la majorité des Raffineries.

Déjà très concentrée, cette industrie également, comme l'huilerie, devait accentuer ce caractère. Les petites raffineries reliées à des huileries ne traitaient, en 1928, que 4 % des huiles utilisées sur le marché. Depuis, malgré l'augmentation d'activité, 8 d'entre elles (20 %) ont du fermer (35). Dans cette industrie le Trust Uni Lever s'est assuré une situation encore plus importante que dans l'huilerie et bien lui en a pris, la situation des raffineries étant particulièrement prospère.

(34) En France principalement la plupart des Huileries traitent directement leur production d'huiles brutes.

(35) Statistisches Jahrbuch des Deutschen Reiches (*Statistique du Reich*).

Indices d'activité

Base 100 en 1928							
1932	137,70		1934	121,70		1936	120,60
1933	115,90		1935	121,80		1937	117

Les Raffineries ne traitent pas seulement la production des huileries, elles importent également des huiles végétales ainsi que les huiles de baleine. Comme les nécessités financières conduisirent à remettre ces dernières à l'honneur, dans l'approvisionnement de l'Allemagne elles allaient prendre la place des huiles de graines. La politique contraire eut été plus indiquée et toute dans l'intérêt de l'huilerie alors que pour les raffineries, huile de baleine ou huiles végétales, l'activité restait sensiblement la même. Depuis 1936 la situation est devenue plus normale avec une part plus importante pour les huiles de graines.

Les raffineries sont en fait des transformateurs mais nous les rangeons dans la catégorie des producteurs en raison de leur rôle en matière d'huile de baleine. Très vite elles ont reçu des contingents de fabrication destinés principalement à éviter les accaparements de marchandises puisque l'activité de toutes les exploitations était largement assurée.

§ 3. — Les fondoirs

Les conditions de la production sont assez complexes : l'industrie s'est considérablement développée et pour 91 fondoirs en 1928 on en compte 198 en 1933. Mais 70 % des exploitations sont contrôlées par la savonnerie ou la margarinerie et les fondoirs indépendants ne représentent pas 30 % de la production. Ils constituent principalement la petite et la moyenne industrie et bien que les seuls à livrer sur le marché libre, leurs prix de revient sont plus élevés que ceux des grands fondoirs.

Les fondeurs libres se sont donc spécialisés dans la fabrication des suifs fins, le privilège de la savonnerie les y contraignant en quelque sorte. Prétextant l'insuffisance

de la production allemande, les nécessités d'exporter à bas prix, la savonnerie avait obtenu en effet la franchise des droits pour les importations de suifs techniques pour usages industriels qui lui revenaient à bien meilleur compte que les produits allemands. Les margariniers qui ne disposaient pas de fondeurs ne s'intéressaient pas, pour autant, aux suifs allemands auxquels ils reprochaient leur qualité inférieure.

On était arrivé ainsi, en 1932, à la situation suivante : l'Allemagne ne se suffisant pas pour ses besoins en suif importait par Hambourg des suifs techniques principalement alors que sa production en suifs fins devait être en partie exportée. Les prix intérieurs étaient en même temps très déprimés sous la double influence du marché de la viande et de celui des corps gras. La marge bénéficiaire des fondeurs allemands de suifs fins devenait des plus réduite ; les ramassages de suif en branches diminuaient ce qui accentuait le marasme du marché du bétail sans pour cela augmenter les débouchés intérieurs des fondeurs dont les revendications auprès des pouvoirs publics rejoignaient celles des éleveurs et des cultivateurs.

En 1933 le nouveau gouvernement, s'efforçant de créer de nouveaux débouchés pour le suif, négociait avec la margarinerie qui s'engageait à acheter aux fondeurs 8.000 tonnes de premier jus ($\frac{3}{4}$ de la production allemande). Le chiffre était manifestement exagéré et les fondeurs ne purent assurer que $\frac{1}{3}$ de leurs engagements. La situation devait s'assainir d'elle-même, comme conséquence de l'amélioration générale de l'économie allemande.

Les fondeurs écoulerent leurs stocks principalement en parfumerie. Les prix cependant demeuraient insuffisants et l'Union des Fondeurs de suifs fins renouvelait ses cris de détresse. Les droits de douane avaient bien été modifiés (en trois étapes de 20 à 100 R. M. % Kos) mais, comme on ne voulait pas toucher au privilège douanier de la savonnerie, on cherchait une réglementation assurant, par préférence, le placement de la production nationale.

Fin février 1934 l'Office du bétail était chargé de la surveillance des importations de suif. Les achats extérieurs ne pouvaient plus s'effectuer que moyennant licences délivrées par l'Office aux seuls fabricants pouvant justifier l'achat préalable d'un pourcentage déterminé de marchandises nationales. Système assez compliqué qui allait en tous les cas faire disparaître le Commerce d'importation dont les fonctions allaient être assumées par l'Office. Les prix du suif se relevèrent d'autant plus rapidement que les acheteurs connaissaient l'étroitesse réelle du marché. Très vite les possibilités de production se trouvèrent dépassées et cela d'autant plus que l'augmentation d'activité de l'industrie textile stimulait la demande en oléine dont la fabrication s'effectuait à partir du suif. Les fondoirs allaient travailler à plein. Leur activité était d'ailleurs favorisée par l'augmentation des abattages de gros bétail mais, malgré cette circonstance exceptionnelle, le suif a disparu sur le marché. Cette situation devait persister. Comme dans tous les pays industriels d'Europe, la production nationale de suif était insuffisante en Allemagne. Il a donc fallu revenir sur les augmentations des droits de douane et les importations ont repris ; elles sont maintenant aussi importantes qu'avant 1933.

Indices d'activité des fondoirs

Base 100 en 1928

1933	93,62		1935	117
1934	117		1936	101

La situation en réalité n'était pas aussi favorable en raison de l'augmentation sensible du nombre des fondoirs depuis 1928. Par ailleurs, aussi longtemps que les bouchers n'ont pas été étroitement contrôlés, une part importante du suif en branches était soustraite aux ramassages, fondue par les bouchers et livrée directement au consommateur. Cela réduisait d'autant les matières disponibles pour les fondoirs, or nous avons calculé la quantité de suif produit

d'après les abattages du bétail (36). On constate ainsi l'effet du massacre des bovins en 1934 et en 1935 ainsi que la conséquence de leur contingentement depuis 1936.

SECTION II

LES UTILISATEURS

Des dispositions très sérieuses avaient donc été prises pour assurer une répartition équitable des matières premières entre les producteurs mais de nouvelles difficultés allaient se présenter au deuxième stade de la production. Avec la réduction des quantités disponibles en matières grasses, les Unions de producteurs et les Trusts allaient réserver essentiellement leurs marchandises à l'approvisionnement de leurs margarineries, savonneries, etc. Cette conséquence de la nouvelle réglementation ne devait apparaître qu'à la longue. Dès le début de l'année 1934, les autorités se sont efforcées d'y porter remède en brisant le monopole de fait de certains producteurs.

Le principe du contingent a été généralisé à tous les stades de la production. A chaque exploitation il donnait droit aux matières premières correspondantes auprès du fournisseur habituel mais il impliquait en même temps l'obligation d'assurer, dans la même mesure, les livraisons à tous les anciens clients. On se représente l'énorme travail de contrôle, de coordination, exigé par un système aussi administratif, imposé à la même époque à toute l'Economie allemande. Une pareille organisation était devenue indispensable ; elle était d'ailleurs inévitable. Du jour où l'on s'était engagé dans la réglementation il fallait la conduire à l'extrême limite de ses conséquences et on doit reconnaître la conscience avec laquelle on a réalisé cette organisation en Allemagne, à la poursuite d'un idéal jamais atteint.

(36) Pour 1928 et 1933 la *Statistique du Reich* indique les quantités fabriquées.

Dans les Economies, dites libérales, les interventions des autorités se heurtent aux mêmes déboires mais l'inertie de l'Administration recule devant l'ampleur des nouveaux efforts à fournir, efforts pour lesquels les moyens financiers font d'ailleurs défaut. Par la faute de mesures insuffisantes que l'on n'est pas en état de compléter, on laisse alors tourner à vide l'engrenage déclenché ce qui épargne à l'économie les inconvénients d'un interventionisme renforcé.

En dehors des mesures générales que nous venons d'exposer et qui tendent à assurer l'approvisionnement équitable de toutes les exploitations, il nous faut maintenant étudier la réglementation propre à chaque branche d'industrie.

§ 1. — Margarinerie

On avait, en 1933, standardisé les qualités de margarine ramenées à quatre types. Chaque fabricant devait produire, obligatoirement, un pourcentage déterminé de chaque qualité en sorte que le prix moyen de vente, pour tous les producteurs, ressorte au même chiffre. C'était, pour le Trust, une compensation aux restrictions imposées par le contingent de la production à 50 % de celle de 1932. Comme en Huileries, les autorités s'étaient réservé un contingent supplémentaire de 10 % en faveur des petites entreprises.

Cette réglementation devait causer de graves perturbations dans les conditions d'exploitation. Certains margariniers étaient spécialisés dans la fabrication de marchandises de qualité, d'autres ne produisaient qu'une marque et devaient s'organiser pour en fabriquer quatre. Il fallait modifier les procédés de fabrication, les achats de matières premières. On avait prévu la possibilité de dérogations et la complexité des problèmes à résoudre n'aurait pas permis de les éviter. Ici encore il fallut recourir à des ententes entre fabricants. Par la suite, avec la constitution de l'officieuse Union des fabricants de margarine, on allait disposer de

l'organe indispensable pour régler les nombreuses questions de l'organisation de la production, et de la vente, ainsi que la répartition des contingents qui, bien entendu, constituaient un des buts essentiels de la réglementation.

Contingents et activité.

Les intérêts importants que le Trust Uni Lever s'était constitué en Raffineries lui assurait une production de margarine comparativement supérieure à celle de ses Huileries. Ne possédant malheureusement aucune précision sur le chiffre de cette production, nous admettrons qu'elle ne dépassait pas 75 % de la production allemande. Dans cette industrie également, le nombre des entreprises était en sensible augmentation, passant de 88 en 1928 à 152 en 1933. La production par ailleurs n'ayant progressé que de 15 % avec une augmentation de 40 % des effectifs ouvriers, il faut donc admettre que ce sont surtout les petites margarineries qui se sont multipliées. La lutte contre le Trust avait été sévère et, de ce fait, en 1932, toutes les exploitations allemandes n'utilisaient pas la totalité de leur capacité.

Avec la nouvelle législation le contingent réservé, de 10 %, allait constituer une masse de manœuvre affectée intégralement à l'industrie indépendante. Si nous calculons l'indice d'activité sur ces bases, nous admettrons, qu'en 1934, cette catégorie d'entreprises utilisait toutes ses possibilités et dépassait sensiblement sa production de 1932 (37). Comme la production de margarine augmentait très sérieusement en 1935, il est peu probable que ces exploitations aient été alors en mesure d'assurer toute la production correspondante. Nous avons donc admis que pour les usines indépendantes la situation a été stabilisée et que le solde du contingent non utilisé a été affecté au Trust (38).

(37) Voir tableau n° VI page 106, colonne III.

(38) Voir tableau n° VI, page 106, Uni Lever.

TABLEAU N° VI

MARGARINERIES INDICE D'ACTIVITÉ ET CONTINGENTS

Indice d'activité

	I Ensemble de la Margarinerie	II Ensemble de la Margarinerie	III Industrie indépendante seulement avec la totalité du contingent réservé
	Base 100 en 1928	Base 100 en 1932	Base 100 en 1932
1932	115,77	100	100
1933	81,77	70,62	110,62
1934	85,10	73,50	113,50
1935	97,30	83,86	123,86
1936	93,32	80,60	120,60

Récapitulation

	Groupe Indépendant		Trust Uni Lever	
	Indice d'activité	Contingent	Indice d'activité avec le solde des 10 % non utilisés	Contingent
1932	100	25 %	100	75 %
1933	110,62	39,10	57,29	60,90
1934	113,50	38,60	52,47	61,40
1935	113,50	33,80	73,99	67,20
1936	113,50	35,20	69,64	64,80

Après une période de froid, les rapports s'étaient très sensiblement améliorés entre les autorités et le Trust. Ce dernier, dès les débuts du nouveau régime, avait multiplié les preuves de docilité et il importait d'encourager une bonne volonté aussi évidente. L'augmentation du contingent de margarine était une mesure judicieuse mais cette faveur apparente assurait en même temps à l'Administration un nouveau moyen de pression particulièrement efficace. Cette évolution dans la politique envers le Trust est

indéniable, elle s'observe très nettement dans les milieux professionnels allemands et correspond même à une collaboration active sur le plan international.

Dans notre tableau nous avons fait figurer également l'indice d'activité pour l'ensemble de l'industrie. On observe que la fabrication est restée toujours très supérieure aux 60 % de la production de 1932 primitivement envisagée comme base. En 1933 aussitôt les stocks de beurre épuisés, après quelques mois seulement du nouveau régime, on s'est décidé à accorder des contingents supplémentaires de fabrication et ils sont devenus de règle. Fin 1934 les autorités se sont rendues compte que le rôle de cette industrie avait été méconnu ; ses écarts antérieurs ne diminuaient pas sa fonction économique. La fabrication marque alors une nouvelle et sensible augmentation qui correspondait, nous l'avons vu, à la nouvelle politique de collaboration avec le Trust Uni Lever. Mais, avant d'en arriver là, on avait passé par le programme du Plan de Graisses et essayé tous les déboires de la fabrication du saindoux neutre.

Saindoux neutre.

Le Plan de Graisses envisageait des incorporations à la margarine de beurre ou de graisses animales nationales. Cette politique s'inspirait de l'exemple de la Hollande imitée en Europe Centrale, en Italie et dont on retrouve la trace en France... dans notre législation. L'industrie allemande était hostile aux mélanges avec le beurre et, comme la situation technique de ce marché ne nécessitait plus de nouveaux débouchés, bien au contraire, qu'une intervention s'imposait par contre en faveur du marché de la viande, on s'est arrêté en Allemagne à la fabrication du saindoux neutre.

Neutre signifie exempt de goût et d'acidité et ce saindoux constitue, pour la margarine, une matière première appréciée. Elle était préparée jusque-là dans les pays d'élevage d'Outre-mer (Etats-Unis, Argentine). En Allemagne,

les procédés de fabrication se ramènent à trois types distincts comportant l'emploi 1° de vapeur comprimée, 2° d'eau chaude entre 45 et 50°, 3° d'un solvant, l'essence de pétrole. La qualité du saindoux, quel que soit le procédé de fabrication adopté, est fonction de la température d'extraction qui doit rester aussi basse que possible. On peut réaliser des installations relativement simples mais elles doivent être créées à proximité des abattoirs afin de permettre le traitement immédiat des bêtes. Aussitôt abattu, le porc gras (300 kos) vidé, découpé aussi finement que possible, est soumis au travail d'extraction, et l'on obtient le saindoux neutre ainsi qu'un résidu qui, réduit en farine, constitue un excellent fourrage.

Le prix de revient de cette fabrication est extrêmement élevé et elle n'a été rendue possible, en Allemagne, que grâce à des subventions importantes de l'ordre de 1,74 R. M. au kilo de saindoux ce qui, en moins d'un an, a nécessité une dépense de 77 millions R. M. L'élevage allemand devait donc seul profiter de ce débouché et il importait d'empêcher la fraude consistant à introduire dans les usines d'extraction des pores importés de l'Etranger. Pour faciliter ce contrôle on allait limiter le nombre des installations. D'autre part, l'incorporation faisant bénéficier les margariniers d'un contingent de fabrication supplémentaire, il fallait distribuer les autorisations de construire les installations d'extraction en sorte que l'approvisionnement de toute l'industrie fût librement assuré. Sur 20 concessions au début, 6 furent attribuées à des huileries indépendantes. Uni Lever construisit, près de Berlin, une véritable usine et les autres installations furent réalisées pour le compte d'abattoirs et de corporations de bouchers. Tous les intérêts étaient donc respectés.

La fabrication débutait, en novembre 1933, avec un pourcentage d'incorporation de 5 % qui augmentait d'autant la fabrication de la margarine et cela avec une exemption de la taxe sur les graisses correspondant à tout le saindoux mélangé. Cela représentait une nouvelle subvention de 22 millions de R. M. Le contingent, dès lors, allait

suivre les besoins du marché du saindoux ; il s'augmentait de tout le pourcentage d'incorporation et devait atteindre son chiffre maximum en juin et juillet 1934 avec 15 %. Mais cette politique était condamnée, nous l'avons vu ; les nouvelles installations allaient fermer en novembre 1934 après un an à peine d'activité.

Politique actuelle.

Le principe reste acquis de donner plus d'importance à l'industrie de la margarine. La production agricole reste au premier plan mais, dans sa situation assujettie, l'industrie de la margarine est délivrée de ses entraves les plus rigoureuses. Si la production des corps gras nationaux, beurre, saindoux, devait marquer de nouveaux progrès, jusqu'à nécessiter une réduction de la production de matières grasses, il faudrait réduire les débouchés de la margarine. Nous en sommes encore loin !

Dans la mesure où elles sont appropriées à la consommation directe, les graisses animales perdent de plus en plus leur emploi en margarinerie. Cette industrie, par contre, doit être en mesure d'absorber celles des matières nationales, non comestibles sous leur forme naturelle, déchets de laiterie et de fromagerie, petit lait, etc. Il y a ici, bien que dans une mesure beaucoup plus faible, une évolution comparable à celle que nous avons signalée pour la fromagerie. Malheureusement la qualité de la margarine s'en ressent.

§ 2. — Savonnerie

Dans cette industrie une profonde évolution, conséquence d'une modification des habitudes du consommateur, était en cours. Les *savons en poudre*, d'un usage restreint en 1928 (18.000 tonnes) sont de plus en plus recherchés (en 1933 la production était de 263.000 tonnes) tandis que le savon de ménage (Kernseife) voit ses débouchés considérablement amputés, de 276.000 tonnes en 1928 à 110.000

tonnes en 1933. Nous retrouvons ici une évolution qui s'observe pareillement dans la plupart des pays où le Trust Uni Lever exerce son activité. Par souci du moindre effort et sans se préoccuper du prix d'achat, le consommateur recherche ces nouveaux articles de nettoyage présentés par une publicité ingénieuse et adaptés aux goûts de la clientèle. Le bon savon de ménage a des avantages reconnus sur le savon en poudre ; n'importe il faut être de son époque !

Comme partout ailleurs, les fabricants allemands se sont efforcés de suivre le Trust sur son propre terrain. Les marques de savons en poudre se sont multipliées. De 625 en 1928, les savonneries sont passées à 782 en 1933. Une compétition particulièrement acharnée s'est développée. Bon nombre d'entreprises se sentirent menacées et la chute des prix n'en a été que plus accélérée. Le Trust n'en a pas moins poursuivi son avance, éliminant ses principaux concurrents.

Quelle est actuellement l'importance respective du Trust et de l'industrie indépendante ? Il nous est impossible d'avancer un chiffre. Les évaluations se heurtent d'ailleurs au fait que les liens entre les principaux producteurs sont soigneusement camouflés. On peut admettre en tous les cas que la part du Trust est encore plus élevée qu'en Huilerie ou en Margarinerie. Par sa filiale, la Sunlight A. G. Berlin, il contrôle non seulement une importante fabrication de savon de ménage et savon de toilette mais les marques de savon en poudre de son autre filiale, la Société Henckel et Cie de Dusseldorf, sont de très loin les premiers bénéficiaires de la vogue en faveur de ces nouveaux articles de nettoyage.

Contingents.

La Législation de 1933 conférait bien aux autorités des pouvoirs généraux de réglementation mais elle ne prévoyait, pour la Savonnerie, aucune mesure particulière comparable à celles qui furent prises à l'égard de l'Huilerie

ou de la Margarinerie. Dans les débuts d'ailleurs, il semblait suffisant de mettre fin à la lutte des prix qui sévissait sur le marché des savons ; on allait s'efforcer d'y parvenir par la constitution de l'Union de la Savonnerie.

Les difficultés rencontrées dans la réalisation de cette entente (39) provenaient d'ailleurs du peu d'enthousiasme, montré par les petits fabricants, à se laisser embrigader dans une organisation qui, en uniformisant les prix, allait favoriser le Trust dont les produits bénéficiaient d'une demande beaucoup plus générale. On devait tourner la difficulté en laissant, au début, les produits de marque et les savons en poudre par conséquent, en dehors du domaine de l'Entente.

En matière d'approvisionnement, avant la constitution de l'Office des Matières grasses industrielles, le Trust ainsi que les savonneries reliées à des Huileries, allaient profiter de la période de bouleversement jusqu'au moment où, dans le cours du deuxième semestre seulement de l'année 1934, les contingents de production aient permis d'avantager les producteurs indépendants, d'après le principe déjà appliqué en Huileries et en Margarineries. A vrai dire la savonnerie ne souffrait plus d'un manque de débouchés, bien au contraire, mais les matières premières dont elle allait pouvoir disposer allaient lui être de plus en plus mesurées et cela afin d'assurer, par préférence et dans la mesure du possible, les débouchés en matières grasses comestibles. La production en savonnerie allait de la sorte être maintenue au-dessous des besoins, et cette circonstance, beaucoup plus qu'une correction des contingents, devait, en assurant un débouché intégral aux concurrents du Trust, améliorer leur situation. Par ailleurs, la période de restriction que traverse l'Allemagne, rendant toute publicité superflue, c'est dans ce domaine qu'Uni Lever devait trouver une large compensation à la réduction de son activité.

(39) Voir le chapitre sur les Ententes, page 81.

Nouvelles réglementations techniques.

A la diminution de production en savonnerie correspondait, au contraire, une augmentation incessante de la demande provoquée par l'amélioration générale de l'Economie allemande. Pour combler cet écart grandissant, dès l'année 1934, il fallut recourir à des mesures héroïques !

Pour le savon de ménage, l'équivalent de notre savon de Marseille, le pourcentage en acides gras est abaissé par mesure réglementaire de 65 à 50/52 %. Le gain ne représentait guère plus de 6 % de la production totale de savon. Pour la fabrication des savons mous, les allongements deviennent obligatoires et le pourcentage ne devra pas dépasser 28/30 % d'acides gras, soit un nouveau gain de 2 % environ.

Une pressante nécessité avait obligé de prendre ces mesures précipitamment mais la population avait encore présente à l'esprit l'infecte savon de la période de guerre. Il fallait éviter de fâcheux rapprochements et, par une réglementation plus sérieuse, empêcher une baisse de qualité. Pour les savons allongés la charge devait consister en produits actifs, d'un pouvoir détergent reconnu, l'incorporation de matières inertes, alimentaires, ou de fourrages étant sévèrement interdite. On eut recours, principalement au début, au silicate de soude, aux sels alcalins, et même au sucre dans une proportion de 1 % au maximum, jusqu'au jour où l'industrie chimique allemande eût réalisé de nouveaux produits cellulosiques, Tylose, Sape 25, etc., qui, de l'avis des savonniers allemands, confèrent une réelle qualité au savon, tout en permettant d'en abaisser sensiblement le prix de revient. Pour les savons mous, l'allongement avec de la fécule de pommes de terre constituait, en tous cas, une baisse de qualité.

On est à l'affût de toutes les économies possibles en matières grasses ; la préparation des savons à froid est donc interdite. D'autre part les fabrications de guerre nécessitant des quantités toujours plus considérables de glycérine, il fallut imposer dans la préparation des savons mous,

liquides, mi-cuits, l'utilisation d'acides gras seulement, c'est-à-dire de matières grasses déglycérinées. Cette prescription qui ne témoignait que d'un souci d'économie qui pouvait se justifier, touchait les petits savonniers qui, ne disposant pas d'installations de déglycérination (fort coûteuses) étaient mis dans l'obligation de faire travailler leurs matières grasses à façon pour se procurer les acides gras nécessaires.

Ces multiples prescriptions, s'ajoutant aux difficultés d'approvisionnement, nécessitaient une mise au point incessante, de nouveaux procédés de fabrication qui allaient singulièrement compliquer la tâche de la petite savonnerie, mal préparée à pareil travail d'adaptation. Pour la fabrication des savons fins, l'emploi de graisses animales durcies, au lieu de suif, allait causer par ailleurs de sérieux déboires. Malgré tous ces expédients, la fabrication restant encore inférieure aux besoins, de nouvelles sources de matières premières devenaient indispensables.

Les succédanés.

La fabrication synthétique de nouvelles matières premières est à l'ordre du jour, dans tous les domaines, depuis le Plan de Quatre Ans. Pour les matières grasses, déjà avant la guerre, des recherches avaient été entreprises et en 1928 l'I. G. Farbenindustrie avait mis au point un procédé de fabrication des acides gras par oxydation de la paraffine. De nouvelles recherches entreprises sous la direction de l'Ingénieur W. Keppler devaient perfectionner cette découverte par l'adjonction de catalyseurs appropriés qui allaient permettre de réaliser une fabrication industrielle. En même temps que l'essence synthétique, on obtient, en partant de la houille (ou des lignites), de la paraffine transformée ensuite en acides gras qui vont servir à la fabrication du savon.

Pour l'exploitation du nouveau brevet l'I. G. Farbenindustrie et le Trust Uni Lever (par l'intermédiaire de sa subsidiaire la Société Henckel et Cie) s'associaient pour

constituer en février 1936, à Witten dans la Rhur, la Société des Acides gras allemands (*die Deutsche Fettsäurewerke G. M. B. H.*). Pour 1938 il est prévu une production de 20.000 tonnes d'acides gras que l'on espère porter par la suite à 60.000 tonnes. On nous assure par ailleurs, que le savon préparé avec ces acides gras « *Le Savon allemand* » ne serait pas d'un prix de revient plus élevé que le savon ordinaire (40).

Activité de la savonnerie.

Tenant compte des matières premières disponibles pour la Savonnerie et des nouvelles mesures techniques, nous avons chiffré l'indice d'activité de l'industrie.

	Indices avec les seules Matières premières	Indices avec l'effet des nouvelles mesures techniques
Base 100 en 1933		
1934	99,7	107,6
1935	92,2	99,5
1936	119,5	127,2
Evaluations 1937	110	117,5
» 1938	118	133 (avec le Savon allemand)

L'effet des nouvelles dispositions est donc assez modeste. Dès 1934 les contingents annuels se trouvaient épuisés au début de décembre. La situation devait empirer en 1935 au point que, l'année suivante, on dû permettre

(40) Cet accord avec l'I. G. Farbenindustrie était signalé en 1936 à l'Assemblée Générale de la Société Anglaise Levers Brothers (une des Holdings du Trust) et, si l'exploitation du nouveau brevet était réservée pour l'Allemagne (dans les conditions exposées ci-dessus) Le Trust en avait acquis les droits d'exploitation pour tous les autres pays. C'est avec satisfaction que les actionnaires anglais ont dû recevoir cette assurance que la nouvelle invention ne pourrait en aucun cas être exploitée par des concurrents. On reconnaît bien ici les procédés habituels des Trusts, et il est vraisemblable qu'en dehors de l'Allemagne, la nouvelle invention ne trouvera pas d'application.

un approvisionnement plus important mais cet effort ne pouvait être maintenu bien longtemps. En 1938 les premiers effets des fabrications synthétiques vont se faire sentir bien que le « Savon allemand » ne puisse encore servir qu'à des besoins industriels. Grâce aux perfectionnements, à l'étude, l'amélioration sera certaine.

§ 3. — Les industries du lin

En 1933 les grands travaux et les constructions de maisons d'habitation avaient provoqué une vive demande en huile de lin. Les stocks disponibles épuisés, la pénurie des approvisionnements s'est fait sentir très rapidement. Jusqu'à l'apparition des contingents en 1934, le marché allait être caractérisé par une situation identique à celle du savon mais les contingents devaient être encore plus étroits : 40 à 30 % seulement des quantités de base.

Avec la fin de l'année 1934 les transformateurs étaient contraints de ramener leurs stocks à un mois de besoin. La mesure affectait particulièrement toutes ces industries pour lesquelles les nécessités techniques de clarification, de vieillissement, nécessitaient jusqu'à plus de 6 mois de stockage. De nouveaux procédés de fabrication allaient devenir nécessaires. Comme en savonnerie par ailleurs, en octobre 1934, des mesures encore plus énergiques devaient être imposées.

Dans la fabrication des mastics pour fenêtres les huiles minérales remplaceront l'huile de lin, pour 30 %. De plus les mastics pour usages extérieurs (toitures, etc.) ne contiendront plus du tout d'huile de lin, ils seront préparés à l'asphalte ou au goudron, à l'exclusion d'huiles animales ou végétales.

Les peintures à l'huile de lin ne seront tolérées que pour les travaux d'intérieur, les couches de fonds et les peintures sur métal. Pour économiser les métaux non ferreux, les nickelages sont interdits, ils seront remplacés par des peintures à l'aluminium. On développe l'utilisation des vernis cellulodiques qui ne nécessitent pas d'huile de lin

mais exigent un matériel approprié parfois coûteux (peinture par projection). Dans l'industrie des vernis celluloseux, par ailleurs, afin de limiter la concurrence il est interdit, depuis 1934, de développer les installations.

Toutes ces mesures allaient bouleverser la pratique de nombreux métiers, exiger un travail considérable d'adaptation, particulièrement délicat pour la plupart des petits entrepreneurs, dont la routine constitue la seule technique. Pour les Offices, le contingentement des usages en huile de lin soulevait de nombreuses difficultés en raison de l'irrégularité de la demande. On avait pris l'année 1934 comme base pour la répartition des contingents. Mais l'animation dans le bâtiment provoquait à l'époque une vive demande pour les peintures alors que les besoins de l'industrie de transformation (verniss, laques, linoléums, etc.) n'avaient pas encore augmenté dans la même mesure. L'année suivante la situation étant inversée, les uns avaient de l'huile en excès alors qu'elle manquait à d'autres.

La situation faisait apparaître l'inconvénient capital d'une réglementation aussi administrative, incapable de s'adapter automatiquement à une situation très changeante. Les groupements professionnels s'organisaient bien mais l'arbitrage constant des organes d'Etat demeurait nécessaire pour empêcher les déplacements de clientèle, assurer une péréquation des stocks disponibles chez les consommateurs eux-mêmes.

CHAPITRE IV

PRIX DE REVIENT

Avant de reprendre séparément l'étude des matières premières et celle de chaque production industrielle, nous allons, pour débiter, faire ressortir l'influence du prix de vente des tourteaux, dans les prix de revient des huiles.

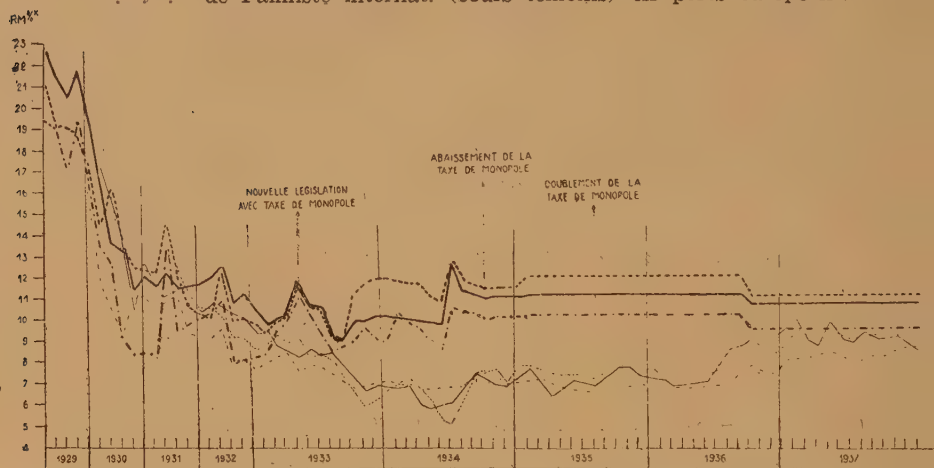
Les tourteaux.

La nouvelle législation augmentait en 1933 les prix de vente des tourteaux d'une taxe de Monopole dont le montant allait se trouver fréquemment modifié. Dans notre exposé nous allons étudier les *prix nets* (taxe déduite) par opposition aux *prix de gros*.

La baisse des prix se poursuivait sur le marché mondial mais, ni aussi profonde, ni surtout aussi générale que sur le marché allemand où la demande avait été orientée arbitrairement sur les céréales. A l'automne 1933 seulement, les prix allemands se désolidarisaient de la dépression internationale persistante et se redressaient rapidement, celui du soya excepté. Ce dernier, en dépit des ententes conclues à cette époque entre les huileries allemandes et malgré les restrictions volontaires de production, ne parvint pas à se redresser. L'été 1934 allait provoquer une envolée générale de *tous les cours* en raison de la mauvaise situation fourragère. Les autorités allaient intervenir et imposer des prix fixes mais, comme la récolte était mauvaise et qu'il ne pouvait plus être question de décourager la consommation des tourteaux, la taxe de monopole était réduite de moitié ce qui abaissait les prix de gros sans que les prix nets en fussent modifiés.

GRAPHIQUE N° VII PRIX DES TOURTEAUX

- d'arachides, allemand prix net départ usine.
- d'arachides, international (cours témoins) cif ports européens
- - - de Coprah allemand prix net départ usine.
- ... de Coprah, international (cours témoins) cif ports européens
- - - de Palmiste allemand prix net départ usine.
- ... de Palmiste internat. (cours témoins) cif ports européens.



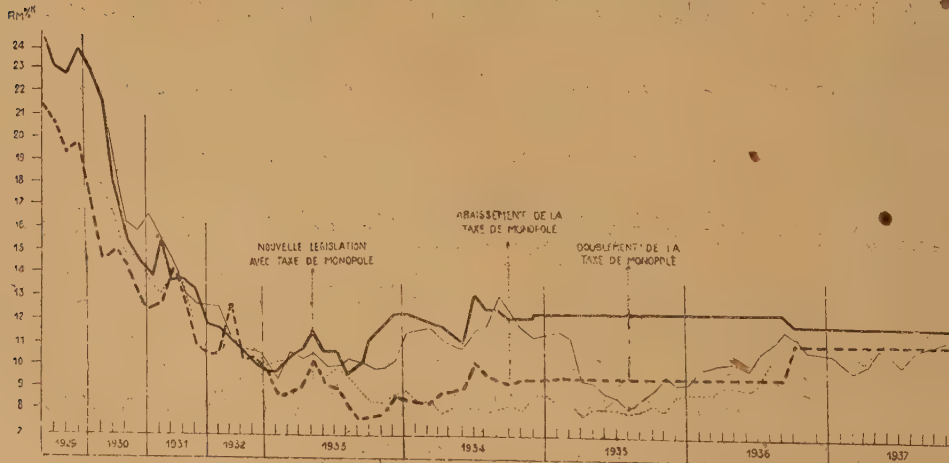
GRAPHIQUE N° VIII PRIX DES TOURTEAUX

de Lin

- allemand prix net départ usine.
- international (cours témoins) cif ports européens.

de Soya

- - - allemand prix net départ usine.
- ... international (cours témoins) cif ports européens.



Pour le coprah, l'arachide et le palmiste, les prix nets des tourteaux allemands avaient atteint un niveau sensiblement supérieur à la parité mondiale (41) dès le mois de juillet 1933. Cette marge de prix *améliorait, dans la même mesure, les prix de revient des huiles allemandes correspondantes* et cet avantage devait se maintenir jusqu'à fin 1936 où une évolution en sens contraire s'amorçait (relèvement des cours mondiaux et abaissement des prix nets). Les marges de prix en étaient réduites; on revenait à la situation d'avant 1933. Les huileries allemandes perdaient le bénéfice d'un prix de vente plus avantageux.

L'évolution pour le lin a été la même sauf pendant le deuxième semestre 1934 où le prix allemand s'est trouvé rattrapé par la hausse mondiale qui a nécessité, à l'époque, une entente des huileries allemandes. Le soya ne devait bénéficier d'un avantage de cette nature que fortuitement (mai 1936) et dans une mesure beaucoup plus restreinte.

Nous retiendrons que l'évolution particulière au marché allemand devait assurer aux tourteaux, jusqu'en 1936 une valeur sensiblement supérieure à celle des marchés internationaux ce qui améliorait les prix de revient des huiles allemandes. Pour les tourteaux provenant de graines oléagineuses récoltées en Allemagne, ce bénéfice était augmenté de tout le montant de la taxe de monopole et, si ce régime de faveur ne devait se maintenir que jusqu'à fin 1935, il n'en avait pas moins assuré, aux petites et moyennes huileries indépendantes (catégories II, III et IV) un bénéfice supplémentaire de 3 millions de R. M. en deux ans.

Pour l'établissement de nos graphiques nous avons adopté, comme base internationale de comparaison, la parité cif port européen des tourteaux exotiques d'Outre Mer de préférence à celle des huileries européennes. On peut reprocher à notre méthode de s'appuyer sur des cours justement affectés par la disparition de l'Allemagne comme

(41) Voir graphiques page 118 établis d'après les statistiques de la Maison Franck Fehr et Cie de Londres.

gros acheteur de tourteaux exotiques, cependant le facteur allemand est *resté sans influence sensible*. En effet en 1933, les importations allemandes étant supérieures à leur moyenne annuelle antérieure, les cours témpins ont continué à s'abaisser, pour se stabiliser au cours des années suivantes et se redresser même, alors que justement les importations allemandes étaient et sont restées des plus réduites. Nos cours témoins ont donc bien leur évolution propre. Nous admettrons toutefois que leur redressement eut été sans doute plus rapide si l'Allemagne était restée gros consommateur de tourteaux.

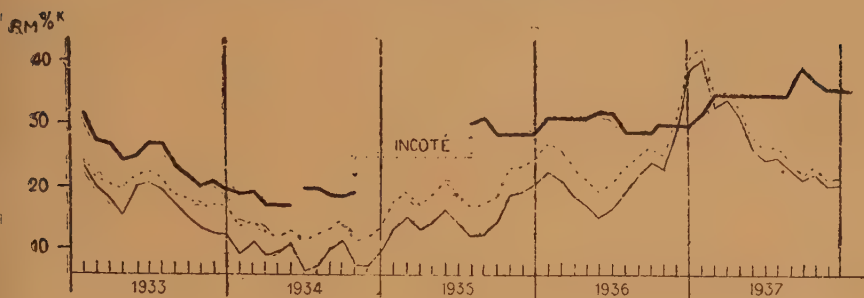
§ 1. — Les huiles de graines

Nous avons montré qu'à partir de 1934, à des conditions de production différentes devaient correspondre des prix de revient particuliers à chacune des cinq catégories d'huileries allemandes. Cette diversité s'imposait d'ailleurs. Du jour où les prix de vente étaient uniformisés pour toute l'Allemagne, il fallait bien permettre aux petites exploitations de compenser leurs frais de fabrication plus élevés. Par ailleurs les prix de vente étaient également adaptés à la situation géographique différente de chaque huilerie. La base s'établissait départ Harburg-Wilhelmsburg avec de légers suppléments destinés à compenser la différence des frais de transport des graines du port d'importation jusqu'à l'huilerie.

GRAPHIQUE N° IX

HUILE DE PALMISTE

— Brute départ Hambourg. Prix de gros.
 — Prix de revient base tourteau allemand.
 Prix de revient base tourteau international.



En conséquence on peut admettre des frais de fabrication et des frais généraux comparables pour l'ensemble de l'industrie allemande. Mais l'importance de ces deux éléments nous échappe, bien entendu (42). Il nous faut néanmoins nous efforcer d'étudier l'évolution générale du prix de revient.

Si nous retenons, d'une part, le prix d'achat mondial des graines oléagineuses, d'autre part le prix de vente net des tourteaux en Allemagne, nous pouvons calculer, pour toutes les huiles végétales, un prix de revient mensuel dont nous allons dresser la courbe et que nous allons comparer à celle des prix de gros des huiles départ usine (43). Cette méthode d'investigation, très approchée, doit nous permettre de tirer quelques conclusions si nous prenons le soin de faire remonter la comparaison aussi loin que possible avant l'année 1933.

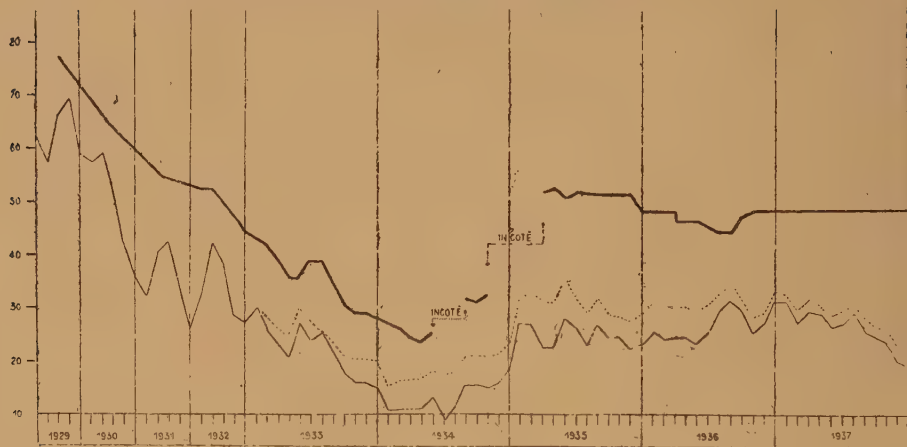
(42) Au Congrès annuel des fabricants d'huiles de graines, chaque pays présente bien un rapport indiquant entre autres les frais de fabrication. Pour des motifs que tout le monde saisira, ces chiffres sont si éloignés de la vérité, qu'il est préférable de ne pas en faire usage.

(43) Voir graphiques nos 9 à 13, pages 121 à 123. Statistique de la Maison Franck Fehr et Cie de Londres.

GRAPHIQUE N° X

HUILE D'ARACHIDE

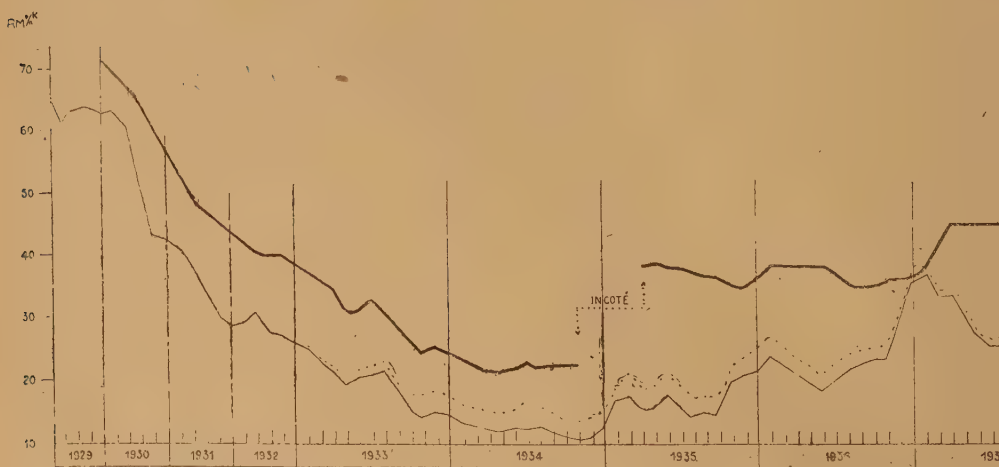
- Raffinée départ Harbourg. Prix de gros.
- Prix de revient base tourteau allemand.
- Prix de revient base tourteau international.



GRAPHIQUE N° XI

HUILE DE COPRAH

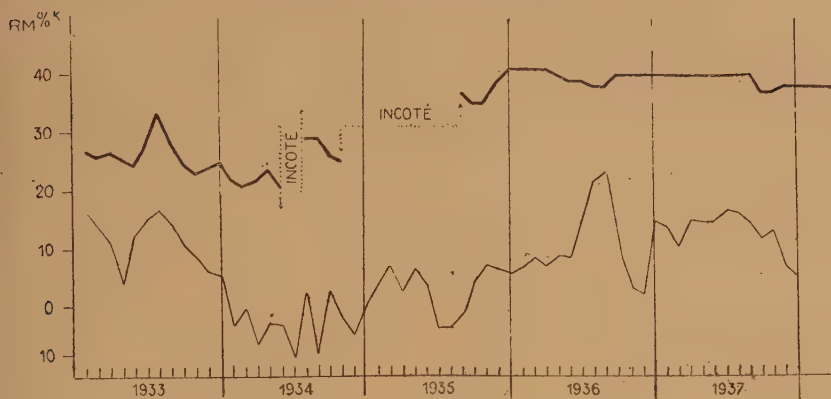
- Brute départ Harbourg. Prix de gros.
- Prix de revient base tourteau allemand.
- Prix de revient base tourteau international.



GRAPHIQUE N° XII

HUILE DE SOYA

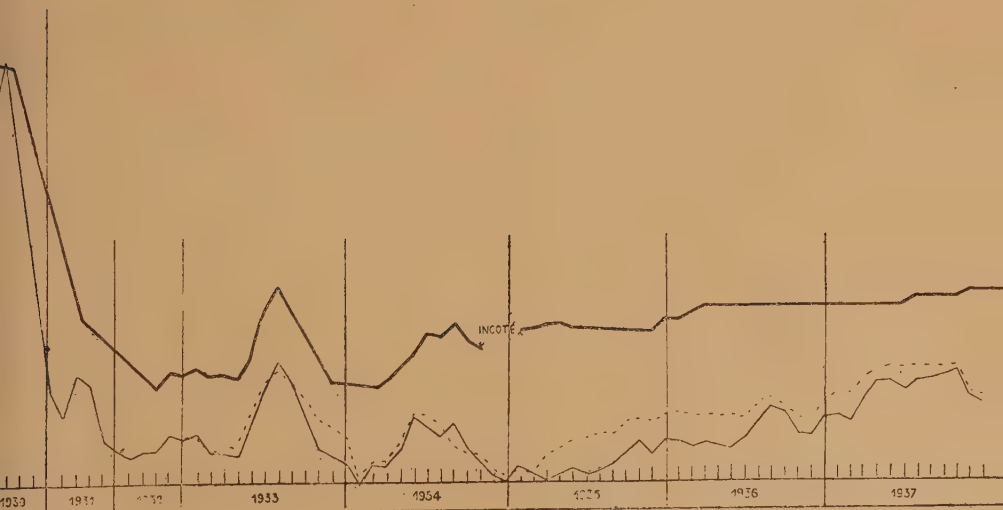
- Brute départ Hambourg. Prix de gros.
— Prix de revient base tourteau allemand.



GRAPHIQUE N° XIII

HUILE DE LIN

- Brute départ Harbourg. Prix de gros.
— Prix de revient base tourteau allemand.
..... Prix de revient base tourteau international.



A. — INCIDENCE DES TOURTEAUX

Pour faire ressortir le bénéfice supplémentaire retiré par l'huilerie allemande de sa base nationale de vente en tourteaux, nous avons fait figurer une deuxième courbe de prix de revient, établie avec les mêmes prix d'achat de graines mais en prenant pour les tourteaux les cours cif ports européens des tourteaux exotiques (ce sont nos cours témoins du paragraphe tourteaux ci-dessus). L'amélioration sensible des prix de revient qui apparaît ainsi, restera somme toute d'une portée purement nationale aussi longtemps que les exportations d'huiles végétales n'auront pas repris. Dans un avenir peut-être prochain, il y aura là des éléments pour un dumping d'un nouveau genre favorisant le caractère exportateur de l'huilerie allemande quelque peu estompé depuis quelques années. Sans même toucher aux prix de ventes intérieurs des tourteaux (prix de gros), il suffira de réduire la taxe de monopole ce qui élèvera, du même coup, les prix nets. Depuis que le montant de cette taxe n'est plus communiqué par la presse, le procédé est devenu d'une discrétion remarquable ; tout porte même à croire qu'il s'applique déjà dans la mesure restreinte où l'exportation allemande subsiste encore.

B. — INCIDENCE DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Jusqu'à fin 1933, pour toutes les huiles, les écarts entre la courbe du prix de revient allemand et celle du prix de gros (huile) restent sensiblement constants (44) mais, dès le début de l'année 1934, ils se tendent sous la poussée de la baisse d'activité qui gonfle les prix de revient. Le Contrôle des Prix intervient à partir du mois de mai, pratiquement il n'y a plus de cours, ou bien ils sont purement nominaux. Il faut même contraindre les huileries à procéder à des répartitions. En 1935 seulement, les vendeurs reviennent sur le marché et, après une solution de conti-

(44) Voir graphiques nos 9 à 13, pages 121 à 123.

nuité plus ou moins prolongée suivant les huiles, les cotations reprennent mais à un niveau bien supérieur. La cassure est très nette et *la marge avec le prix de revient est à peu près doublée*. Or nous nous trouvons à l'époque où le commissaire aux prix, le bourgmestre Goerdeler, exerçait encore sa dictature avant sa disgrâce prématurée. Déjà il ne faisait plus bon de plaisanter sur ce chapitre des prix de revient. Les organes de contrôle avaient donc admis le principe d'une compensation à la baisse d'activité des entreprises. En effet il fallait permettre à toutes les huileries de vivre ; on avait bien assuré aux petites exploitations une activité amplement satisfaisante mais les grandes usines (catégorie I) et le Trust en particulier, travaillaient dans des conditions particulièrement défavorables (à 50 % de sa capacité seulement pour le Trust).

On pourrait voir dans les mesures prises de la sorte en faveur des huileries allemandes, le contre-pied de la politique suivie en général envers l'industrie allemande et que nous avons relatée dans la Première Partie de notre étude. Il n'en est rien et si les organes de contrôle tiennent la main à ce que toute augmentation d'activité se traduise par une réduction des prix de vente, c'est par application du même principe que des marges plus importantes correspondent, (tel est le cas de l'huilerie) à une activité plus réduite. Le système est donc parfaitement cohérent mais nous imaginons alors jusqu'où doit être poussée l'ingérence des organes corporatifs dont le contrôle doit permettre de déceler les moindres variations des éléments du prix de revient, dans un sens comme dans un autre. La rançon d'une organisation étatique aussi consciencieuse est malheureusement une fonctionnarisation à outrance.

Les prix de vente vont donc traduire maintenant, à côté du facteur matière première, l'incidence du degré d'activité. Dans une économie libérale où tous ces éléments interviennent automatiquement, notre assertion constituerait un truisme. En Allemagne pour en arriver là, il a fallu reconstituer en quelque sorte et par étapes, ce principe économique élémentaire dont l'application correcte et inté-

grale était subordonnée à l'organisation préalable du contrôle à tous les degrés. Malheureusement ce régime artificiel se révèle inférieur et il n'a pas la spontanéité des lois économiques. Après la période d'organisation indispensable, son influence ne se fait sentir qu'en 1935 pour la première fois et, depuis la compression des marges, s'inscrit en retard sur la reprise d'activité.

C. — LE COMPTOIR D'ACHAT

Il est vrai qu'un nouveau facteur intervient maintenant dans l'allure générale des prix de vente. Les fortes amplitudes des cours de la matière première (prix de revient) sont entièrement amorties et les courbes de prix sont plus aplaties qu'autrefois. Elles participent du caractère de toutes les courbes de prix en Allemagne et tendent vers l'horizontalité. Sans doute les prix ne sont plus libres mais comment est-on parvenu à ce résultat ? C'est la nouvelle politique d'achat qui traduit maintenant ses heureux effets : Le Comptoir d'Achat (Société des Matières Premières de l'Huilerie) traite tous les achats extérieurs : à chaque huilerie il affecte les matières premières qui lui reviennent dans la mesure de son contingent et les décomptes *s'effectuent à un prix moyen* ce qui permet d'assurer l'égalité de traitement à tous les producteurs. Nous n'insisterons pas sur les avantages que présente la méthode du point de vue des achats, de la rationalisation dans l'organisation des approvisionnements. Peut-être même que certains exploitants bénéficient de la sorte de quelques privilèges destinés à compenser une situation géographique défavorable ; pour les petites huileries il y a incontestablement un bénéfice certain, en dehors même de cette éventualité. Mais le Bureau Central suit sa propre politique et si, dans les débuts, il s'est constitué des réserves qui semblent ressortir à l'examen des courbes de prix de vente, il est maintenant en mesure de maintenir une parfaite stabilité des prix. C'est un avantage considérable de la nouvelle organisation ;

il faut en convenir, il y a là incontestablement œuvre constructive.

Si nous reprenons l'examen des graphiques (n^{os} IX à XIII) nous remarquons que depuis l'année 1937, la baisse mondiale pour les graines oléagineuses se traduit par un fléchissement des prix de revient allemands, alors que les prix de vente n'en restent pas moins à leur niveau antérieur. C'est que le Comptoir d'Achat conserve pour lui toute la nouvelle marge de prix, se bornant à assurer aux Huileries un prix de revient constant. Les réserves ainsi constituées sont destinées à niveler les futures variations des prix mondiaux.

Nous avons montré pour les importations agricoles, comment sont établies les taxes de compensation, comment elles font disparaître les bénéfices des importateurs et comment elles assurent la stabilité des prix intérieurs. Pour les graines oléagineuses il n'avait pas été possible d'appliquer ce système et ces matières premières entraient en franchise. C'est le Comptoir d'Achat qui se trouve chargé aujourd'hui, par délégation des Offices, de suppléer à cette absence des taxes de compensation. Comme pour l'Agriculture, la même logique impeccable préside à l'application de la doctrine économique du National Socialisme à l'Industrie et la stabilité des prix entraîne son corollaire habituel, la réduction des marges des transformateurs. Dans le cas de l'Huilerie l'initiative privée seconde d'ailleurs la tendance des autorités.

Dans l'ajustement des prix de vente aux conditions de la production on a tenu compte en effet de la situation des producteurs les plus défavorisés ; en l'espèce c'était le Trust. On lui a assuré des conditions d'exploitation acceptables et du même coup, l'industrie indépendante qui travaillait dans des conditions sensiblement plus favorables, s'assure le bénéfice d'une rente supplémentaire. Maintenant que le Trust s'engage dans un programme d'outillage et de rationalisation, il va abaisser son propre prix de revient ce qui entraînera une réduction des prix de vente jusqu'à la limite des prix de revient de la catégorie d'hui-

leries allemandes les moins favorisées (catégorie I). Ces exploitations à leur tour seront conduites à abaisser leur prix de revient. De proche en proche l'évolution atteindra les catégories d'huileries les plus favorisées actuellement (catégorie III et IV) qui joueront alors à nouveau le rôle de producteurs marginaux. Encore une fois les conditions de la production, telles qu'elles se déterminent en un régime d'économie libérale, tendent à se reconstituer.

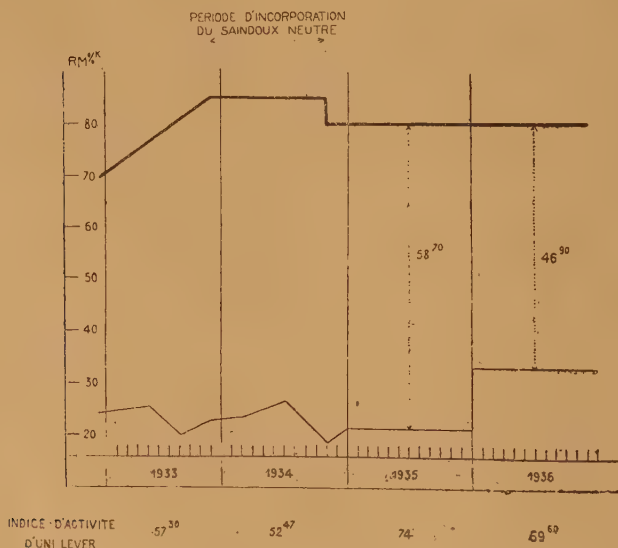
§ 2. — La margarine

Pour exposer toutes les conséquences de la nouvelle politique, particulièrement en matières de prix de revient, toute une étude serait nécessaire. Nous nous limiterons donc aux explications essentielles.

GRAPHIQUE N° XIV

MARGARINE

- Prix moyen de vente franco station destinataire.
 — Prix de revient de la matière première.



Les qualités de margarine ayant été standardisées dès novembre 1933 et ramenées à quatre (trois seulement par la suite) et les fabricants devant tous produire un pourcentage identique de chaque qualité, nous allons pouvoir raisonner sur le prix moyen de vente. Nous avons alors ramené ce prix moyen à la base, taxe de Graisses déduite, franco station destinataire ce qui représente le prix d'achat par le commerce de détail.

A. — LE SAINDOUX NEUTRE

Le graphique que nous avons établi (45) fait ressortir une majoration sensible du prix de vente pour toute la période d'incorporation du saindoux neutre ; il fallait en effet compenser des frais de fabrication plus élevés. La mesure étant insuffisante, l'industrie bénéficiait, en outre, de la bonification de la taxe de monopole pour tout le saindoux entrant dans la composition de la margarine ce qui réduisait le coût de la matière première. Nous avons donc tenu compte de ce deuxième facteur et calculé le prix de revient moyen des matières premières, d'après les Statistiques du Reich qui indiquent la composition moyenne de la margarine au cours de chaque année. Rapprochons maintenant ces résultats du graphique des prix de vente.

La même méthode s'est révélée assez fructueuse pour l'huilerie mais, appliquée à la margarine, ses résultats sont beaucoup plus imprécis : les frais de fabrication et principalement les frais généraux et de distribution représentant un facteur plus important. Les tarifs de transport, en particulier, ont été majorés de 5 à 15 % en janvier 1936, sans que les prix de vente aient été relevés.

Si nous rapprochons maintenant l'indice d'activité de la Margarinerie de notre graphique, le niveau des prix de vente en 1935 nous paraît trop élevé. Sans doute la cessation des incorporations de saindoux s'est accompagnée d'une baisse de prix mais elle est insuffisante. En effet

(45) Voir graphique n° XIV page 128.

l'indice d'activité d'Uni Lever producteur marginal, passe de 52,50 à 74 en 1935 et, en 1936, il s'abaisse au contraire à 69,60 alors que les prix de vente demeurent à leur niveau de fin 1934 malgré une hausse de 50 % du prix de la matière première. Rien à première vue ne semble justifier une différence aussi marquée, et pourtant !

Lorsqu'il fallut renoncer à la coûteuse politique du saindoux neutre, en novembre 1934, les quelques vingt fabriques de récupération, édifiées à grands frais par l'initiative privée sur la foi des encouragements officiels, allaient rester sans emploi. Le principe d'une indemnité avait été reconnu mais nous ignorons sous quelle forme elle fut accordée les milieux allemands étant, cela se conçoit, particulièrement discrets sur cette brillante conséquence de *l'Expérience*, terme dont on voile l'échec du Plan de Graisses. Nous en sommes réduits à des conjectures mais tout porte à croire que les prix de vente en 1935 sont grossis de tout le montant d'une indemnité distribuée aux fabriques de saindoux neutre. Ce serait là l'explication des anomalies signalées plus haut.

Admettons que l'écart entre le prix de revient et le prix de vente soit proportionnel à l'indice d'activité et appliquons à l'année 1935 le rapport trouvé pour 1936. Nous obtenons pour 1935, un prix de vente de 61 R. M. au lieu de 80 et, pour la quantité de margarine vendue dans l'année, cette différence de prix représente 83 millions de R. M. de quoi indemniser très largement, en tous les cas, les propriétaires des installations de récupération de saindoux. Sans doute notre calcul est bien théorique mais, du fait de l'augmentation des frais généraux de l'industrie en 1936, on peut admettre que la réserve, constituée ainsi en 1935, a été encore plus importante et qu'une partie a été consacrée à d'autres financements que l'indemnité du saindoux neutre, à la constitution de la flotte baleinière allemande Sudmer par exemple. Ce qui importe à vrai dire c'est de faire ressortir la méthode adoptée ; elle est extrêmement simple et consiste, comme nous l'avons vu, à mettre le consommateur à contribution. Le même principe semble

d'ailleurs avoir été la règle pour certaines dispositions qu'il nous reste à exposer.

B. — L'ALLONGEMENT

On doit distinguer deux types de margarine. En pâtisserie, pour des raisons techniques, on exige une marchandise *particulièrement concentrée* et en même temps de qualité supérieure. Pour la table, cette exigence ne s'impose pas puisque la margarine est employée concurremment au beurre. C'est ce que consacrent les législations de tous les pays en admettant pour la margarine une teneur en humidité se rapprochant de celle du beurre, bien qu'inférieure en général.

La fabrication des margarines de pâtisserie a été très étroitement contingentée en Allemagne afin d'augmenter, autant que possible, les quantités disponibles pour la table et de ce fait ces margarines de table étant à faible concentration, il en résulte, pour l'ensemble de la margarine fabriquée, une *diminution de la concentration moyenne*. D'après les statistiques annuelles du Reich on peut *indirectement* suivre les variations de la concentration moyenne et depuis 1933 nous remarquons une baisse de 10 %, ce qui est beaucoup. En effet, l'élimination progressive des margarines de pâtisserie est insuffisante à expliquer une différence de cette importance et quand bien même ces qualités auraient entièrement disparu aujourd'hui, que l'écart serait encore insuffisant. En effet en nous basant sur le cas de la France, on peut estimer pour 1933 cette fabrication, en Allemagne, à 25.000 tonnes, quantité qui ne représente pas 6 % de la production de margarine en 1936.

Faut-il admettre que la tolérance pour la teneur en humidité aurait augmenté ? Nous avons quelque scrupule à avancer pareille hypothèse et nos sondages ont été infructueux sur ce point. Sans doute la législation ne s'est pas modifiée depuis 1879, mais la loi organique de 1934 sur les qualités standards consacrait implicitement, par les écarts de prix, une tolérance inférieure à celle qui serait admise

aujourd'hui (46) et l'écart représenterait, pour le margarinier allemand, la possibilité d'allonger la margarine de 3 %. Nous n'insisterons pas sur ce facteur d'amélioration du prix de revient.

C. — LE LAIT

En raison des nécessités de la production du beurre le lait a cessé d'être en Allemagne une matière première pour la margarinerie. Très rapidement il a été remplacé par du lait écrémé d'abord et, depuis 1935, par du petit lait qui ne constitue pas une matière grasse. Si la qualité de la margarine n'est pas améliorée de ce fait, le prix de revient de la fabrication est abaissé. Les éléments nous faisant défaut, nous n'avons pu tenir compte de ce facteur dans nos calculs de prix de revient.

Même dans ce domaine de l'alimentation il a fallu recourir en Allemagne à des mesures constituant de véritables expédients mais leur caractère est, bien entendu, si soigneusement masqué que certaines ont dû nous échapper.

§ 3. — Le savon

Nous avons appliqué la méthode déjà suivie pour les Huiles et la Margarine. L'influence des prix de revient et de l'activité industrielle sur les prix de vente s'observe avec la même netteté depuis l'année 1936, et, en 1937, l'amélioration d'activité est le facteur déterminant des baisses de prix successives.

Comme partout ailleurs on s'est efforcé ici de maintenir la plus grande stabilité possible des prix aux dépens, malheureusement, de l'industrie. Si nous prenons le cas du savon de ménage (Kernseife) nous remarquons que les cours sont restés très déprimés et n'ont pu se redresser, bien faiblement, qu'en fin d'année 1933. Leur relèvement

(46) Nous tenons le renseignement quant à la tolérance actuelle de source officielle allemande.

s'est poursuivi ensuite mais dans une très faible mesure. Avec la baisse d'activité en 1935, le déséquilibre est flagrant et il devait provoquer les timides réclamations de la petite savonnerie. Les mesures d'allongement n'ont pas suffi à résorber toute la hausse des matières premières et, par ailleurs, l'augmentation considérable du prix de la glycérine (47) n'améliore que très faiblement les prix de revient. En effet, la teneur en acides gras des savons ayant été abaissée, du même coup le rendement en poids de la glycérine s'est réduit de près de 25 % aux cent kilos de savon.

Les conditions d'exploitation pour la petite savonnerie apparaissent en tous les cas moins favorables que dans les autres industries des matières grasses. Cela nous conduit à admettre que les contingents de fabrication ont dû apporter de sérieuses compensations aux petites exploitations. Les Autorités s'opposent toujours à une hausse des prix assez vivement réclamée par les industriels ; c'est la raison essentielle du recours à la contrainte pour maintenir l'autorité de l'Entente.

(47) La glycérine s'était dépréciée au point qu'en 1933, dans bien des cas, sa vente ne payait plus les frais de récupération ; la situation comme on le pense s'est bien modifiée depuis. (Der Seifensieder).

QUATRIÈME PARTIE

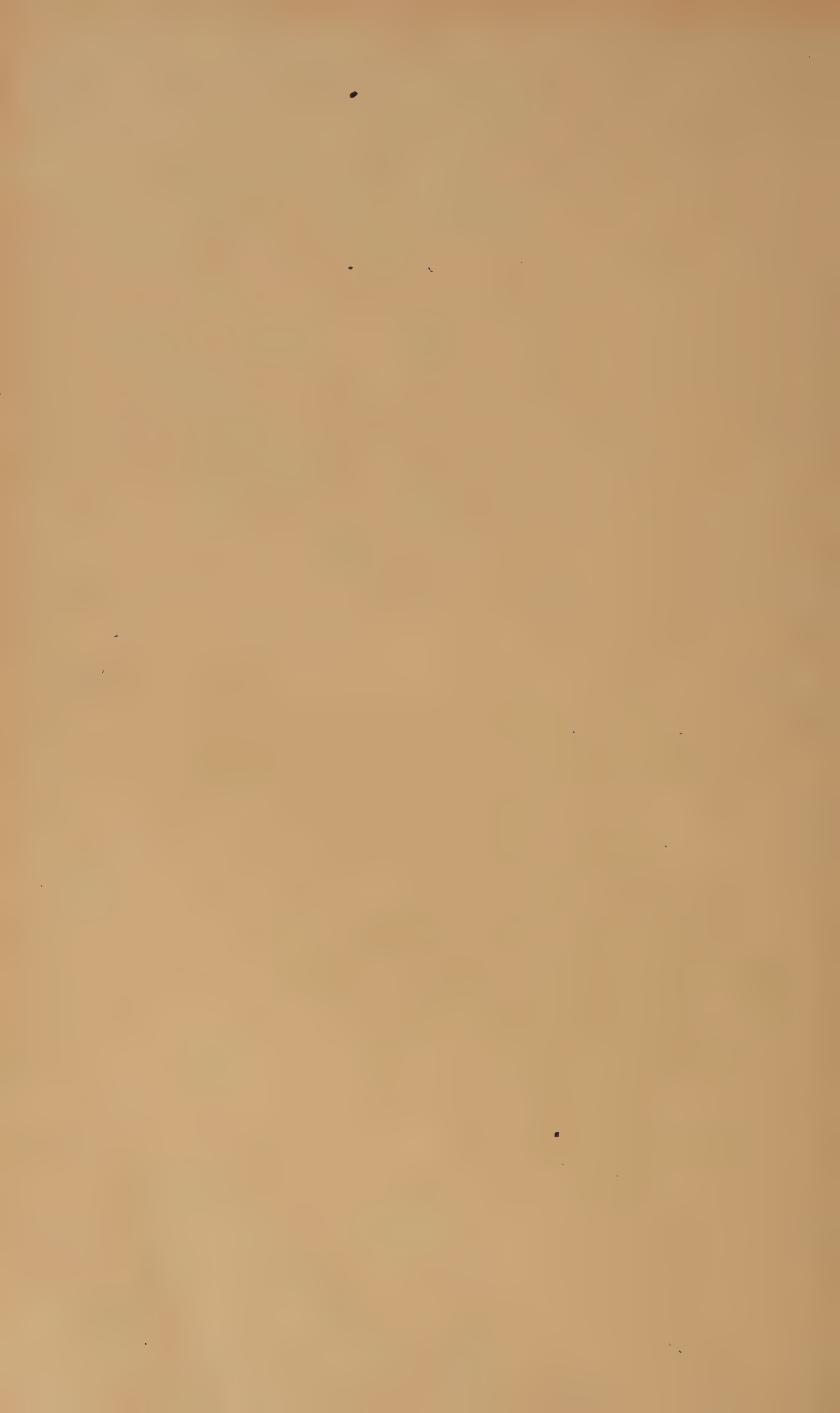
Conséquences nationales et internationales de la politique allemande des matières grasses

Nous allons dégager maintenant la portée de la politique allemande :

1° Sur le marché intérieur : Circulation et consommation des Matières Grasses, Répartition des Revenus.

2° Sur le plan international : Position de l'Allemagne comme acheteur de matières premières et vendeur de corps gras.

3° Tendances générales de la politique allemande.



CHAPITRE I

CIRCULATION ET CONSOMMATION DES MATIÈRES GRASSES EN ALLEMAGNE

Au cours de notre étude sur la production nous avons déjà invoqué quelques dispositions qui trouveraient plus logiquement leur place ici mais sur lesquelles nous ne reviendrons pas nous attachant plus particulièrement à dégager les principes des mesures prises.

C'est dans le domaine de la circulation que les autorités sont intervenues le plus énergiquement : dans un régime où toutes les possibilités de la production sont exploitées au maximum, et où, malgré tous les efforts, la demande ne peut être entièrement satisfaite, la plus grande sollicitude s'impose, en effet, à l'égard des questions de circulation. Il faut canaliser les courants commerciaux, éviter les cheminements clandestins et assurer un écoulement accéléré avec le minimum de frais. Un contrôle très serré permettra de régler la consommation avec le maximum de précision, en évitant, au consommateur, toute forme apparente de contrainte forcément impopulaire.

§ 1. — La circulation

La nécessité du contrôle étant évidente, il a suffi d'étendre au commerce l'organisation professionnelle territoriale qui s'intègre dans la hiérarchie corporative. Il n'y a pas de différences sensibles entre les produits agricoles et industriels ; le contingent joue le rôle primordial, l'organisation régionale assure la répartition dans l'espace et l'Office se charge de la coordination.

La production paysanne échappait encore dans une mesure de plus en plus restreinte à une partie de cette réglementation mais les fuites, par cette brèche, sont devenues impossibles. Le paysan n'a plus le droit de vendre au consommateur ; (c'est le cas du beurre), il doit passer obligatoirement par l'intermédiaire du commerçant qui lui est indiqué et ainsi se trouve constitué, ici également, *l'écluse* qui manquait encore.

Tout un travail de rationalisation s'est effectué dans l'affectation régionale des débouchés : les déplacements de marchandises sont réduits au minimum et, lorsqu'on ne peut pas les éviter, les frais sont abaissés par la constitution de stocks communs ainsi que par des transports en groupages, etc. Dans une économie libérale l'initiative privée tend naturellement vers une telle organisation mais avec des moyens forcément plus limités et rien, dans ce domaine, n'a été négligé en Allemagne.

Les organisations de vente.

Pour assurer la vente directe de leurs marchandises aux consommateurs, certains producteurs, principalement dans l'industrie des matières grasses, disposaient d'une organisation de distribution très ramifiée, dont l'activité allait se trouver freinée par les limitations de production. Ce fut le rôle des ententes d'assurer l'approvisionnement normal des organisations de vente existantes et ces mesures, qui avantageaient les gros producteurs et le Trust Uni Lever, réduisaient, par contre, les débouchés du commerce. Pour la margarine, l'obligation de fabriquer les trois qualités standards accentuait également la tendance à la généralisation des ventes en commun. Ainsi se complète le type de la nouvelle organisation commerciale en Allemagne : qualités standard et prix uniques, bureau d'achat et de vente en commun.

Les offices et les œuvres sociales du parti.

Les organes d'Etat interviennent très activement dans la circulation des marchandises. M. Raymond Bertrand (48) signale le rôle qu'ils assument pour le ravitaillement des régions dites « *Angles morts* » où l'étroitesse des marges ne laisse aucun profit au commerce. Mais les contrats d'élevage qui stipulent des livraisons de bétail en échange de fourrages, les distributions périodiques de tourteaux, les constitutions de stocks officiels, toutes ces mesures, se traduisent par une élimination progressive du commerce que les initiatives du Parti en matière d'OEuvres Sociales, Secours d'Hiver, de Coopération, ne favorisent pas davantage.

Dans les débuts, la tendance des Offices (particulièrement pour les fourrages et tourteaux), était de recourir exclusivement aux intermédiaires locaux. Il a bien fallu revenir sur une politique aussi rigoureuse et laisser un plus grand rôle au commerce dont la fonction est apparue comme indispensable. Mais la situation n'est guère brillante et la presse a même parfois traduit les timides doléances des intermédiaires dont la voix est étouffée aujourd'hui par la Discipline Nationale.

Les intermédiaires.

Pour les achats de matières premières, le rôle de l'intermédiaire est capital dans l'industrie des matières grasses. Il connaît, pour toute sa clientèle, les besoins extrêmement variés, conditionnés d'ailleurs et par la qualité des débouchés et par la nature de l'outillage. Mais dans une économie synchronisée qui tend à régler toute activité industrielle sur le même schéma qui n'admet que le produit standard, son rôle perd toute son importance. C'est le contingent qui passe au premier plan. Beaucoup plus que la qualité du courtier, ce qui importe, ce sont de bonnes relations avec les administrations.

(48) *Le Corporatisme agricole... en Allemagne.*

Dans le commerce d'importation, l'intermédiaire reste indispensable par son expérience des marchés extérieurs. Dans la hiérarchie des courtiers, il occupe en quelque sorte, un grade supérieur et, en Allemagne, il a conservé longtemps ses positions. Mais la création d'un Bureau Commun d'achat pour toute l'huilerie allemande est un rude coup pour la corporation depuis 1935 et, en dépit des légendes que l'on fait circuler sur ce point à l'Etranger, le nombre des intermédiaires est sensiblement réduit aujourd'hui.

L'évolution en cours se caractérise très exactement par une récente circulaire de l'Office des Matières Grasses précisant que dans les affaires d'importation la commission, réservée habituellement aux courtiers par les chargeurs de graines, serait due obligatoirement au Bureau d'Achat dans tous les cas où ce dernier aurait traité directement sans passer par l'intermédiaire d'un courtier.

Marges du commerce et commissions.

Pour épargner au consommateur l'incidence de la hausse des prix, les autorités ont rogné, sur les marges du commerce, les commissions et même les profits. Mais il n'était nul besoin de cet exemple pour pousser les entreprises à comprimer les marges. C'est d'ailleurs une loi générale que la rémunération des intermédiaires est à la mesure de la difficulté de se procurer des débouchés.

La régression des transactions à crédit, l'impossibilité de suffire à la demande, enlevaient de plus en plus d'intérêt aux services des intermédiaires et cela au point qu'il fallut intervenir pour leur conserver un gagne pain. Mais la forme même de cette intervention ne témoigne pas d'une sollicitude particulière. Il est rappelé que la commission ne peut être réduite que d'un commun accord à moins qu'il ne s'agisse de l'application d'une *politique économique justifiée* et il faut entendre par là l'éventualité d'une réduction des prix de vente.

Stock de matières premières.

La pénurie des matières grasses avait conduit de bonne heure les autorités à réglementer la question des stocks. Dès 1934 on a profité de leur importance pour interdire toutes les importations. En même temps pour tous les usages industriels on limitait les stocks à un mois de besoin. La mesure s'est généralisée et elle est toujours appliquée à l'heure actuelle. Cette mesure a assuré de nouvelles liquidités financières aux entreprises mais, en supprimant le volant de matières premières elle retire toute élasticité à l'offre de marchandises. Il convient de remarquer que cette mesure expose la Nation à une nouvelle crise d'approvisionnement radicale en cas de tension internationale. Voilà qui ne favorise pas le potentiel agressif de l'Economie allemande.

§ 2. — La consommation

Le fait que les dispositions réglementaires abondent encore ici est le signe le plus certain que la demande n'est pas encore intégralement satisfaite. La propagande recommande à la population la consommation d'aliments nationaux : sucre, confiture, pommes de terre, de préférence aux matières grasses. Toute publicité en faveur de ces aliments est *interdite* même par exposition en devanture ou à l'intérieur des magasins de vente.

Liste de clientèle.

On a retardé autant que possible l'emploi de la contrainte directe envers le consommateur et, si on repousse encore aujourd'hui le système des cartes de consommation, une nouvelle étape vient d'être franchie au début de l'année 1937 avec la liste de clientèle. Les détaillants ne reçoivent maintenant de marchandises, que sur présentation de la liste de leurs clients où ne figurent que les personnes justifiant de leur identité par un certificat de domicile. Cela jusqu'au

jour où, l'équité des commerçants s'avérant décidément insuffisante, il faudra en arriver à réglementer les achats du consommateur lui-même.

Le consommateur.

Son ingéniosité a donné bien de la tablature aux autorités et a contribué indirectement à étendre le domaine de la réglementation. Chaque fois qu'il a découvert une source de matières grasses épargnée jusque là par la réglementation, il l'a détournée à son profit, provoquant par là les réclamations des transformateurs et l'intervention des autorités.

C'est ainsi qu'il a fallu réglementer les ramassages de suif : pour chaque bête débitée le boucher a été contraint de fournir aux ramasseurs un poids déterminé de suif en branches. Mais le poids du suif recueilli varie avec le poids des bêtes. Le chiffre imposé de 5 kilos était trop faible pour le bœuf et trop fort pour le veau ; la réglementation trop simpliste a dû faire place à un nouveau contrôle renforcé.

Pour les graisses d'os, l'exemple est d'autant plus curieux que ces marchandises, de qualité assez inférieure, n'étaient pas considérées comme comestibles. Quand les Autorités sont intervenues on a mis à profit cette initiative du consommateur pour organiser, dans des établissements séparés, la fabrication des graisses d'os comestibles et celle des graisses industrielles ce qui, en tous cas, permet de respecter les conditions d'hygiène indispensable.

Les usages secondaires.

Comme pour la fabrication du beurre qui prime celle du fromage, la grande question est de favoriser la consommation directe au détriment des usages secondaires et on s'attaque à toutes les utilisations possibles de corps gras : mayonnaise, huiles pour la salade, pâtisserie, confiserie, etc. ; les pourcentages de corps gras sont abaissés arbitrairement et on impose des contingents. On est même allé

jusqu'à contrôler tous les utilisateurs dont les besoins atteignaient 100 ks par mois. On s'efforce même, par une éducation des confiseurs et pâtisseries, de remplacer intégralement les matières grasses par le sucre.

Bilan des ressources en matières grasses.

Reprenons notre tableau N° IV page 66. Pour chaque année nous avons distingué les matières grasses réservées aux besoins alimentaires de celles destinées aux usages industriels. Mais une simple comparaison par année ne suffit pas à donner une idée exacte de la consommation ; il faut tenir compte du chiffre de la population qui est en progression régulière, de l'activité industrielle qui marque d'importantes variations.

Pour l'alimentation nous avons donc calculé la consommation par tête d'habitant. Pour les besoins de l'industrie, l'année 1930 constitue une mauvaise base de comparaison puisque nous nous trouvons en période de baisse d'activité où les stocks jouent un grand rôle. Il nous faut également écarter l'année 1933 qui marque le début de la reprise et où les stocks se sont reconstitués. C'est donc l'année 1934 qui va nous servir de terme de comparaison et nous serons certains, de cette manière, de rester au-dessous de la réalité puisque les restrictions se faisaient déjà sentir à cette époque. Les besoins industriels de matières grasses (savons, usages du lin, oleine, etc.) sont proportionnels à l'activité industrielle pour les années considérées. Ramenons l'indice d'activité à la base 100 en 1934, nous obtenons 1933 : 76, 1934 : 100, 1935 : 117, 1936 : 133, 1937 : 142 et divisons les chiffres de consommation industrielle par l'indice correspondant :

Années	Alimentation, Consommation en kg. par tête d'habitant	Besoins industriels	
		Indices	% par rapport à 1934
1930	29,4	349	95 %
1933	27,6	540	—
1934	27,5	366	100
1935	26,8	329	90
1936	28,3	329	90
1937	29	302	82

1° ALIMENTATION

La crise de 1935 apparaît très nettement de même que le sérieux redressement en 1936. Cependant la consommation reste encore inférieure à celle de 1930 où les premiers effets de la crise et de la déflation se faisaient déjà sentir alors qu'en 1936 nous sommes en période de prospérité avec une demande donc beaucoup plus active devant se contenter d'un approvisionnement réduit. Nous saisissons la nécessité d'une vigilance incessante de la part des Autorités pour éviter tout désordre sur le marché. Heureusement l'organisation est déjà au point et rien de tel n'est à redouter. Si nous admettons, pour 1937, la même progression de la population, nos évaluations très optimistes des ressources disponibles nous laissent encore au-dessous du chiffre de consommation en 1930. Les restrictions ont donc été maintenues sans que la situation n'ait, il faut en convenir, rien de tragique (49).

2° BESOINS INDUSTRIELS

La situation est beaucoup moins réjouissante et la régression de la consommation est sévère. On comprend

(49) Remarquons cependant que la consommation des matières grasses en Allemagne n'a pas suivi la progression régulière constatée aux Etats-Unis et en Angleterre. Par tête d'habitant la consommation du Royaume-Uni, en corps gras comestibles, serait de 15 % supérieure à celle de l'Allemagne.

l'urgence de la politique des succédanés qui ne parviendront d'ailleurs pas à combler des écarts de cette importance. On saisit également la portée du principe qui a guidé les Autorités ; comprimer à l'extrême les besoins industriels pour assurer au plus haut degré l'alimentation de la population.

CHAPITRE II

LA RÉPARTITION DES REVENUS

Nous allons étudier les salaires, les impôts en rapport avec notre sujet et, à l'occasion du profit des entreprises, nous dirons enfin quelques mots sur la situation financière du Trust Uni Lever.

§ 1. — Les salaires

Abaissé de 20 % sous le Gouvernement Brüning, le salaire horaire n'a plus varié depuis, bien que le coût de la vie fut passé de l'indice 68 en 1933 à 77 en 1937 (chiffres officiels). Par contre le temps moyen de travail s'est augmenté avec la reprise d'activité. Pour l'ensemble de l'Industrie il s'est relevé de 7 heures en 1932 à près de 8 en 1937, ce qui compense à peu près l'augmentation du coût de la vie.

Combien ce principe, d'assurer le niveau d'existence par une légère augmentation du temps de travail, de préférence à une majoration du salaire horaire, est plus conforme à l'intérêt de toute l'Economie nationale et à celui de la classe ouvrière également. Le régime allemand aura eu le mérite d'épargner à l'Allemagne les méfaits de la politique contraire dont nous subissons encore les ravages en France. Une certaine mesure s'impose pourtant et les autorités allemandes n'ont pas su la garder. Sans doute la question se compliquait, en Allemagne, de la masse des sans travail qu'il s'agissait de faire participer à la vie économique de la Nation. Mais une politique sociale qui stabilise le taux du travail au niveau le plus bas, atteint à la suite d'une profonde dépression économique et qui se refuse à faire bénéficier le salariat de sa part légitime dans la

reprise d'activité, se condamne d'elle-même. La classe ouvrière allemande paye ainsi son tribut à la politique ambitieuse d'expansion. On le sent si bien en Allemagne que tout un programme correspond à cette nécessité d'apporter quelques satisfactions au monde du travail.

Mais les compensations qui sont offertes à la classe ouvrière revêtent un caractère d'assistance, de solidarité nationale dirons-nous selon la terminologie allemande. Rappelons les secours d'hiver, la politique des logements, les œuvres sociales du parti auxquels correspondent les contributions volontaires et les dépenses sociales nouvelles imposées aux entreprises. Mesures d'un caractère politique indéniable et qui font continuellement éprouver les effets de la sollicitude du Parti mais dont le salariat de bien des pays ne s'accommoderait pas.

De ces mesures il faut rapprocher la politique de détaxe des corps gras en faveur des consommateurs peu fortunés, étendue assez rapidement à de nouveaux bénéficiaires dont les familles nombreuses (de quatre enfants au moins).

Détaxe des corps gras.

La méthode est assez originale : une partie du produit de la taxe sur les Graisses est ristournée aux bénéficiaires de secours. Sur présentation de leur carte, le montant de l'impôt (0,50 R. M. par Kg) leur est remboursé à l'occasion d'un achat de corps gras quelconque : beurre ou margarine, huile de table, saindoux, suif de table, etc. Les réductions s'appliquent à 12 K° par an et par bénéficiaire ce qui est assez faible si l'on tient compte de la consommation annuelle par tête d'habitant (28 K° en moyenne). Le nombre des cartes a varié entre 20 à 30 millions par an, avec une tendance à décroître depuis deux ans.

■
* *

Les conditions d'activité particulières à certaines industries ou à des exploitations déterminées n'ont pas été aussi

favorables qu'elles de l'Industrie allemande dans son ensemble. Le cas de l'huilerie va nous permettre d'étudier les mesures spéciales qui correspondent à cette situation.

Si nous nous reportons à notre tableau N° V (page 90) nous observons, qu'en 1934 déjà, l'activité des grandes huileries était insuffisante. En 1935, par des aménagements que nous avons exposés, on augmentait l'indice d'activité de la catégorie I, tandis que le Trust Uni Lever était autorisé à licencier une partie de son personnel. La situation s'améliorait en 1936 et 1937 sans que l'activité puisse atteindre son niveau antérieur à 1933. Non seulement il n'y avait pas augmentation du temps de travail mais au contraire sensible diminution. Or les salaires n'avaient pas varié (50).

Les pouvoirs publics alors sont intervenus par application de la nouvelle législation dite *Kurzarbeiterhilfe* (secours aux chômeurs partiels) appliquée depuis le 1^{er} décembre 1934 aux salariés de toutes les industries où le manque de matières premières ne permettait pas d'assurer 72 heures de travail par quinzaine. Le secours alloué représentait la moitié du salaire perdu. En 1935 beaucoup des huileries du Trust ne travaillant pas plus de 3 jours par semaine, leurs ouvriers touchaient par conséquent un salaire pour 48 heures par quinzaine plus un secours de l'Administration pour 12 heures. Cela représentait tout de même 40 % de réduction du salaire global. Pour les pères de famille, le secours heureusement se trouvait majoré de 10 % par enfant à charge.

Ces mesures étaient donc insuffisantes et grevaient par ailleurs les finances publiques. C'est pour cette raison qu'on allait orienter le Trust vers une politique de développement de son outillage correspondant à des licenciements qui devaient permettre de relever le temps de travail du personnel conservé. La même politique, bien que dans une moindre mesure, doit s'appliquer aux huileries de la catégorie I depuis que la pénurie de main-d'œuvre commence à se faire sentir en Allemagne. Mais pareille évolution pose la question du financement des nouvelles installations et on

(50) Congrès international des fabricants d'huiles de graines.

ne peut admettre que les entreprises allemandes soient à cet égard dans une situation comparable à celle du Trust qui disposait d'importantes liquidités.

Il faut encore une fois convenir que la politique des Autorités s'est exercée dans un sens éminemment favorable à l'intérêt général. La forme des interventions est d'ailleurs parfaitement adaptée à la conjoncture et si, jusqu'en 1935, on s'est opposé à une extension des moyens de production, c'est la tendance exactement contraire qui s'applique aujourd'hui.

§ 2. — Les impôts sur les corps gras

On peut distinguer trois nouvelles sources fiscales. Le Plan de Graisses avait introduit les différentes taxes de compensation, véritables impôts de consommation sur les huiles comestibles, la margarine et les tourteaux, dont le renchérissement devait favoriser la production agricole. Par la suite il fallut procéder à l'organisation des différents marchés et donner aux Offices les moyens financiers nécessaires à leurs opérations de stockage et d'intervention. On a alors levé des taxes modiques sur tous les corps gras agricoles et industriels, aussi bien à l'importation que sur le marché intérieur, au moment où, avant de pouvoir être mises en circulation, ces marchandises devaient être offertes aux Offices. Enfin, après la hausse des prix agricoles sur le marché allemand, comme on ne voulait pas augmenter les droits de douane par crainte de représailles, on a autorisé les Offices à prélever des taxes de compensation qui allaient ajuster le prix de revient des marchandises importées au niveau bien supérieur du marché allemand.

A l'exception de l'impôt sur les graisses (taxe sur les huiles et la margarine) dont le produit est versé au budget de l'Etat, toutes ces nouvelles ressources fiscales sont conservées par les Offices percepteurs et servent tout d'abord à couvrir les frais d'administration, ensuite à constituer les fonds de roulement nécessaires aux interventions sur les marchés. Mais ces opérations commerciales n'occasionnent

pas des pertes, bien au contraire il se constitue ainsi des réserves occultes extrêmement importantes. Les bénéfices des Offices sont destinés à être reversés au budget de l'Etat qui doit donc y venir puiser pour ses nombreux besoins, sans qu'aucun compte, ni communiqué dans la presse, fournisse de précision sur la nature et l'importance de ces nouvelles ressources.

Nous nous sommes appliqué à percer ce mystère et avons calculé, pour chaque nature de recette, année par année, le montant de ces rentrées fiscales. Le tableau N° XV (page 153) en donne un résumé. Les chiffres sont suffisamment éloquents : en quatre ans 728 millions de R. M. pour les recettes des Offices ; 330 millions pour les taxes sur les Graisses.

Les éléments nous font défaut pour l'année 1937 mais, en raison de l'énorme progression des importations de céréales, on peut admettre une très sensible augmentation des recettes.

Il est à remarquer que ces chiffres sont nets c'est-à-dire qu'à part les frais d'administration des Offices, toutes les dépenses sont déduites, même celles qui sont couvertes par le budget de l'Etat : financement des subventions pour la culture des oléagineux, bonification de l'impôt sur les graisses au profit des classes nécessiteuses, subventions pour les incorporations de saindoux. Le produit des petites taxes destinées au début à couvrir les frais d'administration des Offices figure dans les recettes pour 16 à 18 millions de R. M. par an ; nous ignorons naturellement si ces sommes suffisent encore aujourd'hui. Il est permis d'en douter.

Ainsi s'explique la provenance des ressources nécessaires aux subventions accordées par ailleurs et qui se répartissent comme suit en 1934 comme en 1935 :

TABLEAU N° XV. — IMPOTS ET TAXES S

Céréales		(1) Tourteaux	Graines O
1933			
Unterschiedsbetrag	0,5	Nachsteuer Import. 0,25 Monopole Import. 15 Transactions Intr. 73,70	Taxe de Mono Importat Transactions I
	0,5	88,95	
1934			
Taxe et Compensat.	187,1	Taxe de Monopole Importations 2,8 Transactions Intr. 36,43	Taxe de Mono Importat Transactions I
	187,1	39,23	
1935			
Taxe et Compensat.	75,6	Taxe de Monopole Importations 14,60 Transactions Intr. 48,30	Taxe de Mono Importat Transactions I
	75,6	62,90	
1936			
Taxe et Compensat.	28,1	Taxe de Monopole Importations 2,80 Transactions Intr. 52,40	Taxe de Mono Importat Transactions I
	28,1	55,20	
1937			
		Taxe de Monopole Importations 5,25 Transactions Intr. 57,5	Taxe de Mono Importat Transactions I
		62,75	

Récapitulation du Tableau N° XV		Ausgleichabgabe Taxe sur les Graisses	Total
1933	92.940.000 R. M.	3.320.000 R. M.	96.260.000 R.
1934	280.550.000 »	14.670.000 »	295.220.000 »
1935	205.000.000 »	152.000.000 »	357.000.000
1936	149.540.000 »	159.000.000 »	308.540.000 »
	728.030.000 »	328.990.000	1.057.020.000 »

(1) De 1933 à 1935 il a été tenu compte pour les tourteaux inté-
de la bonification pour les tourteaux de graines allemandes.

GRASSES (En millions de R. M.)

Lard et Graisses		Beurres	(2) Fromages
Unterschiedsbetrag	2,08		
	2,08		
Unterschiedsbetrag	2,98	Taxe de Monopole	Unterschiedsbetrag
Saindoux Intr.	1,15	Importations 40	Importations 0,34
		Transactions Intr. 7	Transactions Intr. 1,44
			Compensations ?
	3,19	47	1,78
Unterschiedsbetrag	2,98	Taxe de Monopole	Unterschiedsbetrag
Saindoux Intr.	1,11	Importations 50	Importations 0,28
		Transactions Intr. 9	Transactions Intr. 1,71
			Compensations ?
	4,09	59	1,99
Unterschiedsbetrag	1,92	Taxe de Monopole	Unterschiedsbetrag
Saindoux Intr.	1,16	Importations 50	Importations 0,28
		Transactions Intr. 9	Transactions Intr. 1,82
			Compensations ?
	3,08	59	2,10

le calcul de l'Unterschiedsbetrag (taxe de compensation à l'exportation, nous nous sommes servis des graphiques suivants :

Graphique N° I, page 37.

Saindoux, N° III, page 58.

Beurres, Nos VII et VIII, page 118.

Fromages, Nos IX à XIII, pages 121 et suivantes.

Graphique du Beurre et celui du Saindoux font ressortir notre façon de travail. Bien que nous ne les publions pas dans cet ouvrage pour les céréales importées, le lard et les suifs, nous avons des graphiques analogues, qui ont pareillement servi à nos calculs.

Pour les fromages ne connaissant pas les prix extérieurs il ne nous a pas été possible d'établir de calculs pour la taxe de compensation.

Commerce extérieur	200 millions
Bétail	30 »
OEufs	25 »
Graisses animales	20 »

275 millions de R. M.

Comme on le voit, les seules matières grasses et les céréales suffisaient largement à couvrir ces dépenses. Malgré cela, en 1936, les subventions pour le commerce extérieur sont remplacées par des contributions corporatives. Le contribuable allemand en tous cas paye décidément bien cher les avantages de la politique dirigée et *c'est ce qui condamne une pareille organisation économique.*

§ 3. — Uni Lever et les bénéfices des entreprises

La plupart des entreprises allemandes, dans les branches qui nous occupent, sont constituées en sociétés à responsabilité limitée (G.M.B.H.) et ne publient pas de résultats annuels. Il est donc assez malaisé d'étudier cette question des bénéfices de l'industrie. Pour le Trust Uni Lever, les principales sociétés qui en font partie, publient leurs comptes annuels en raison de leur caractère de sociétés par actions. Ce sont ces documents que nous allons étudier surtout pour en tirer des conclusions applicables à toute l'Industrie allemande.

Huileries et Margarineries.

L'année 1933, avec l'application brutale de la nouvelle législation des matières grasses, constituait une période trop incertaine et justifiait la suspension des distributions de dividendes qui a été générale pour toutes les sociétés du Trust. Dès 1934, les dividendes réapparaissent, aussi importants qu'en 1932 pour les huileries et, avec une baisse assez sensible, pour les margarineries (6 % au lieu de 10 %).

En tous cas, avec un dividende pour deux années, il y avait déjà réduction de 50 % et ce régime était bien consacré par la suite, puisqu'en 1935 les principales sociétés du groupe remboursaient la moitié de leur capital actions et maintenaient les taux du dividende de l'année 1934 aussi bien en 1935 qu'en 1936 et 1937. On justifiait la réduction du capital par la nécessité de réduire l'activité des entreprises. Sans doute en margarinerie la baisse d'activité était bien de 50 % en 1934 mais, dans les huileries, elle n'était que de 25 %. En réalité le Trust disposait de liquidités dont il n'avait plus l'emploi.

Par ailleurs les bénéfices réalisés étaient bien supérieurs aux dividendes distribués. C'est ce qui ressort d'une part de l'important programme d'investissement entièrement réalisé par prélèvement sur les bénéfices et d'autre part pour la période de 1933 à fin 1936, du fait que les bilans des cinq principales sociétés du Groupe (51) faisaient apparaître un total de 6,5 millions de R. M. distribués contre plus de 14 millions de bénéfices nets.

On peut se demander si la réduction de capital n'était pas dictée également par le fait qu'avec la nouvelle législation (Anleihestockgesetz) les dividendes distribués ne devaient pas dépasser 5 à 8 % l'excédent devant être consacré à des achats de rentes sur l'Etat.

Si nous tenons compte maintenant de ce que l'activité des entreprises indépendantes était bien supérieure à celle du Trust, la situation de celui-ci étant malgré tout florissante, il nous faut admettre que les résultats des entreprises allemandes étaient encore plus brillants. Les renseignements que nous possédons sur quelques sociétés indépendantes (52) justifient nos conclusions. Nous remarquons en

(51) Ce sont la Deutsche Jurgenswerke Hambourg, Thorl Vereinigte Harburger Oelfabriken, Wan den Bergh Margarine, Berlin, - Bremer Besigheimer Oelfabriken, Verein Deutscher Oelfabriken Mannheim.

(52) Herz Oelfabriken Witttemberg, Vereinigte Uerdinger Oelwerke Alberding et Boley, Hansa Mühle Hamburg, Stettiner Oelwerke Zülchow bei Stettin.

particulier qu'à partir de l'année 1935 marquée justement par une amélioration de l'activité des grandes huileries (catégorie I) consécutive aux mesures prises par les autorités, les dividendes se relèvent très sensiblement pour atteindre même 8 à 10 %.

Les cours des actions sur les Bourses allemandes appuient notre raisonnement : en 1937, alors que l'indice général pour le cours des actions allemandes n'était que de 112, celui de l'industrie lourde de 120, il était pour les huileries et les margarineries indépendantes de 176 environ contre 138 seulement pour les entreprises du Trust.

Savonneries.

Les affaires du Trust semblent être aussi prospères qu'avant 1933. Les différentes sociétés ont conservé intégralement leur capital actions, elles servent régulièrement les mêmes dividendes qu'auparavant et la Société Henckel (Persil distribue même toujours 10 % tous les ans.

Les renseignements sur les autres entreprises allemandes sont particulièrement insuffisants. A côté de petites exploitations, les savonneries plus importantes sont fréquemment rattachées aux huileries. Les sociétés par actions sont peu nombreuses et leurs résultats n'ont d'ailleurs rien de remarquable. Parmi les plus importantes nous avons relevé une société (53) qui n'a pu reprendre la distribution des dividendes que pour l'exercice 1936/1937 avec 4 % à fin 1937. L'indice du cours de ses titres était à 127. Il est donc préférable de nous en tenir à la conclusion que nous avons déjà dégagée : la savonnerie allemande entre seulement dans une période de convalescence et le groupe étranger bénéficie encore d'une situation dominante ainsi que de résultats beaucoup plus satisfaisants.

SITUATION FINANCIÈRE DU TRUST UNI LEVER

Le Groupe s'est heurté, en Allemagne, à de sérieuses difficultés provoquées par l'interdiction de transférer les

(53) Riedel et de Hein au capital de 10 millions de R. M.

capitaux à l'Etranger. S'il faut en croire ses dirigeants, c'est sur ce terrain que son activité s'est trouvée le plus entravée (54). Cette question des transferts se posait d'ailleurs à un double titre : d'une part, pendant la période de pénurie de devises qui n'a pris fin qu'avec le Nouveau Plan du Dr. Schacht, pour assurer malgré tout l'approvisionnement de leurs filiales allemandes, les holdings anglaises et hollandaises ont continué les expéditions de matières premières ce qui augmentait les avances aux Sociétés allemandes. Ces crédits se sont trouvés gelés avec tous les crédits internationaux accordés à l'Allemagne et à ces capitaux il fallait déjà trouver des placements en Allemagne même. D'autre part l'évolution de l'Economie allemande, avec l'amenuisement progressif des stocks de matières premières comme de marchandises fabriquées, allait dégager de nouvelles liquidités auxquelles s'ajoutaient enfin tous les ans les bénéfices non distribués.

Si nous reprenons maintenant les comptes des quatre holdings allemandes (55), malgré l'hermétisme voulu de leur présentation, nous observons parfaitement l'évolution de la situation. En 1933 nous relevons un total de 65 millions de R. M. d'avances. C'est la dette envers les holdings étrangères qui ne représente plus que 8 millions en 1937. Afin d'assurer le remboursement de sommes aussi importantes il a fallu s'ingénier à multiplier les occasions de compensation : d'abord sous forme de nouveaux investissements, achats de fromageries et de terrains, mais tout de suite en 1935, ces placements se heurtèrent à l'opposition des autorités qui ne tenaient nullement à laisser encore augmenter les intérêts du Trust en Allemagne. Il fallait chercher autre chose. C'était donc la même année la commande de 10 steamers de 9.000 tonnes pour le compte des

(54) C'est la question qui revient d'ailleurs à toutes les Assemblées Générales des sociétés anglaises et, malheureusement, il n'est pas question que de l'Allemagne.

(55) La Société Verein Deutscher Oelfabriken n'assure aucune opération de financement; nous n'en tenons plus compte maintenant.

sociétés anglaises et hollandaises. En 1936 on constituait la flotte baleinière. La mesure ne suffisait toujours pas.

Les exportations d'outillage industriel.

On allait recourir enfin à des achats d'outillage et de matériel pour le compte des usines étrangères du Trust et cela non seulement pour reconstituer ou développer des installations existantes, mais pour la construction de nouvelles usines en Europe comme dans les pays exotiques.

Les conséquences de cette politique se sont manifestées en France au grand dommage de l'Industrie nationale. C'est ainsi que le Trust a édifié près de Paris, à Asnières, de très importantes installations mais, comme il lui reste encore des crédits à utiliser en Allemagne, il envisagerait la construction d'une nouvelle huilerie en Normandie.

Le marché français a présenté malheureusement sous cette forme de construction d'huilerie un débouché tout trouvé aux crédits étrangers gelés en Allemagne. En dehors des initiatives du Trust, trois autres huileries modernes se sont élevées en France. Il n'est pas possible d'indiquer pour chacune d'elles la provenance des capitaux mais nous signalons le cas des huileries Alsaciennes, filiale des Grands Moulins de Strasbourg. Ces minoteries Alsaciennes contrôlaient plusieurs exploitations similaires en Allemagne ; elles ont été contraintes de se débarrasser de ces participations qui sont passées dans des mains aryennes et le marché français a été doté d'une nouvelle huilerie dont la construction ne s'imposait guère et dont le matériel provenait d'Allemagne. Il faut espérer que nos pouvoirs publics finiront par s'émouvoir d'une situation qui compromet les intérêts de l'Industrie française.

Liquidités des sociétés allemandes du trust.

Pour les holdings allemandes, à la diminution progressive de leurs stocks s'ajoutent les remboursements des découverts contractés auprès d'elles par leurs propres

filiales allemandes: Pour donner un aperçu de l'ampleur des opérations financières auxquelles ont donné lieu le remploi de toutes ces liquidités, nous résumons l'ensemble de la situation dans le tableau ci-dessous :

	De 1933 à fin 1936	En millions de R. M.	De 1933 à fin 1936	De 1933 à fin 1937
des stocks	11	1. Remboursement dette bancaire	42	»
urissement des avances		2. Remboursement des créances		
filiales allemandes	45	anglo-hollandaises	22	57
es non distribués	8	3. Remboursement du capital des		
		holdings allemandes	20	?
		4. Investissements en Allemagne	12	?
		5. Progression des réserves	15	
	64			
			111	

La différence a été imputée directement sur les bénéfices pour une part (nouvelles installations) et pour le solde les documents publiés ne permettent malheureusement pas de déceler les moyens de financement. Avec la nouvelle législation sur les Sociétés, le Trust est contraint de modifier son organisation et de rendre l'autonomie à ses filiales. L'opération fait apparaître pour 1937 de très importantes plus-values dont il faudra bien trouver l'emploi.

Avec une puissance financière capable d'insuffler à l'Economie allemande 150 millions de R. M. en cinq ans, les autorités ne pouvaient que s'entendre et la collaboration a été fructueuse pour les deux parties. L'activité du Trust, judicieusement canalisée, n'a pu s'exercer que dans le domaine qui lui a été concédé.

Les frais généraux.

Deux éléments devaient contribuer ici à l'importance des bénéfices réalisés. D'une part la baisse du taux des intérêts ; cette caractéristique de l'Economie allemande devait pour le Trust, revêtir une importance particulière. En trois ans la charge allait diminuer de 3 millions de R. M. par an ce qui correspondait d'ailleurs également à la disparition

de la dette bancaire et au remboursement progressif des crédits accordés par les holdings étrangères. D'autre part les dépenses de publicité, dont les budgets représentaient autrefois l'élément décisif de la politique commerciale du Trust, ont dû pratiquement disparaître. Si cette évolution n'apparaît pas dans les comptes, elle n'en est pas moins certaine puisque, pour la margarine, toute forme de publicité est proscrite et que les contingents de fabrication lui enlèvent tout intérêt.

CHAPITRE III

RÉPERCUSSIONS INTERNATIONALES DE LA POLITIQUE ALLEMANDE DES MATIÈRES GRASSES

Nous rechercherons tout d'abord si les profondes modifications intervenues dans le volume et la direction du commerce extérieur de l'Allemagne ont provoqué un déséquilibre des marchés mondiaux. Nous étudierons ensuite les conséquences de l'Anschluss et, avec les tendances actuelles de la politique allemande, la question coloniale.

§ 1. — Marché international des matières grasses

Afin de pouvoir juger l'évolution allemande dans le cadre de l'activité mondiale, nous allons, pour commencer, chiffrer l'offre et la demande internationale.

Les marchés.

Année par année nous avons totalisé les récoltes de graines oléagineuses des pays exotiques, calculées en huile, la production d'huile d'olive, de beurre pour les principaux pays exportateurs, de graisses animales des pays d'outre mer, d'huile de baleine enfin (56). Ces chiffres annuels sont incomplets puisque nous négligeons toutes les productions nationales, qui ne viennent pas sur les marchés mondiaux et dont l'incidence est d'ailleurs assez faible. En revanche

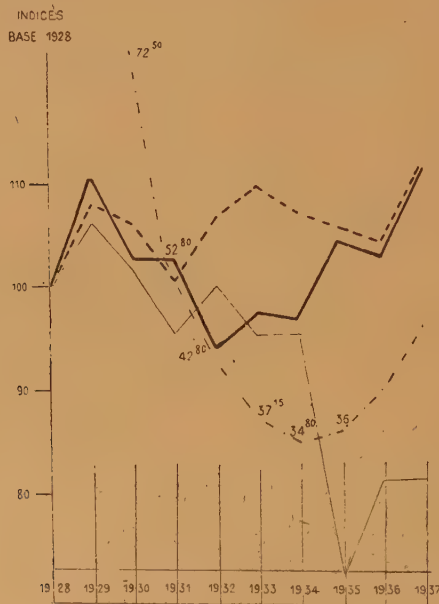
(56) Tous ces chiffres sont extraits des statistiques de la Maison Franck Fehr et Cie de Londres.

certaines producteurs (Etats-Unis, Chine, Indes) sont en même temps gros consommateurs et une partie seulement de leurs récoltes est exportée. Mais nous cherchons seulement à établir des rapports entre l'offre et la demande en prenant les résultats de l'année 1928 comme base. Nous avons donc calculé, pour l'offre, les indices correspondant à la production disponible de chaque année.

GRAPHIQUE N° XVI

MARCHÉ INTERNATIONAL

- Demande allemande en corps gras.
- Demande des Pays industriels.
- - - - - Indice des prix des matières grasses.
- - - - - Production mondiale de corps gras.



En ce qui concerne la demande mondiale nous avons retenu, pour les principaux pays industriels (57) Etats-Unis,

(57) Tous ces chiffres sont extraits des statistiques de la Maison Franck Fehr et Cie de Londres.

Angleterre, Allemagne, France, Hollande, Italie, Belgique, Suède, Danemark, les importations annuelles évaluées en huile. Nous en avons calculé le total et chiffré les indices, base 100 en 1928. On peut objecter à cette méthode que nous ne tenons pas compte de la consommation en produits nationaux, très importante nous l'avons vu pour certains pays producteurs. L'inconvénient nous semble secondaire puisqu'il ne s'agit également que d'un calcul de pourcentages.

Les statistiques de l'Institut International du Commerce donnent les indices mondiaux annuels des prix or pour les matières premières agricoles, base 100 en 1925/1929 ; nous les avons ramenés à la base 100 en 1928.

Nous réunissons tous ces résultats en un même graphique, tableau N° XVI (page 162) où l'on relève quatre périodes distinctes :

1928 à fin 1931. Le marché est sain et, dès que la dépression mondiale se fait sentir, il suit l'indication des prix en un parallélisme remarquable de l'offre et de la demande. Mais la dévaluation de la livre, avec l'effondrement des prix qu'elle provoque, met fin à cet équilibre.

1932 à fin 1933. Bien que la demande soit en nouvelle régression la production s'enfle démesurément.

A partir de 1934. C'est l'assainissement par une limitation de la production et un redressement de la demande. En 1936, avec le retournement de la tendance pour la production, nous entrons dans la phase ascendante généralisée. A l'heure actuelle enfin, avec le fléchissement des prix depuis fin 1937, c'est la question bien connue qui se pose de crise mineure ou majeure.

Production et demande.

Les responsabilités du dérèglement de la Production sont bien partagées, il faut citer plus particulièrement :

L'énorme développement des marchandises trustées par Uni Lever : coprah augmentation de 30 %, huile de palmé 50 %, huile de baleine 40 % et même 100 % en

1930. La surproduction généralisée dans tous les pays consommateurs d'Europe. Ce facteur, malheureusement, n'apparaît pas sur notre graphique mais il a été déterminant. Les milieux agricoles ont tendance à rejeter toute la responsabilité de la crise sur les matières grasses et passent sous silence leurs propres dérèglements encouragés d'ailleurs à l'époque par la plupart des gouvernements. Nous avons montré, pour l'Allemagne, comment ces deux facteurs, les surproductions indigène et exotique, se sont conjugués pour accentuer la dépression des prix.

Les Etats-Unis, pour la production, donnent un exemple remarquable de stabilité malgré des déplacements considérables de production entre leurs différentes matières grasses. Evolution qui s'est effectuée principalement au détriment du saindoux sans que le total des corps gras produits ait sensiblement varié. Facteur de stabilité pour la production, les Etats-Unis exercent une influence déterminante sur la demande et, en période de prospérité comme de dépression, c'est leur propre conjoncture qui donne le ton. En 1929 leur contribution à l'accroissement de la demande est de 50 % et, en 1932, ils sont pour 60 % responsables du mouvement inverse. Les dents de scie de 1933/1934 sont leur fait et ce sont encore eux qui impriment ensuite à la demande et aux prix leur redressement rapide. Ce sont enfin des Etats-Unis que nous viennent les influences déprimantes d'aujourd'hui.

L'Allemagne.

Par une courbe indépendante, individualisons maintenant la demande allemande. Jusqu'en 1934 l'évolution est sensiblement comparable à celle des autres pays industriels sauf en 1932 où ressort très nettement le caractère insolite et malsain du relèvement de la consommation allemande.

Nous avons déjà constaté, avec les tourteaux, les conséquences, tragiques pour l'agriculture allemande, de la politique du Trust Uni Lever. Pour les matières grasses nous allons encore retrouver cette influence à l'origine de la

pression qui s'est exercée sur le marché allemand. En 1932 c'est de la production du soya et de l'huile de baleine que provenait l'augmentation discordante de la production mondiale et l'accroissement provoqué par ces deux matières grasses était de l'ordre de 600.000 tonnes d'huiles. Si la consommation allemande avait suivi l'évolution mondiale, elle se serait abaissée de 10 %. En fait elle a augmenté de 5 % ce qui représente une pression de 160.000 tonnes dont 140.000 pour le soya et l'huile de baleine. Le Trust, sur ce marché où il régnait encore en maître, est parvenu à forcer l'écoulement de ses propres stocks mais précipitait en même temps la crise agricole qui débutait et dont l'acuité, sans précédent, allait jeter l'Allemagne dans les bras du National Socialisme.

A partir de 1935, le marché allemand se désolidarise entièrement de l'évolution mondiale. Tandis que débute justement la hausse parallèle de la demande et des prix internationaux il y a chute verticale des achats allemands. On peut avancer que le relèvement des prix est encore bien faible et voir, dans cette reprise retardée, l'incidence du facteur allemand. Cette influence a joué sans aucun doute mais, pour nous, 1935 constitue la dernière étape de l'assainissement avec une production mondiale en baisse et cependant trop importante encore. Nous tirons la conclusion que la nouvelle politique allemande est restée *sans grande influence dans le monde* parce que ses conséquences se sont perdues dans le mouvement de reprise parti des Etats-Unis (80 % d'accroissement de la demande américaine en 1935) et d'Angleterre, événements d'une portée autrement considérable.

Mais si les initiatives économiques du III^e Reich sont passées inaperçues pour l'Economie mondiale, le facteur allemand pouvait, pour certaines matières grasses, provoquer une rupture d'équilibre, déterminer de nouvelles tendances ; c'est ce que nous allons examiner maintenant.

Les matières premières.

En effet, la diminution de production du saindoux américain correspond à une baisse de plus de 80 % des exportations originaires des Etats-Unis. L'Allemagne cependant n'y intervient que pour 23 %, proportion importante sans doute mais qui ne suffit pas ; il y a d'autres facteurs qui interviennent parmi lesquels il faut citer les intransigeances de la politique commerciale des Etats-Unis.

Pour le beurre européen, les importations allemandes diminuent de 40.000 tonnes mais l'Angleterre, en même temps, augmente les siennes de 165.000 tonnes (ce qui constitue d'ailleurs un des épisodes de la rivalité économique entre les deux Nations). La production européenne n'a donc été nullement affectée. Bien au contraire c'est l'influence allemande qui marque une éclipse en Hollande et dans les pays Scandinaves où l'on ne fait preuve que d'un empressement très relatif envers un acheteur qui ne paye qu'en... marchandises.

Si nous passons aux graines oléagineuses, rapprochée de 1928 la production mondiale, évaluée en huile, est en progression de 16 % alors que la demande allemande, en régression, ne représente, par rapport à la demande mondiale, que 3 % de baisse (7 % en 1935). Ces mouvements divergents n'ont pas eu de répercussions sur le marché ; les quantités disponibles ont été facilement absorbées jusqu'à maintenant. On peut se demander, il est vrai, si l'équilibre actuel, qui exige pour se maintenir une consommation exceptionnelle aux Etats-Unis (en 1937) n'est pas quelque peu instable.

C'est sur le marché des huiles de baleine que l'Allemagne exercera le plus d'influence aussi longtemps que l'insuffisance de sa balance commerciale l'obligera à faire passer au second plan l'approvisionnement de ses huileries. Elle recherchera sans doute un nouveau développement de la flotte baleinière allemande pour assurer l'intégralité de ses besoins et ses anciens fournisseurs, dont la Norvège, seront entièrement évincés.

Pour une partie de ses approvisionnements extérieurs en matières grasses, la politique allemande reste à l'écart des grands courants internationaux. Les achats de bétails et de graisses animales en Europe Centrale, dans les Balkans, bien que sans effet sur les grands marchés mondiaux, n'en sont pas moins d'une portée très réelle, à vrai dire beaucoup moins par leur importance, que par les ventes dont ils représentent la contre-partie.

Exportations.

Si, pour les pays industriels dont nous avons étudié la demande (58), nous totalisons les exportations, nous relevons une baisse importante, entièrement supportée par les Etats-Unis et l'Allemagne. Les autres Nations conservent sensiblement leurs positions. Pour le saindoux les Etats-Unis sont remplacés par de nouveaux fournisseurs. Les Nations industrielles ont renforcé la défense de leur marché intérieur et se partagent, en même temps, les débouchés perdus par l'Allemagne. Cette situation s'observe en particulier pour l'Autriche où la part de l'Allemagne en huiles comestibles, de 14 % est devenue inexistante ; pour les huiles industrielles de 41 % elle est maintenant négligeable. Les Pays-Bas ont bénéficié du déclin des exportations allemandes. Malgré l'Anschluss ils conserveront peut-être le débouché autrichien.

§ 2. — L'Autriche

Bien loin d'apporter une amélioration à l'approvisionnement de l'Allemagne en matières grasses, la nouvelle marche du Sud va constituer une charge pour l'Economie allemande.

(58) Voir page 161 les Marchés.

Production agricole.

Le troupeau de vaches laitières est proportionnellement plus important qu'en Allemagne mais, malgré les pâturages des Alpes, la base fourragère est encore moins favorable. Alors que de 1935 à 1937 les importations du Reich en céréales étaient devenues pratiquement négligeables, l'Autriche importait 20 % de ses besoins en céréales fourragères et plus de 50 % en céréales panifiables. L'approvisionnement en viande est assuré par l'Etranger à concurrence de 50 % pour les porcs et 20 % pour les bovins.

Les exportations autrichiennes de matières grasses ne consistaient qu'en fromages et, en beurre depuis quelques années seulement. Mais, rapprochées des mêmes importations allemandes, ces quantités ne représentaient pas 6 % et l'Autriche écoulait déjà en Allemagne le tiers de sa production. Pour l'Economie Allemande il n'y a donc pas d'appoint. La balance agricole est déficitaire ; nous allons voir que les besoins de l'industrie aggravent encore cette situation.

Production industrielle.

La production nationale du colza est de l'ordre de 2 % des besoins ; le pays est donc entièrement tributaire de l'Etranger. L'industrie de l'huilerie est d'ailleurs peu développée et sa production ne représente pas 25 % de la consommation d'huiles.

En savonnerie, la capacité de production est très sensiblement supérieure aux besoins du pays et, comme le Trust Uni Lever entend développer encore les débouchés de sa filiale viennoise, la situation des fabricants indépendants est assez précaire. Le régime allemand saura mettre fin à la concurrence qui sévissait depuis plusieurs années déjà et sauver les petites exploitations de la ruine menaçante.

L'industrie de la margarine est assez florissante. Depuis 1928 elle était parvenue à doubler ses débouchés au détriment du beurre et de la production agricole. Les autorités

s'étaient efforcées d'apporter un remède à cette situation par la constitution d'un cartel obligatoire de la margarinerie (7 usines seulement) qui imposait des incorporations de beurre à la margarine. Dans les derniers temps, la possibilité d'exporter le beurre en excédent (l'Angleterre) avait apporté une détente, permis de renoncer au cartel et de rendre sa liberté à l'industrie.

Pour ses produits finis l'Allemagne ne trouvera donc pas de nouveaux débouchés en Autriche. Quant aux matières premières nécessaires, l'insuffisance de son propre approvisionnement l'obligera à s'effacer devant les Pays-Bas et les fournisseurs d'Europe Centrale. Les méthodes allemandes par contre, d'organisation de la production et des marchés, vont s'appliquer intégralement et les industriels d'Autriche pourront méditer sur les beautés de l'Economie dirigée dont ils seront admis à partager les bienfaits. La margarinerie verra ses débouchés diminuer et, comme en Allemagne, la savonnerie sera réduite à la portion congrue.

§ 3. — Tendances de la politique des matières grasses

La constitution du IV^e Reich ne modifie en rien les données d'un problème dont la solution consiste encore en approvisionnements extérieurs. Mais, si la politique commerciale reste au premier plan, quelles possibilités présente-t-elle pour l'Allemagne ?

Au début de la période des restrictions en matières grasses la Propagande allemande développait le thème ingénieux que cette nouvelle politique allait réduire les grands producteurs de matières premières à implorer des débouchés en Allemagne. Il faut qu'on s'en console outre Rhin ; le marché mondial n'a pas été troublé et cette éventualité ne semble pas prochaine. Là cependant n'est pas la question. L'Allemagne ne manque pas de fournisseurs mais de moyens de paiement et toute politique est impuissante à

éluder cette difficulté. On peut reporter une partie des achats vers l'Est de l'Europe, il faudra toujours les payer. On peut développer les affaires de compensation, il faudra toujours proportionner les importations aux possibilités d'exportation et l'approvisionnement en matières grasses restera toujours fonction de la quantité de devises que l'on pourra ou voudra y consacrer. Sur *le plan purement économique* il n'y a pas d'autre solution au pays où l'on préfère les canons au beurre.

Dans ces conditions la seule balance commerciale importe ; justement elle marquait quelques défaillances ces derniers temps. Verrons-nous se reproduire, à l'automne 1938, les mêmes tensions qu'en 1935 ? Sans doute non. A défaut de politique, l'Allemagne a trouvé des expédients ; En 1937 des crédits en marchandises dans les Balkans, en 1938 l'Autriche va constituer un os à ronger. Mais quelles seront les ressources pour l'avenir moins immédiat ? Les cherchera-t-on sur le plan militaire ? Cette éventualité qui hante les esprits ne contribue pas à rasséréner le ciel politique de l'Europe !

Reste la question coloniale posée depuis longtemps. Sa solution n'a guère avancé et, au contraire, la politique d'expansion en Europe Centrale a singulièrement refroidi les complaisances britanniques. Les ressources manœuvrières de l'axe Nord-Sud vont-elles être mises à contribution pour lui conférer un regain d'actualité ?

§ 4. — La question coloniale

Il convient d'examiner quelles ressources, en matières grasses, l'Allemagne pourrait retirer de ses anciennes colonies.

Parmi les nombreuses études allemandes nous retiendrons les conclusions suivantes. Les importations allemandes en 1937 représentent 650.000 tonnes d'huile de graines sans compter le beurre, les graisses animales et les huiles de baleine. En regard de ces besoins, la production des anciennes colonies allemandes peut se chiffrer comme suit :

	Arachides	Huiles de Palme et Palmiste	Coprah	Total
(Huiles en mille tonnes)				
Cameroun français	14	26		40
Togo		9	2	11
Ouest Africain Allemand	6			6
Nouvelle-Guinée			38	38
Samoa			5	5
	20	35	45	100

C'est-à-dire environ 15 % seulement des besoins allemands en oléagineux. Que ces colonies redeviennent toutes allemandes il faudra bien payer les importations ne serait-ce qu'en marchandises. Mais en articles manufacturés allemands le pouvoir d'achat de ces populations indigènes étant assez réduit, il faudra encore des devises. Cette difficulté est escamotée et l'on se flatte sans doute de répondre par avance à l'objection (59) par l'étude suivante, dont le caractère est assez tendancieux.

Le programme allemand.

Il s'agit de démontrer que très rapidement les anciennes colonies allemandes seraient en état d'assurer l'approvisionnement de l'Allemagne en matières grasses. Mais il importe en même temps de prouver que cette exploitation coloniale sera assurée avec une main-d'œuvre indigène extrêmement réduite c'est-à-dire sans emploi de devises.

Aucun programme d'extension n'est prévu en faveur de l'arachide et du coprah. Une augmentation de production pour ces deux matières premières, implique en effet un emploi intensif de la main-d'œuvre indigène et ne présente donc aucun intérêt pour l'Economie allemande.

C'est donc au palmier à huile que l'on donne la préférence. Les imaginations allemandes sont hantées par l'exemple des Indes Néerlandaises où le palmier était incon-

(59) Wirtschaftdienst Mai 1937.

nu. Les plantations, de date récente, assurent aujourd'hui et cela en moins de vingt ans, une production de 200.000 tonnes d'huile. C'est le système que l'Allemagne appliquerait au Cameroun. On y défricherait 60.000 hectares de forêts et, en 10 ans, les plantations produiraient 150.000 tonnes d'huile ce qui, avec les ressources déjà énumérées plus haut, assurerait le tiers des besoins allemands en corps gras. Aux procédés désuets en honneur sous l'Administration française, cueillette et récupération de l'huile par les indigènes, ce qui ne donne qu'une marchandise de qualité inférieure, on substituerait la rationalisation allemande : plantations, à l'euro péenne, d'espèces sélectionnées et à grand rendement (comme à Sumatra) ; exploitation simplifiée et main-d'œuvre indigène des plus réduites grâce à un outillage perfectionné ; extraction de l'huile, à la colonie, mais dans de vastes installations modernes et qui ne nécessiteront que la présence de quelques techniciens allemands. Le programme est séduisant, répond à toutes les objections et jette le discrédit sur cette malheureuse Administration française vraiment peu à la hauteur de sa tâche.

Malheureusement les réalités ne sont pas aussi séduisantes : les *plantations* se sont bien développées en Asie où le palmier naturel est inexistant. Mais en Afrique la présence de nombreux peuplements sauvages y limite considérablement ce genre d'exploitation en raison de la particularité bien connue des techniciens coloniaux, l'hybridation des plants sélectionnés qui retournent rapidement à l'état sauvage.

Le palmier en Afrique.

Par ailleurs, l'exploitation indigène n'est pas seulement en honneur dans les territoires français mais aussi en Nigéria anglais, le plus important producteur d'Afrique. Même au Congo Belge, cité en exemple par la presse allemande, elle représente encore les 2/3 de la production ; c'est donc bien un mode d'exploitation qui s'impose.

Au Congo Belge les exploitations du Trust Uni Léver sont essentiellement des palmeraies naturelles aménagées. Elles couvrent une centaine de milliers d'hectares, ne produisent après huit ans que la valeur de 30.000 tonnes d'huile, nécessitent le concours de 16.000 travailleurs indigènes (et même 25.000 dans les premières années). Les conditions de culture sont exceptionnelles, système hydrographique, voies d'accès, etc. et, malgré tout, nous sommes encore loin des résultats escomptés en Allemagne.

L'exploitation du palmier, en Afrique, est une question de main-d'œuvre indigène. Si nous comparons les indices respectifs de production et de population, en prenant pour base les chiffres de la Nigéria, nous obtenons :

	Population	Production	Pourcentage
Nigéria anglaise	100	100	100 %
Congo belge	50	30	60 %
Cameroun Français	10	8	80 %

Les résultats au Cameroun sembleraient supérieurs à ceux du Congo et inférieurs à ceux de la Nigéria. En réalité il faut admettre qu'ils sont sensiblement les mêmes. Dans chaque colonie, la production est conditionnée par les circonstances naturelles et l'ensemble de l'activité du pays, le facteur déterminant étant constitué par la population et c'est ce que l'argumentation allemande n'admet pas. Mais dans la pratique cette réalité s'imposerait et voilà qui ruine toute la démonstration.

Pour toutes les Nations civilisées, la colonisation constitue essentiellement une charge. Qu'à la longue la Nation tutrice en récolte quelques avantages, c'est incontestable, mais ils ne balancent pas, en tous cas, les sacrifices consentis. C'est à l'honneur des Nations européennes, de la France principalement, d'avoir compris le sens de cette mission civilisatrice qui doit s'exercer en *faveur* des populations indigènes et comporte surtout des devoirs. Ce principe a été parfois perdu de vue dans l'Histoire et il est assez natu-

rel que l'Allemagne, qui sur son propre sol fait si bon marché de la personnalité humaine, en fasse fi dans ses conceptions coloniales. Un travail forcé, méthodiquement organisé, tel serait en réalité le système colonial allemand.

CONCLUSION

La question des Matières Grasses, que nous venons d'étudier en Allemagne, se pose dans tous les pays et partout elle revêt la même complexité parce qu'elle associe plusieurs sources de production dont la part respective doit être dosée suivant les conditions naturelles de chaque pays. La réforme allemande a été une réaction, brutale sans doute, mais nécessaire pour restituer à l'agriculture les débouchés qui lui avaient été enlevés. Que cette réforme dans les débuts ait dépassé la mesure, c'est évident, les faits se sont vite chargés de prouver qu'un certain équilibre était indispensable.

Malgré ce revirement de la politique allemande, le marché des matières grasses a conservé ses principales caractéristiques. On pousse à de nouveaux développements de la production agricole pour réduire les importations et réaliser de nouvelles économies de devises. Si l'approvisionnement de la population est tant bien que mal assuré, si la mesure est insuffisante en quantité comme en qualité, si les usages industriels, enfin, restent comprimés à l'extrême, c'est que d'autres nécessités interviennent de nos jours pour classer les besoins de la Nation par ordre d'urgence et imposer les restrictions alimentaires afin de réserver les ressources disponibles à d'autres tâches. Les préoccupations allemandes consistant à pousser au plus haut degré la force agressive de la Nation, c'est ce but qui prime toute autre considération. Aussi longtemps que les accroissements territoriaux n'auront pas assuré l'indépendance économique la Nation allemande devra supporter les restrictions actuelles.

Mais cette fièvre d'armement constitue justement la seule justification d'un régime économique dont les inconvénients l'emportent très largement sur les avantages. Malheureusement ces derniers seuls retiennent l'attention de l'Etranger et en France particulièrement. Parce que l'organisation allemande est extrêmement complexe on ne voit

que sa logique impeccable ; on admire l'activité intense qui anime tout le pays, l'ordre qui règne dans les esprits, ce dynamisme forcené qui a su ramener la prospérité. Seule une étude minutieuse de toute une branche de l'Economie du III^e Reich devait permettre de dresser un tableau d'ensemble de l'autarchie allemande en action. Les Matières Grasses constituent bien un domaine suffisamment vaste pour nous permettre de porter un jugement sur l'expérience allemande.

Il est des esprits d'un libéralisme très orthodoxe qui admettent pourtant qu'un régime d'Economie dirigée s'imposait à l'Allemagne, en 1933, comme le seul remède à une situation financière désespérée. Mais le danger est qu'une fois engagé dans cette voie, il n'est plus possible de revenir en arrière. L'intervention appelle l'intervention et elle devait à ce point modifier l'Economie allemande, que celle-ci ne saurait revenir à un régime de liberté. Aujourd'hui que le relèvement de l'Allemagne est assuré depuis longtemps, l'évolution se poursuit et le tragique est qu'elle conduit à l'aventure.

Le nouveau régime allemand a bénéficié, à ses débuts, de la reprise mondiale et il faut lui reconnaître le mérite de n'avoir pas compromis, par ses innovations, les effets de la prospérité renaissante. Mais que vaudra le système à l'épreuve de la première crise économique mondiale ? Certes les stocks, au début, ne pèseront guère mais comment l'Economie s'accommodera-t-elle d'une baisse d'activité qui la trouvera sans réserves financières, comment éviter que le manque d'automatisme des prix n'aggrave encore la situation ?

Dans la mesure où elle tend à réaliser de nouveaux progrès techniques, la politique des succédanés est à approuver mais elle est tombée en Allemagne dans certaines exagérations qui constituent une véritable hérésie économique et, si l'illogisme de cette politique n'apparaît pas, c'est que les bases de comparaison font défaut. Le contribuable fait les frais des coûteuses subventions nécessaires ce qui permet de se dégager de la nation du prix de revient

mais fait disparaître, en même temps, un élément d'appréciation que rien ne peut remplacer. On s'expose alors à des expériences qui ne sont pas viables et dont la liquidation nécessite une nouvelle contribution, supportée alors par le consommateur, comme dans le cas du saindoux neutre et de la margarine.

A côté d'un manque de souplesse indéniable, les nouvelles méthodes n'ont pas la sûreté ni l'automatisme du libre jeu de l'initiative individuelle. Elles conduisent à une disparition du produit de qualité, imposent à l'Economie une charge monstrueuse et ne réalisent une justice économique approchée qu'au prix d'un contrôle inquisitorial, de moyens moraux qui ne conserveront leur vertu agissante que s'ils s'appuient sur une véritable religion d'ailleurs en voie de réalisation.

Du régime corporatif et du développement des Ententes en Allemagne il y a pourtant une leçon à tirer : la nécessité d'une discipline de la production. Les réalisations allemandes, dans ce domaine, sont d'une portée économique incontestable et, dans nos pays à régime libéral, il y aurait pour tous les producteurs, un intérêt évident à s'imposer librement, par le moyen des Ententes, un statut professionnel inspiré de l'exemple allemand. Il faudrait pour cela triompher tout d'abord de l'esprit particulariste si développé, en France principalement. En admettant ce premier résultat acquis, comment éviter que les Ententes ne deviennent un instrument pour l'exploitation des consommateurs ? C'est là le gros écueil que la seule discipline ne suffirait pas à éviter.

A défaut d'une entente recherchée par les intéressés, un élément de contrainte en précipitera peut-être la réalisation, spécialement dans ce domaine des Matières Grasses où s'affirme, dans tous les pays, la menace grandissante du Trust Uni Lever. Toute la question des matières Grasses en Allemagne avant 1933 est dominée par l'activité du Trust. C'est son manque de mesure qui a amplifié les conséquences de la crise agricole de 1932 et jeté le pays dans les bras du National Socialisme. Une politique de coercition allait peser

lourdement sur toute l'Industrie des Matières grasses jusqu'à ce que, très justement, tout le poids des nouvelles mesures fussent concentrées sur le Trust, principal responsable. Mais toute l'Economie allemande a durement pâti de la trop grande complaisance du Régime de Weimar envers Uni Lever. Que cet exemple soit médité par nos hommes d'Etat pour éviter que se constituent sur notre sol des concentrations économiques aussi redoutables. Dépourvues d'attaches nationales, elles minent insensiblement les fondements de l'industrie indépendante et leur activité, privée de contre-poids, constitue alors un danger pour tous les pays où elle s'exerce. En France nous n'en sommes pas encore là, fort heureusement, mais des mesures s'imposent, dès à présent, si l'on veut préserver notre pays d'un développement excessif du Trust Uni Lever.

*
* *

La sévérité des critiques relevées par nous à l'encontre de l'expérience allemande ne permet malheureusement pas de conclure en faveur du régime français actuel et il s'en faut hélas de beaucoup. Tout en continuant à se réclamer des conceptions de l'Economie classique, l'économie française s'en écarte de plus en plus, pour emprunter maladroitement aux régimes autoritaires, si honnis pourtant chez nous, celles de leurs conceptions les plus critiquables : toute l'activité nationale languit sous le poids d'un interventionisme primaire, incohérent et nocif. A une constitution politique héritage de l'Assemblée royaliste de 1872, notre démocratie ajoute aujourd'hui le paradoxe d'une charte sociale marxiste, en sorte qu'une réforme sociale juste et d'inspiration généreuse, se trouve odieusement déformée en entreprise de démolition. Notre production déjà si obérée succombe ainsi sous la charge d'un régime du travail insensé, sans avantage réel pour ses bénéficiaires apparents, bien au contraire.

A des conditions d'exploitation si précaires, l'Huilerie française ajoute ses propres embarras. Par ses matières

premières essentiellement d'importation, elle subit directement l'effet de la dépréciation de notre monnaie, qu'elle ne peut compenser : ni sur les tourteaux dont les prix de vente sont arbitrairement immobilisés par mesures administratives, à un niveau dérisoire inférieur même au prix d'importation des tourteaux étrangers, — ni sur les huiles en raison de l'énormité des taxes et des droits de douane grevant les matières premières, qui enlèvent tout espoir d'un relèvement des prix de vente. Malgré ses prix de revient sensiblement plus élevés, l'huilerie française doit travailler avec une marge très inférieure à celle de l'industrie anglaise, si bien que beaucoup d'exploitations sont en perte : à Marseille le déclin rapide de l'huilerie se poursuit, par ailleurs la fabrication des huiles de lin marque un ralentissement alarmant, tandis que le Trust enregistre librement de nouveaux succès et que la concurrence étrangère triomphe de l'insuffisance de notre protection douanière.

A bien des égards l'Economie française et avec elle l'Industrie de l'Huilerie est affectée d'une crise comparable à celle dont l'Allemagne est sortie depuis 1933. Si l'exemple allemand est à méditer c'est pour qu'il nous inspire la volonté de réaliser notre relèvement économique avec la même discipline, le même esprit de solidarité nationale, mais en nous gardant de la contagion totalitaire, si contraire à notre génie national, si décevante et si peu humaine.

Aux esprits allemands, éminemment objectifs, qui justifient leur adhésion totale au régime actuel de leur pays par les souffrances et les misères de l'époque antérieure à l'avènement du régime hitlérien, il faudrait pouvoir opposer l'exemple d'un redressement français librement réalisé par l'effort de tout un peuple. Mais la France est-elle encore le pays des élites, des élites agissantes ?

Vu, le Doyen : Vu, le Président de Thèse :
C. RIPERT. Roger PICARD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
A. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

Les ouvrages allemands qui traitent la question des Matières Grasses sont des études techniques ou des compilations de textes législatifs. On ne trouve aucun exposé des questions économiques actuelles. Ce sont donc les périodiques qui ont constitué l'essentiel de notre documentation.

INFORMATIONS GÉNÉRALES ET AGRICOLES SUR L'ALLEMAGNE

Raymond BERTRAND. — *Le Corporatisme Agricole et l'Organisation des Marchés en Allemagne*. Paris, 1937.

Baron DE GRUBEN. — *Politique Economique de l'Allemagne*.

Maurice DE SAINT-JEAN. — *Politique Economique et Financière du III^e Reich*.

Deutschlands Wirtschaftliche Lage. — Reichs Kredit Ges Berlin (publication semestrielle).

Frankfurter Zeitung (précieux également par ses études des questions agricoles, ses mercuriales et ses comptes rendus financiers sur les Sociétés allemandes).

Wirtschaftskurwe (Revue trimestrielle).

Wirtschaftsdients. — *Kartell Rundschau*.

Vierteljahrshäfte zur Statistik des deutschen Reiches.

LEGISLATION

Dr WERNER Modest. — *Das Recht der Öl- und Fettwirtschaft*, Berlin, 1938.

Dr WEGENER. — *Nationale Fettwirtschaft* (1934 à 1935).

Reichsanzeiger.

Reichsgesetzblatt.

Jahrbuch zur Nationalsozialistische Wirtschaft (commentaire des principales mesures législatives de l'année).

CONVENTIONS COMMERCIALES ET DOUANES

Institut International du Commerce Bruxelles : Conventions Commerciales.

Monatliche Nachweise über den Auswärtigen Handel Deutschlands : (statistiques du Commerce extérieur).

Reichszollblatt : Bulletin douanier.

Monatsberichte des Oesterreichischen Institut für konjunkturforschung.

STATISTIQUES ET MERCURIALES

Institut International du Commerce Bruxelles : Statistiques.

Institut International d'Agriculture Rome : Prix agricoles.

Statistisches Jahrbuch des deutschen Reiches.

Annuaire statistique de la Société des Nations.

Wirtschaft statistisches Jahrbuch (Autriche).

Statistical Abstract for the United Kingdom (Grande-Bretagne).

PÉRIODIQUES TRAITANT DES MATIÈRES GRASSES

Seifensieder Zeitung (hebdomadaire) organe de la petite industrie.

Fett und Seife (mensuel).

Allgemeine Oel und Fett Zeitung (mensuel).

Bulletin des Matières Grasses (mensuel).

Review Oil Seed and Oil Cake (Frank Fehr and C^o) cours internationaux des oléagineux, huiles, graisses et tourteaux : Importations et exportations des matières grasses par pays (annuel).

Review Oil and Fat Markets (Faure and C^o) (annuel).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	5 à 8
--------------------	-------

PREMIÈRE PARTIE

EVOLUTION ECONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE DEPUIS 1930	9
---	---

§ 1. — Organisation corporative	14
§ 2. — La Politique de Redressement de l'Economie.....	17
§ 3. — La Politique Commerciale	20

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DES MATIÈRES GRASSES AGRICOLES	23
---	----

CHAPITRE I. — <i>Les Fourrages</i>	25
--	----

CHAPITRE II. — <i>Le Beurre et les Fromages</i>	35
---	----

§ 1. — Le beurre	35
------------------------	----

§ 2. — Les fromages	45
---------------------------	----

CHAPITRE III. — <i>Les Matières grasses animales</i>	49
--	----

§ 1. — Le bétail	49
------------------------	----

§ 2. — Les graisses importées.....	57
------------------------------------	----

CHAPITRE IV. — <i>Les Oléagineux allemands</i>	63
--	----

<i>Conclusion de la II^e Partie</i>	65
---	----

TROISIÈME PARTIE

LES MATIÈRES GRASSES INDUSTRIELLES	69
------------------------------------	----

CHAPITRE I. — <i>Les matières premières</i>	73
---	----

§ 1. — Les graines oléagineuses.....	74
--------------------------------------	----

§ 2. — Autres importations	76
----------------------------------	----

CHAPITRE II. — <i>L'organisation professionnelle</i>	79
--	----

CHAPITRE III. — <i>Les Conditions de la Production</i>	87
<i>Section I.</i> — Les Producteurs de Matières premières.....	87
§ 1. — Les Huileries	88
§ 2. — Les Raffineries	99
§ 3. — Les Fondeurs	100
<i>Section II.</i> — Les Utilisateurs.....	103
§ 1. — Les Margarineries	104
§ 2. — Savonneries	109
§ 3. — Les Industries du Lin.....	115
CHAPITRE IV. — <i>Prix de revient</i>	117
§ 1. — Les Huiles de graines.....	120
§ 2. — La Margarine	128
§ 3. — Le Savon	132

QUATRIÈME PARTIE.

CONSEQUENCES NATIONALES ET INTERNATIONALES DE LA POLITIQUE ALLEMANDE DES MATIÈRES GRASSES 135

CHAPITRE I. — <i>Circulation et Consommation des Matières grasses</i>	
<i>en Allemagne</i>	137
§ 1. — La Circulation	137
§ 2. — La Consommation	141
CHAPITRE II. — <i>La Répartition des Revenus</i>	147
§ 1. — Les Salaires	147
§ 2. — Les Impôts sur les corps gras.....	150
§ 3. — Un Lever et les Bénéfices des Entreprises.....	154
CHAPITRE III. — <i>Répercussions Internationales de la Politique allemande des corps gras</i>	161
§ 1. — Marché international des Matières Grasses.....	161
§ 2. — L'Autriche	167
§ 3. — Tendance de la Politique des Matières Grasses.....	169
§ 4. — La question coloniale.....	170
CONCLUSION	175
BIBLIOGRAPHIE	181

Imp. M. REMONDIN
13, rue de Brébisson - Falaise

1938

